



CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

CH/vg

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Procès-verbal de la réunion du 03 juin 2014

ORDRE DU JOUR :

6670 Projet de loi concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; et abrogeant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures

- Echange de vues avec des représentants d'organisations estudiantines et d'organisations politiques de la jeunesse

*

Présents : M. Claude Adam, Mme Diane Adehm, M. André Bauler, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Taina Bofferding, Mme Tess Burton, Mme Martine Hansen, Mme Octavie Modert, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Roy Reding
M. Justin Turpel, observateur

M. Luca Andreolli, Mme Sarah Diederich - Aktiounskomitee 6670
Mme Magdalena Orlander, M. Pol Reuter - UNEL
M. Clifton Cano, M. Pierre Schumann - ACEL
M. Philippe Biver, M. Gilberto Fernandes - LUS
Mme Jasmine Maglica, M. Ervin Zaljevic - CSJ
M. Christian Kremer - JSL
M. Jeff Feller, M. Marc Ruppert - JDL
Mme Gina Arvai, M. Paul Matzet - déi jonk gréng
M. Jean-François Delaporte, M. Sveinn Graas - Jonk Lénk
M. Ben Allard, M. Max Fleischhauer - Jonk Piraten

M. Jerry Lenert, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Christiane Huberty, de l'Administration parlementaire

Excusé : M. Serge Wilmes

*

Présidence : Mme Simone Beissel, Président de la Commission

*

6670 Projet de loi concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; et abrogeant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures
- Echange de vues avec des représentants d'organisations estudiantines et d'organisations politiques de la jeunesse

Après des mots de bienvenue, Mme le Président rappelle que le projet de loi sous rubrique, qui a été déposé à la Chambre des Députés le 20 mars 2014, vise à réformer le système d'aide financière de l'Etat pour études supérieures.

Cette réforme est à mettre en relation avec l'arrêt du 20 juin 2013 de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Tout en relevant que la réglementation luxembourgeoise à ce moment en vigueur, qui exclut les enfants des travailleurs frontaliers du bénéfice de l'aide financière pour études supérieures, poursuit un objectif légitime, la CJUE a jugé que le régime en place va au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre. Partant, cette réglementation est contraire au principe de la libre circulation des travailleurs.

Par la loi modificative du 25 juillet 2013, il a été tâché de mettre la législation luxembourgeoise relative à l'aide financière de l'Etat pour études supérieures en conformité avec l'arrêt précité. Le champ des bénéficiaires de cette aide financière a ainsi été élargi aux enfants des travailleurs frontaliers.

En résultait inévitablement une augmentation considérable du nombre de demandes introduites auprès du CEDIES (Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur). Pour le semestre d'hiver 2013-2014, il s'agissait de quelque 25.000 demandes dont 16.000 émanaient de résidents et 9.000 d'enfants de travailleurs frontaliers. Pour l'ensemble d'une année académique, le montant des bourses allouées s'élève dès lors à quelque 178 millions d'euros.

Compte tenu de la précarité des finances publiques, une réforme du régime d'aide financière pour études supérieures est donc devenue indispensable pour éviter une augmentation exponentielle des frais. S'y ajoute que le programme gouvernemental prône la nécessité de réintroduire une certaine sélectivité sociale et de prendre en compte les besoins réels de l'étudiant.

La réforme proposée a suscité d'emblée des réactions et des prises de position, en partie très critiques, de la part de bon nombre d'organisations estudiantines et d'organisations politiques de la jeunesse. La mobilisation a culminé, le 25 avril 2014, en une importante manifestation des étudiants de l'enseignement supérieur et des élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Compte tenu des enjeux, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a décidé de procéder, à titre exceptionnel, à un échange de vues avec des représentants des organisations de la jeunesse ayant pris position dans ce dossier.

L'oratrice relève encore que le 27 mai 2014 ont été introduits des amendements gouvernementaux. Ces amendements, qui ont été élaborés suite à des échanges de vues de M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avec des acteurs concernés, visent à tenir compte de certaines des critiques et suggestions formulées au cours des mois précédents.

- **Prise de position commune par l'« Aktiounskomitee 6670 », l'UNEL (Union nationale des étudiants du Luxembourg) et la LUS (Luxembourg University Students' Organisation)**

Etant donné que l'« Aktiounskomitee 6670 » regroupe entre autres des représentants de l'UNEL et de la LUS, les trois organisations ont choisi de défendre une position commune.

En introduction, les orateurs rappellent qu'en amont du dépôt du projet de loi 6670, l'UNEL, à l'instar d'autres organisations estudiantines, a eu plusieurs entrevues aussi bien avec la ministre précédente qu'avec le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Or, les observations émises dans ce contexte n'ont guère été prises en compte dans le projet de loi. Aussi n'est-il guère étonnant qu'une fois déposé, ce projet ait provoqué un vaste mouvement de protestation qui a débouché sur une manifestation à laquelle ont participé quelque 17.000 élèves et étudiants. Parallèlement ont été initiées plusieurs pétitions¹. L'« Aktiounskomitee 6670 » a élaboré un avis très détaillé (cf. annexe 1 du présent procès-verbal), qui a été complété par une prise de position au sujet des propositions d'amendements gouvernementaux (cf. annexe 2). Le comité précité se voit en outre adresser en permanence des courriels rendant compte des craintes qui animent désormais bon nombre d'étudiants. Simultanément aux efforts de mobilisation susmentionnés, le comité a procédé à des consultations avec des représentants de syndicats et de partis politiques.

Les représentants desdites organisations estiment qu'au vu de l'ampleur de la mobilisation, les responsables politiques sont dès lors obligés de réagir, sous peine de porter durablement atteinte à l'image même de la classe politique.

Pour une présentation détaillée de l'avis des organisations sous rubrique, il est renvoyé aux documents précités, repris aux annexes du présent procès-verbal.

La prise de position exposée dans le cadre de la présente réunion s'articule autour des axes suivants :

- *Refus du lien entre politique d'économies et réforme du système d'aide financière de l'Etat pour études supérieures*

Aux yeux des représentants des organisations sous rubrique, les auteurs du projet de loi 6670 poursuivent essentiellement le but de réduire les frais de l'aide financière pour études supérieures. Selon les intervenants, les responsables politiques ne sont pas vraiment animés de la volonté d'élaborer un système durable, mais visent seulement à faire des économies, ce dont témoigne la précipitation qui préside à l'instruction du projet de loi, projet dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} août 2014. Les porte-parole des organisations précitées défendent par contre le point de vue que les dépenses en relation avec l'éducation doivent être considérées comme un investissement, qui contribue entre autres à prévenir le chômage.

¹ La pétition n° 367, qui a été renvoyée le 27 mai 2014 à la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace, est reprise à l'annexe 3 du présent procès-verbal.

Il est rappelé que dans le cadre du vote du projet de loi 6148, qui est devenu la loi du 26 juillet 2010 modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, a été adoptée une motion qui invite le Gouvernement à procéder à une évaluation de la nouvelle loi un an après son entrée en vigueur. Or, force est de constater que cette évaluation n'a jamais été réalisée. Les orateurs revendiquent ainsi la mise en œuvre d'une telle évaluation qui permette de connaître le véritable impact du système en place depuis 2010. Ce n'est que de cette façon que l'on peut éviter que soient abolis des éléments qui ont fait leurs preuves (par exemple la bourse de base élevée).

En ce qui concerne les amendements gouvernementaux, les orateurs font valoir que, contrairement à ce qu'affirment les responsables gouvernementaux, les nouvelles mesures n'entraîneront pas de dépenses supplémentaires par rapport aux montants initialement avancés. De fait, comme le montre la Chambre des Salariés dans son avis du 24 avril 2014, les estimations des dépenses pour les bourses sociales destinées aux étudiants résidents ont été surévaluées dans la fiche financière accompagnant le projet initial.

Il est en outre donné à penser que dans les Etats membres de l'OCDE, le coût moyen annuel par étudiant s'élève à environ 14.000 euros. Etant donné qu'une part importante des étudiants luxembourgeois font des études à l'étranger, l'Etat luxembourgeois peut faire des économies non négligeables dans ce contexte, tandis que nos trois pays voisins sont ainsi amenés à faire face à des dépenses s'élevant au total à quelque 266 millions d'euros. En contrepartie, le Gouvernement luxembourgeois ne devrait pas hésiter à proposer un régime d'aide financière performant et renoncer à établir en permanence des comparaisons avec les systèmes d'autres Etats qui offrent des aides plus modestes.

Par ailleurs, depuis l'implémentation du système de Bologne, les conditions auxquelles se voient confrontés les étudiants dans les différents programmes ont radicalement changé. Ainsi, bon nombre de cursus impliquent plus de 30 heures de cours hebdomadaires, ce qui n'est guère comparable aux systèmes antérieurs.

Il ne faut pas oublier non plus que de nos jours, les jeunes évoluent dans un contexte d'insécurité ambiante, marqué par la progression du chômage des jeunes, y compris des jeunes universitaires. Bon nombre d'entre eux seront amenés à connaître la précarité professionnelle, ce qui ne manquera pas d'avoir des répercussions sur l'organisation de leur vie privée et familiale.

○ *Prise de position au sujet des différentes dispositions du projet de loi*

D'un point de vue méthodologique, pour élaborer un avis fouillé au sujet du projet de loi 6670, les membres de l'« Aktiounskomitee 6670 » ont opté pour une double approche.

D'un côté, ils se sont penchés sur la question de savoir si la réforme prévue permet effectivement d'atteindre les objectifs avancés dans l'exposé des motifs du projet de loi éponyme. En vertu de l'exposé des motifs, « le système se veut équitable, il garantit l'indépendance de l'étudiant, il prend en compte les frais réels pour subvenir aux besoins de l'étudiant et il respecte la situation socioéconomique de l'environnement dans lequel vit l'étudiant ».

D'un autre côté, pour vérifier le bien-fondé de ces affirmations et pour étayer leurs arguments, les membres du comité ont tâché de rassembler autant de données statistiques que possible. Ils viennent d'initier une étude visant à dégager les frais réels de la vie des étudiants.

- Les orateurs constatent que le montant de la bourse de base est fixé, sans explication aucune, à 2.000 euros par année académique, ce qui équivaut à une aide de 166 euros par mois. Ce montant est inférieur aux allocations familiales allouées pour les enfants majeurs

qui fréquentent encore l'enseignement secondaire ou secondaire technique. En résulte une inégalité de traitement entre étudiants et élèves majeurs.

De surcroît, étant donné que certains étudiants n'auront désormais droit qu'à cette seule bourse de base, le but qui consiste à garantir l'autonomie de l'étudiant ne peut pas être atteint.

Il est rappelé que ce sont surtout les pays scandinaves qui misent sur le principe de l'autonomie de l'étudiant. Il s'agit de l'idée selon laquelle l'étudiant peut faire les études supérieures de son choix, indépendamment du pouvoir financier ou de la volonté de ses parents et sans avoir besoin de s'endetter outre mesure ou d'exercer un emploi chronophage pour financer ses études. Il va sans dire que ce principe est susceptible d'encourager aussi les jeunes issus de milieux socioéconomiques moins favorisés à poursuivre des études supérieures.

Pour garantir le respect du principe de l'autonomie, il importe de connaître le coût de vie réel auquel se voient confrontés les étudiants dans les différents pays et villes. Ainsi, à titre indicatif, le coût de vie des étudiants en Allemagne s'élève en moyenne à quelque 865 euros par mois, le strict minimum étant de 794 euros par mois, ce qui équivaut à 9.528 euros par an. Selon les estimations de l'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France), le coût de vie annuel des étudiants en France se situe entre 10.500 et 15.500 euros. En Autriche, les frais s'élèvent à 930 euros par mois, soit à environ 11.000 euros par an. Même si des données officielles pour le Luxembourg font défaut, il n'est pas dénué d'intérêt de noter que le site de l'Université du Luxembourg conseille aux futurs étudiants de compter avec un coût de vie d'au moins 1.000 euros par mois.

Au vu des chiffres précités, il semble donc que le montant de la bourse de base ait été fixé arbitrairement, sans qu'ait été pris en considération le coût de vie réel des étudiants. A cet effet, il serait évidemment indispensable de faire réaliser une étude afférente.

Le comité défend le point de vue que, pour garantir le principe de l'autonomie de l'étudiant, le montant de la bourse de base devrait plus ou moins correspondre à la somme des allocations familiales abolies en 2010 pour tout enfant au-delà de 18 ans qui n'est pas inscrit dans un cycle de l'enseignement secondaire ou secondaire technique. A titre indicatif, ce montant s'élèverait à quelque 4.000 euros par an, voire à quelque 4.900 euros si l'on tient compte de l'évolution générale du coût de vie.

- En ce qui concerne la bourse de mobilité, dont le montant annuel est également fixé à 2.000 euros et dont l'attribution n'est pas seulement liée au paiement d'un loyer mais aussi à l'inscription dans un programme d'enseignement supérieur en dehors des frontières nationales du pays de résidence du ménage dont fait partie l'étudiant, les représentants des organisations sous rubrique s'interrogent sur les objectifs visés. Dans quelle mesure peut-il être tenu compte des besoins réels des étudiants si le montant de la bourse en question est invariable, quels que soient le pays et la ville visés ?

Par ailleurs, il est de notoriété publique que les étudiants résidents sont susceptibles de profiter dans une plus grande mesure de la bourse de mobilité que les étudiants enfants de travailleurs frontaliers. En effet, pour des raisons évidentes liées à la taille des pays respectifs et à l'offre universitaire, seuls 20% des étudiants résidents font des études au Luxembourg, tandis qu'environ 90% des étudiants enfants de frontaliers poursuivent des études supérieures dans leur propre pays. Or, compte tenu des distances souvent considérables entre leur lieu de résidence et leur lieu d'études, les étudiants enfants de travailleurs frontaliers sont aussi fréquemment amenés à prendre en location un logement.

Il ne faut pas oublier non plus que dans certains cas, le choix du pays d'études se fait en fonction de la matière visée. Ainsi, un étudiant français qui souhaite étudier le droit en vue d'une carrière juridique en France, doit forcément faire la plus grande partie de ses études dans son pays. En fait, de nos jours, les jeunes choisissent leur lieu d'études en fonction de critères de qualité et d'opportunité. Le facteur des frontières ne joue aucun rôle dans ce choix.

Au demeurant, le fait d'accorder une importance décisive aux frontières entre les pays et de lier l'attribution de la bourse de mobilité au franchissement de la frontière nationale n'est-il pas contraire à l'esprit et aux idéaux européens ?

En tout état de cause, selon les orateurs, il est évident que les modalités présidant à l'attribution de la bourse de mobilité désavantagent nettement les étudiants enfants de travailleurs frontaliers. Selon les orateurs, il semble même qu'il s'agisse d'un objectif délibérément visé. Une telle approche est inacceptable pour l'« Aktiounskomitee 6670 » qui se déclare explicitement solidaire avec les étudiants en question. Et de signaler que d'un point de vue juridique, il existe des possibilités de recours contre cette disposition. Il est d'ores et déjà certain que, dans le cas où les modalités présidant à l'attribution de la bourse de mobilité resteraient inchangées, ces voies seraient exploitées.

D'un point de vue national, l'Université du Luxembourg, créée en 2003, donne la possibilité à des jeunes issus de milieux socioéconomiques moins favorisés de s'engager aussi dans des études supérieures. En effet, il ressort d'études européennes qu'en moyenne deux fois plus d'étudiants issus de milieux favorisés optent pour des études à l'étranger que d'étudiants provenant de milieux moins aisés. Si ces derniers choisissent de faire des études à l'Université du Luxembourg, ils disposeront donc d'une aide moins importante. Ce seront eux qui subiront les conséquences négatives d'une disposition motivée par la volonté d'éviter des abus.

L'Université du Luxembourg offre actuellement 11 programmes de bachelor et 32 programmes de master. Parmi les quelque 6.000 étudiants, plus de 500 sont des doctorants. Il en résulte que l'Université accueille surtout des étudiants plus âgés, qui n'ont plus de liens très étroits avec leurs parents. Or, comme ils ne pourront pas profiter de la bourse de mobilité, bon nombre d'entre eux n'auront pas les moyens de prendre en location un logement et seront donc quasiment forcés de réintégrer le foyer familial. Ils risqueront ainsi de n'être guère motivés à suivre un cursus de master au Luxembourg ou à y faire leur doctorat.

Tout compte fait, l'« Aktiounskomitee 6670 » revendique que la bourse de mobilité soit attribuée à tout étudiant qui puisse faire état de frais de loyer, quel que soit le pays où il fait ses études.

- L'on peut également se demander sur base de quel raisonnement il a été choisi de réserver un montant maximum de 3.000 euros à la bourse sociale. Ce choix n'est-il pas essentiellement dicté par la volonté de faire des économies ? Il est vrai que par le biais d'un amendement gouvernemental, l'échelonnement des montants accordés en fonction du revenu total des personnes ayant l'obligation d'entretien a été revu. Or, étant donné que, comme le montre la Chambre des Salariés, les estimations des dépenses pour les bourses sociales destinées aux étudiants résidents ont été surévaluées dans la fiche financière accompagnant le projet initial, les orateurs considèrent que cet amendement n'entraînera en réalité pas de dépenses supplémentaires.

A observer aussi que pour la détermination du montant de la bourse sociale ne sont pas prises en compte toutes les recettes et charges d'un ménage. Ainsi, la fortune ou les dettes des personnes en charge n'entrent par exemple pas en ligne de compte. Les représentants des organisations sous rubrique défendent par ailleurs le point de vue que le nombre d'enfants à charge devrait être pris en considération dans le cadre de la bourse sociale plutôt que de faire l'objet d'une bourse à part, qualifiée de bourse familiale.

Se pose en outre la question de la définition de la notion de ménage. Il ne faut pas oublier qu'il s'agira de mettre au point un modèle viable pour au moins quatre pays, qui respecte les réglementations respectives en vigueur et qui prenne en compte tous les cas de figure envisageables (cf. familles recomposées, étudiants orphelins, etc.).

Les orateurs considèrent par ailleurs que les droits des étudiants dont les parents refusent de satisfaire à leur obligation d'entretien restent à clarifier.

Il est encore relevé qu'en fin de compte, très peu d'étudiants feront partie des deux premières catégories, correspondant aux revenus allant jusqu'à 1,5 fois le salaire social minimum. S'il est vrai que ces étudiants ne subiront pas de perte dans ce domaine, il ne faut pas oublier que, comme exposé ci-dessus, ces mêmes étudiants, issus de milieux plus défavorisés, optent souvent pour des études à l'Université du Luxembourg et ne pourront donc pas profiter du montant de la bourse de mobilité.

En tout état de cause, la bourse sociale devrait avoir pour objet de permettre à chaque jeune de faire des études supérieures. A cet effet, elle devrait pallier les obstacles auxquels se heurtent certains jeunes désireux de faire de telles études. Pour connaître la diversité des problèmes qui se présentent dans ce contexte, il serait fondamental de disposer d'une étude portant sur l'arrière-fond socioéconomique des étudiants. A titre d'exemple, il serait particulièrement intéressant d'analyser l'impact du facteur socioéconomique sur le choix du lieu d'études et de la ou des matières étudiées.

Sur base des données statistiques rassemblées par la Chambre des Salariés, l'on constate que le modèle de la bourse de mobilité permet à l'Etat de faire des économies d'environ 23 millions d'euros, tandis que le système de la bourse sociale tel que préconisé dans le projet de loi 6670 entraîne une réduction des dépenses étatiques de 42 millions d'euros. Ces frais équivalant à un total de 65 millions d'euros seront désormais uniquement à la charge des familles concernées. Selon les orateurs, le nouveau Gouvernement ne ferait ainsi que favoriser le retour à un modèle familial traditionnel. S'y ajoute que, compte tenu du renforcement de la dépendance des étudiants à l'égard de leurs parents, le principe de l'autonomie de l'étudiant, c'est-à-dire du libre choix de l'objet et du lieu des études, est remis en cause.

- Quant à la bourse familiale, il convient de rappeler qu'elle a été introduite par voie d'amendement gouvernemental, suite aux critiques selon lesquelles le fait de ne pas prendre en considération le nombre d'enfants pour le calcul de la bourse sociale constitue une source d'injustices sociales. Or, selon les intervenants, la nouvelle bourse familiale témoigne de nouveau de la volonté de réduire autant que possible les dépenses. En effet, ce n'est pas le nombre total des enfants d'un ménage qui est pris en compte : seuls les étudiants dont un ou plusieurs frères ou sœurs poursuivent en même temps des études supérieures *reconnues en tant que telles* pourront bénéficier de cette bourse. Or, il est particulièrement fréquent dans des familles moins aisées que les enfants ne fassent pas tous des études supérieures. Si un seul enfant d'un ménage moins privilégié choisit de se lancer dans des études, il ne pourra pas profiter de cette bourse supplémentaire, alors qu'il aurait sans doute particulièrement besoin du soutien de l'Etat.

Selon les orateurs, la bourse familiale ne satisfait pas à l'objectif qui devrait consister à remédier au fait que le nombre d'enfants n'est pas pris en considération pour la détermination du montant de la bourse sociale. Ils demandent que le nombre total des enfants d'un ménage soit pris en compte.

- Pour ce qui est du prêt, les représentants des organisations sous rubrique font valoir qu'il faut éviter de favoriser le risque du surendettement des étudiants. Contrairement à ce que d'aucuns suggèrent, le prêt ne constitue pas une décharge, mais une charge supplémentaire pour l'étudiant. Il s'agit d'un fardeau qui pèse à la fois sur le plan matériel et psychique. Il serait en effet intéressant d'étudier l'impact de l'endettement sur le choix de la matière et du lieu des études, ainsi que sur les résultats. Il ne faut pas oublier qu'au vu de la situation actuelle sur le marché du travail, les étudiants ne sont plus tous assurés de trouver, au terme de leurs études, un emploi stable et bien rémunéré.

Par ailleurs, le fait que la subvention d'intérêt est fixée par simple règlement grand-ducal ne manque pas d'inquiéter les orateurs. Ne serait-il pas plutôt indiqué de réduire les intérêts voire de renoncer complètement à la charge d'intérêts ? Il serait en outre opportun de définir des critères (socioéconomiques) qui permettraient d'accorder, dans des situations bien déterminées, une dispense partielle ou même totale du remboursement.

Tout bien considéré, selon les intervenants, l'équilibre entre les parties « bourses » et « prêt » devrait être revu dans le sens d'une augmentation du montant des bourses.

- A côté de ces principes fondamentaux, d'autres dispositions du projet de loi 6670 appellent aussi des observations de la part des organisations sous rubrique.

Concernant la durée d'attribution de l'aide financière, il est relevé qu'en vertu du projet précité, l'étudiant inscrit en premier cycle peut bénéficier de l'aide financière pour un nombre d'années dépassant d'une unité la durée officiellement prévue pour l'accomplissement du cycle. C'est seulement dans le cas où l'étudiant a accompli le premier cycle dans la durée officiellement prévue qu'il a la possibilité, au niveau du deuxième cycle, de se voir attribuer les aides financières pendant une année supplémentaire à la durée officielle. En d'autres termes, l'étudiant peut bénéficier de l'aide financière pendant une année supplémentaire soit au niveau du bachelor, soit au niveau du master, tandis que la législation actuelle prévoit que la durée d'attribution des aides financières correspond à *chaque fois* à la durée officielle du cycle d'études en question majorée d'une année.

Les intervenants signalent dans ce contexte que la durée officiellement prévue correspond *de facto* à la durée minimale au terme de laquelle le programme en question peut être achevé. Dans certains programmes, il peut toutefois s'avérer nécessaire pour un étudiant de s'accorder plus de temps, ce qui est même parfois conseillé par les professeurs. En tout cas, la vitesse ne saurait être un indicateur de qualité.

Il est en outre fait valoir que le projet de loi ne tient pas compte du fait que les conditions matérielles et les exigences varient fortement en fonction des programmes. Ainsi, dans certains cursus (cf. médecine, arts, architecture, etc.), les étudiants se voient confrontés à des frais de matériel plus élevés que dans d'autres. Par ailleurs, le nombre d'heures de cours hebdomadaires varie fortement. Il en résulte que pour les étudiants ayant opté pour des études impliquant un horaire très chargé, il est beaucoup plus difficile d'exercer un emploi rémunéré que pour ceux qui ont moins d'heures de cours.

Les orateurs défendent le point de vue que la disposition selon laquelle les frais d'inscription dépassant un forfait de 100 euros jusqu'à concurrence de 3.700 euros par année académique sont pris en charge et répartis à parts égales sur le montant de la bourse de base et sur le prêt ne tient pas compte des changements intervenus sur le terrain depuis 2010. Ainsi, en Angleterre, les droits d'inscription sont entre-temps à peu près trois fois plus élevés que le montant pris en charge par l'Etat. Par conséquent, ce montant devrait être régulièrement adapté.

- Il est donné à penser que le nouveau système prévu ne ferait que renforcer l'envergure administrative et bureaucratique, tant pour les étudiants que pour le CEDIES. Il serait alors indispensable de doter le CEDIES de ressources humaines supplémentaires, ce qui engendrerait des dépenses additionnelles. Ne serait-il pas préférable d'investir d'office ces fonds dans les étudiants ?

En relation avec la problématique de l'envergure administrative, l'on peut se demander par exemple comment l'administration entend contrôler dans tous les cas si un loyer est payé. Les modalités présidant à la détermination du montant de la bourse sociale ne manqueront pas non plus de causer maintes difficultés tant aux étudiants qu'à l'administration. Cela vaut tout particulièrement pour les cas où la situation familiale est moins évidente. Pour les étudiants frontaliers, il ne sera sans doute pas aisé d'obtenir dans les délais tous les documents requis.

- *Témoignages*

L'« Aktiounskomitee 6670 » se voit adresser de nombreux courriels de la part d'étudiants qui rendent compte de leurs craintes et questionnements. Il s'agit par exemple d'étudiants qui se demandent s'ils auront encore la possibilité de continuer leurs études sous le nouveau régime, étant donné que le montant dont ils disposent actuellement est tout juste suffisant. Cela vaut particulièrement pour des étudiants qui font des études contre le gré de leurs parents et qui ne peuvent donc pas compter sur leur soutien. Des étudiants enfants de travailleurs frontaliers craignent de subir des pertes considérables par rapport à l'aide dont ils ont pu bénéficier au cours de l'année académique 2013-2014, ces pertes pouvant aller jusqu'à 4.500 euros. Ces mêmes étudiants redoutent aussi la paperasserie à laquelle ils seront confrontés.

- *Suite et conclusions*

Les représentants des organisations sous rubrique se déclarent fermement résolus à poursuivre le mouvement de protestation, qui rassemble en fait deux générations : les étudiants et les futurs étudiants, d'une part, et leurs parents, d'autre part. Ils miseront sur la présence dans les médias, des campagnes d'information, mais aussi sur la recherche de données et l'élaboration de documents. Ils espèrent que la publication de l'avis du Conseil d'Etat, publication prévue pour le jour même de la présente réunion, pourra donner lieu à des négociations centrées sur des aspects concrets et précis.

Tout compte fait, les orateurs regrettent que le nouveau Gouvernement n'ait pas recherché d'emblée le dialogue ouvert avec les concernés et qu'il n'ait pas été disposé à prendre en considération dès le départ leurs observations.

Quant au fond, la distinction entre bourse de base, bourse sociale et bourse de mobilité n'est pas problématique en tant que telle. Le problème réside dans le fait que bon nombre de critères d'ordre géographique, organisationnel et social n'aient pas été pris en considération. Les montants des différentes bourses semblent avoir été fixés arbitrairement, sans que l'on ait disposé des études et des sondages nécessaires pour établir des critères fondés. S'y ajoute que bon nombre d'étudiants seront désormais désavantagés par rapport aux élèves majeurs.

Les intervenants considèrent qu'il ressort de leur avis que le projet de loi 6670 ne permet pas d'atteindre les objectifs mis en exergue. La réforme préconisée va à l'encontre de la volonté affichée du nouveau Gouvernement de renforcer l'attractivité du Luxembourg en tant que site pour la recherche internationale, d'investir dans la matière grise et de lutter contre le chômage des jeunes. Le nouveau système risque de provoquer à la longue une diminution du nombre d'étudiants et, partant, de jeunes diplômés qui puissent occuper des postes spécialisés dans le secteur tertiaire, secteur vital pour l'économie luxembourgeoise. Même si un diplôme d'études supérieures ne constitue plus de nos jours une garantie pour son détenteur de trouver de suite un emploi bien rémunéré, force est de constater qu'un tel diplôme représente plus que jamais un billet d'entrée, sans lequel il est d'autant plus difficile de s'intégrer au marché du travail.

Les porte-parole des organisations sous rubrique en appellent aux membres de la Commission de ne pas se laisser guider uniquement par des considérations d'ordre pécuniaire. Il importerait de rassembler d'abord toutes les données nécessaires pour proposer une réforme mûrement réfléchie et durable. Et de donner à penser que les conditions actuelles des étudiants ne peuvent pas être comparées à celles que connaissait la génération précédente : les frais sont plus importants, les conditions économiques et sociales ont changé, sans oublier que le nombre d'étudiants a considérablement augmenté.

- **Prise de position par l'ACEL (Association des Cercles d'Etudiants Luxembourgeois)**

Les représentants de l'ACEL s'étonnent qu'aussi bien l'« Aktiounskomitee 6670 » que bon nombre des organisations qu'il regroupe aient été invités à la présente entrevue. Ils signalent dans ce contexte que l'ACEL, de son côté, constitue une fédération de 38 cercles d'étudiants de différentes villes universitaires, auxquels s'ajoutent encore cinq cercles rassemblant des étudiants de certaines disciplines universitaires spécifiques. Le comité de l'ACEL est élu par les représentants des cercles précités et prend ses décisions en étroite concertation avec ces derniers.

Les orateurs soulignent que l'ACEL a décidé de ne pas rejoindre l'« Aktiounskomitee 6670 ». Cette décision s'explique par le fait que l'ACEL se veut politiquement neutre. Par ailleurs, elle considère que l'approche dudit comité n'est pas toujours très constructive.

L'ACEL défend le point de vue que, comme le suggère déjà sa dénomination, l'aide financière pour études supérieures n'est censée être qu'une contribution au financement des études. Même le montant annuel maximum qui est accordé en vertu du système actuellement en vigueur, soit 13.000 euros, ne permet pas dans tous les cas de couvrir l'ensemble des frais. Il constitue toutefois une contribution substantielle, qui devrait permettre à tout jeune de poursuivre des études supérieures, même si, dans certains cas, le choix des villes et des pays accessibles d'un point de vue financier est plus limité. L'ACEL considère qu'il relève de la responsabilité de l'étudiant de choisir l'objet et le lieu d'études en connaissance de cause et que l'on ne saurait exiger de l'Etat d'assurer, à lui tout seul, une prise en charge intégrale de l'étudiant, quel que soit le lieu d'études retenu.

L'ACEL est aussi d'avis que l'aide financière de l'Etat devrait servir uniquement à financer des dépenses qui sont directement liées aux études mêmes. Dans le calcul des frais de vie ne devraient pas être incluses des dépenses d'ordre privé, découlant d'un certain train de vie (cf. sorties, etc.).

D'un point de vue administratif, l'organisation sous rubrique plaide pour la mise en place d'un système simple. Il est évident que si l'on veut garantir le respect de ce critère, il n'est guère possible de prendre en considération tous les cas exceptionnels qui sont susceptibles de se présenter.

Pour une présentation détaillée de la prise de position de l'ACEL au sujet du projet de loi 6670, il est renvoyé au communiqué de presse repris à l'annexe 4 du présent procès-verbal.

Retenons sommairement que cette position s'articule autour des axes suivants :

- L'ACEL se prononce pour une augmentation du montant de la bourse de base, étant donné que bon nombre d'étudiants ne pourront à l'avenir bénéficier que de cette seule bourse. Les représentants de l'organisation précitée proposent d'en fixer le montant à 2.500 euros. Selon les orateurs, ce montant cadrerait avec les réformes prévues en matière d'allocations familiales.

- L'ACEL marque son accord avec le principe de la bourse de mobilité. Pour aider les étudiants résidents inscrits à l'Université du Luxembourg, il importe de favoriser la création de suffisamment de logements pour étudiants et de veiller à ce que ces logements soient aussi accessibles à des étudiants résidents.

- En ce qui concerne la bourse sociale, l'ACEL avait signalé que l'échelonnage des montants accordés en fonction du revenu total des personnes ayant l'obligation d'entretien tel qu'il était prévu par le projet de loi initial n'était pas vraiment équitable. Les orateurs notent avec satisfaction que dans le cadre des amendements gouvernementaux, cet échelonnage a été revu, afin d'en assurer une progression plus régulière.

- Le fait de prendre désormais en considération, dans le cadre de la bourse familiale, le nombre d'enfants d'un ménage qui poursuivent en même temps des études supérieures constitue, selon les orateurs, un pas dans la bonne direction. Ils plaident toutefois pour prendre en compte le nombre total d'enfants d'un ménage, plutôt que de se limiter à ceux qui font des études supérieures.

- En relation avec le prêt, l'ACEL estime utile de permettre à l'étudiant qui ne bénéficie pas de la totalité de la bourse sur critères sociaux de majorer le prêt de base d'un prêt supplémentaire équivalant au montant de la bourse sociale pour lequel l'étudiant n'est pas éligible. De cette façon sont garantis le respect du principe de l'autonomie et, en même temps, la sécurité de planification pour les étudiants ayant commencé leurs études sous le régime actuel. D'éventuelles pertes que subiront ces étudiants au niveau de la bourse sociale pourront être ainsi palliées par un prêt supplémentaire. Il est vrai que le prêt représente en fin de compte une charge pour l'étudiant. Mais les orateurs estiment qu'il faut tabler dans ce contexte sur le sens de responsabilité des étudiants qui devraient pouvoir évaluer leurs capacités de remboursement après les études.

Quant à la subvention d'intérêt, elle devrait être fixée dans la loi même plutôt que d'être reléguée à un règlement grand-ducal.

- Selon l'ACEL, il importe de garantir que l'étudiant ayant accompli le premier cycle dans la durée officiellement prévue, ait la possibilité, au niveau du deuxième cycle, de se voir attribuer les aides financières pendant une année supplémentaire à la durée officielle. Les intervenants signalent que dans bon nombre de cas, il n'est pas possible d'achever un cursus endéans la durée officiellement prévue, qui correspond de fait à la durée minimale. Cela vaut par exemple pour des étudiants bénéficiant d'une bourse Erasmus.

- Aux yeux de l'ACEL, il est parfaitement envisageable que l'étudiant exerce un travail rémunéré pour disposer d'une source de financement supplémentaire. S'il est vrai que certains programmes impliquent un horaire hebdomadaire très chargé, il ne faut pas perdre de vue que les étudiants concernés ont la possibilité d'exercer une activité rémunérée pendant les interruptions de cours (par exemple l'interruption estivale).

Les orateurs évoquent l'exemple du système d'aide financière en vigueur en Finlande : un étudiant âgé de plus de vingt ans s'y voit attribuer, à côté d'un prêt, une bourse de 335,32 euros par mois s'il vit en dehors du foyer familial et de 136,76 euros par mois s'il vit dans le foyer familial. A noter que cette aide est uniquement accordée pendant les mois de cours. A moins de pouvoir fournir la preuve d'avoir acquis au moins 5 ECTS par mois, l'étudiant ne bénéficie donc pas de la bourse pendant les mois d'été, ce qui implique qu'en Finlande, la plupart des étudiants exercent une activité rémunérée pendant ce temps.

Ne faudrait-il pas favoriser également dans nos régions le développement d'une véritable culture du travail d'étudiant en créant des conditions propices à cet effet ?

- Enfin, à l'instar des orateurs précédents, l'ACEL estime qu'il serait vital de réaliser des études concernant l'impact du système d'aide financière pour études supérieures. Il serait également utile de mener une discussion fondamentale sur le rôle de l'étudiant dans la société.

- **Prise de position par la CSJ (Chrëschtlech Sozial Jugend)**

Les intervenants soulignent que la CSJ a tâché, dès le départ, d'émettre des propositions constructives en vue de la réforme du système d'aide financière de l'Etat pour études supérieures, réforme devant permettre de garantir l'autonomie de l'étudiant. La CSJ n'a ainsi pas participé à la manifestation des élèves et des étudiants. Si certaines dispositions

prévues par le projet de loi 6670 sont acceptables pour les orateurs, il n'en reste pas moins que ce texte présente bon nombre d'incohérences. Selon les représentants de la CSJ, les amendements gouvernementaux n'apportent pas de véritables améliorations, mais visent uniquement à redresser des erreurs qui ont été commises dans le premier jet.

Pour une présentation détaillée de la prise de position de la CSJ, il est renvoyé au communiqué de presse repris à l'annexe 5 du présent procès-verbal.

Dans le cadre de leur intervention, les représentants de la CSJ mettent l'accent sur les points suivants :

- Les orateurs regrettent tout particulièrement qu'il n'ait pas été tenu compte de leur proposition visant à prendre également en considération le mérite de l'étudiant. La CSJ a en effet proposé d'ajouter à la bourse de base annuelle de 2.000 euros une bourse d'encouragement à raison de 1.000 euros. Cette dernière bourse serait attribuée à l'étudiant dans le cas où il aurait acquis un nombre significatif d'ECTS au cours de l'année académique en question. Il serait envisageable d'accorder ce montant à l'étudiant d'abord sous forme de prêt et de le transformer ensuite, le cas échéant, en bourse.

A préciser qu'il ne saurait être question de sanctionner les étudiants qui ne réussissent pas de suite leur année. De fait, la réussite ne serait pas à considérer comme critère constitutif du système, mais celui-ci encouragerait indéniablement la réussite.

- Les intervenants saluent en principe que le projet de loi 6670 maintienne la disposition selon laquelle les frais d'inscription dépassant un forfait de 100 euros jusqu'à concurrence de 3.700 euros par année académique sont pris en charge et répartis à parts égales sur le montant de la bourse de base et sur le prêt. Ils sont toutefois d'avis que la limite supérieure de cette prise en charge ne devrait pas être fixée de façon immuable. Ainsi, dans des cas exceptionnels, faisant par exemple intervenir le critère du mérite, ce seuil devrait pouvoir être dépassé.

- Les représentants insistent sur la nécessité de sensibiliser les étudiants au problème du surendettement. Une telle initiative serait d'autant plus importante que les amendements gouvernementaux prévoient que le montant du prêt de base de l'étudiant qui ne bénéficie pas de la totalité de la bourse sur critères sociaux peut être majoré du montant non attribué de la bourse. En cas d'une évolution défavorable de la situation sur le marché du travail, bon nombre d'étudiants risqueront d'avoir de sérieuses difficultés à rembourser le prêt au terme de leurs études.

En conclusion, les porte-parole de la CSJ font valoir que la réforme prévue est insatisfaisante, de sorte qu'ils ne sauraient s'y rallier.

- **Prise de position des JSL (Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises)**

L'intervenant signale que les JSL ont adopté, lors de leur congrès du 22 mars 2014, une résolution plaidant pour un système d'aides fondé sur une allocation d'autonomie. Cette prise de position se recoupe en grande partie avec celle de la LUS.

Le représentant des JSL donne à penser que la mise en œuvre de la réforme projetée aura pour corollaire que de nombreux étudiants se verront obligés de trouver un emploi pour financer leurs études indépendamment de leurs parents. Or, dans bien des cas, il peut s'avérer difficile de concilier études et travail, si bien que le risque d'échec s'en trouve renforcé. Quant au prêt, il peut hypothéquer considérablement le départ du jeune dans la vie active.

Tout compte fait, l'orateur estime qu'il n'est guère indiqué de vouloir faire des économies au détriment des étudiants qui doivent construire leur avenir professionnel.

Pour de plus amples renseignements, il est renvoyé à la résolution précitée, reprise à l'annexe 6 du présent procès-verbal.

- **Prise de position par la JDL (Jeunesse Démocrate et Libérale)**

Les intervenants soulignent que dans le présent dossier, la JDL a misé dès le départ sur le dialogue. Elle salue que certaines de ses propres propositions ainsi que de celles émises par d'autres organisations de la jeunesse aient été intégrées dans le texte. Même si la JDL n'a pas participé à la manifestation des étudiants et des élèves, elle n'a pas hésité à faire part de ses critiques, aussi bien dans un cadre interne qu'à l'attention du grand public. Elle ne peut que regretter que les différents acteurs n'aient pas tous participé aux discussions constructives et que certains se soient refusés au dialogue. Selon les orateurs, il est à espérer que certaines forces politiques n'essaient pas d'instrumentaliser le mouvement de protestation et de radicaliser l'« Aktiounskomitee 6670 ».

La JDL approuve dans ses grandes lignes la version actuelle du projet de loi 6670. Elle rappelle dans ce contexte que sa principale revendication a visé et vise toujours la mise en place d'un système d'aide financière qui permette à tout jeune de faire des études supérieures. Il est vrai que pour bon nombre d'étudiants, le nouveau régime ne rendra pas le financement des études plus aisé. Les montants accordés ne seront plus identiques pour chaque étudiant. Pour certains d'entre eux, ils seront moins substantiels que par le passé. Néanmoins, le nouveau système, qui sera encore et toujours un des plus généreux en Europe, permettra à tout un chacun de faire des études supérieures. Les étudiants issus de milieux socioéconomiques moins favorisés se verront accorder des aides à peu près équivalentes à celles prévues par le système encore en vigueur. Plutôt que de poursuivre le seul but de faire des économies, le nouveau régime vise surtout à soutenir les étudiants de façon plus ciblée. En ce sens, il remplit le critère le plus important aux yeux de la JDL.

Comptant quelque 300 membres, parmi lesquels se trouvent aussi bien des étudiants que de jeunes employés, la JDL considère que sa mission consiste à assurer la durabilité et la longévité d'un système généreux, de sorte que des jeunes puissent en profiter également encore dans une dizaine ou une vingtaine d'années. En même temps, il s'agit de garantir aux jeunes impliqués dans la vie active que les deniers publics sont utilisés à bon escient et servent à financer un système à la fois efficient et équitable d'un point de vue social.

Pour terminer, les intervenants se doivent de constater que certains des orateurs précédents ont fait un mauvais usage de certaines données statistiques.

- **Prise de position par « déi jonk gréng »**

Les intervenants font valoir que « déi jonk gréng » sont en principe favorables au texte amendé du projet de loi 6670. Ils saluent que l'idée d'un modèle reposant sur trois piliers, idée pour laquelle « déi jonk gréng » se sont engagés, avec l'UNEL, dès l'année passée, ait été reprise dans le projet de loi.

Les critiques ponctuelles initialement émises par « déi jonk gréng » se sont rapportées à certaines modalités devant présider à l'implémentation des trois piliers. Les orateurs notent avec satisfaction qu'il a été tenu compte de bon nombre de ces critiques dans le cadre des

amendements gouvernementaux. Ainsi, le montant maximum de la bourse sociale a été augmenté de 2.500 euros à 3.000 euros, et l'échelonnement des montants accordés en fonction du revenu total des personnes ayant l'obligation d'entretien a été revu. C'est ainsi qu'une source d'inégalités a pu être éliminée. Les intervenants approuvent aussi dans ses grandes lignes l'amendement visant à introduire une bourse familiale destinée aux étudiants dont un ou plusieurs frères ou sœurs poursuivent en même temps des études supérieures.

Les représentants de « déi jonk gréng » se montrent toutefois plutôt critiques à l'égard de la nouvelle disposition selon laquelle le montant du prêt de base de l'étudiant qui ne bénéficie pas de la totalité de la bourse sur critères sociaux peut être majoré du montant non attribué de la bourse. Considérant qu'une telle mesure risque de favoriser indirectement un endettement précoce des jeunes, les orateurs estiment qu'il faut éviter de rendre le prêt trop attractif.

En relation avec la bourse de mobilité, les intervenants, tout en prenant acte de l'annonce des responsables gouvernementaux de vouloir s'engager pour une augmentation du nombre de logements d'étudiants et de veiller à ce que ces logements soient aussi accessibles aux étudiants résidents, déplorent l'absence de toutes propositions concrètes en la matière. Ils souhaiteraient ainsi disposer d'informations plus détaillées : où seront créés ces logements supplémentaires ? De combien de logements s'agira-t-il ? Par ailleurs, il serait utile de mener en même temps une discussion plus générale sur la question d'une éventuelle subvention de loyer ou encore sur le soutien à accorder à des formes de vie alternatives, notamment à des communautés d'habitation.

Après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, il importera, aux yeux des intervenants, de faire réaliser en permanence des évaluations et de procéder, le cas échéant et en fonction du résultat de ces analyses, à des adaptations en cours de route.

A l'instar de l'« Aktiounskomitee 6670 », « déi jonk gréng » soulignent en outre la nécessité d'entreprendre des recherches sur la situation socioéconomique des étudiants.

Enfin, de façon plus générale, les orateurs plaident pour initier une vaste discussion sur l'avenir de l'Université du Luxembourg. Il s'agirait de se pencher entre autres sur les questions suivantes : quels étudiants sont visés par cette université ? Quels programmes est-elle censée offrir ?

- **Prise de position par les « Jonk Lénk »**

Les représentants des « Jonk Lénk » se déclarent d'accord avec la prise de position et les revendications de l'« Aktiounskomitee 6670 ». Ils dénoncent le fait que la bourse de mobilité ne soit pas liée uniquement au paiement d'un loyer. Ils considèrent par ailleurs que le modèle prévu met trop d'accent sur le prêt. En découle le risque qu'un nombre croissant de jeunes se retrouvent très tôt dans une situation de dépendance. Les « Jonk Lénk » font en outre valoir que le texte du projet de loi pêche par une formulation vague et imprécise. Qui sont, par exemple, les bénéficiaires de la bourse familiale ? Que faut-il entendre par la notion de « frères ou sœurs » ?

Etant donné que la plupart des programmes universitaires sont extrêmement chronophages, les intervenants estiment qu'il est difficile sinon impossible pour les étudiants d'exercer à côté une activité rémunérée.

D'un point de vue plus général, les orateurs soulèvent la question de savoir s'il ne serait pas indiqué d'introduire un impôt sur les grandes fortunes, plutôt que de miser simplement sur une politique d'austérité.

Enfin, les intervenants se montrent sceptiques à l'égard de la disposition de M. le Ministre à s'engager dans un véritable dialogue.

- **Prise de position par les « Jonk Piraten »**

Tout en saluant l'initiative de la Commission parlementaire, les « Jonk Piraten » regrettent que la présente entrevue ne soit pas publique.

En ce qui concerne la bourse de mobilité, les intervenants critiquent le fait qu'elle ne soit accessible qu'à des étudiants faisant des études à l'étranger. Ils regrettent que le facteur de l'éloignement entre le lieu de résidence et le lieu d'études ne soit pas pris en considération. Pour illustrer leur propos, les orateurs présentent l'exemple d'un étudiant habitant à Wiltz et faisant des études sur le site de Belval. D'après les chiffres fournis par la centrale de mobilité, l'accomplissement du trajet aller-retour prendra quatre heures par jour. S'y ajouteront alors huit heures de cours et deux heures de préparation, étant entendu que ce dernier chiffre équivaut à un strict minimum. Si l'étudiant se voit amené à exercer, à mi-temps, une activité rémunérée pour financer ses études, celle-ci occupera quatre heures dans son emploi du temps, sans compter le trajet, qui peut parfaitement durer une heure. Si l'on y ajoute alors six heures de sommeil, l'on se trouve en présence d'une journée de 25 heures...

- **Echange de vues**

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir succinctement les éléments suivants :

- Le représentant de la sensibilité politique ADR constate que l'« Aktiounskomitee 6670 » se déclare solidaire avec les étudiants enfants de travailleurs frontaliers. Il s'intéresse ainsi à la position d'autres organisations en cette matière.

En réponse, les porte-parole de l'ACEL indiquent que leur organisation, comme le suggère sa dénomination, représente les étudiants luxembourgeois qui sont membres des différents cercles, et non pas les étudiants enfants de travailleurs frontaliers.

Le représentant des « Jonk Piraten » donne à penser que les étudiants luxembourgeois profitent en grande partie des enseignements supérieurs et universitaires proposés dans nos pays voisins. Pour cette raison, il n'est que justice que les étudiants enfants de travailleurs frontaliers puissent profiter dans la même mesure du système d'aide luxembourgeois que les étudiants résidents, d'autant que leurs parents cotisent au Luxembourg.

Le porte-parole des JSL partage ce point de vue.

- La représentante du groupe politique CSV rappelle que le principe de l'autonomie de l'étudiant a été introduit par un ministre chrétien-social et souligne que son groupe plaide encore et toujours pour le maintien de ce principe.

L'oratrice se prononce pour une augmentation du montant de la bourse de base. Dans ce contexte, elle considère que la proposition de la CSJ visant à introduire une bourse d'encouragement, qui viendrait s'ajouter, le cas échéant, à la bourse de base, est très intéressante, d'autant qu'elle est susceptible de renforcer le principe de l'autonomie.

Quant à la bourse sociale, la représentante du groupe politique CSV fait valoir que cette bourse, qui est contraire au principe de l'autonomie, revêt un poids trop important dans la constellation prévue. Elle se demande dans ce contexte si le représentant des JSL, qui s'est engagé pour une allocation d'autonomie, est aussi d'avis que la bourse sociale est trop élevée par rapport à la bourse de base.

En réponse, le porte-parole des JSL défend le point de vue qu'une bourse sociale ne peut jamais être trop élevée.

Quant à la question de savoir si, selon les JSL, le projet de loi évolue dans la bonne direction suite à l'adoption des amendements gouvernementaux, le représentant apprécie que les responsables gouvernementaux aient procédé au redressement de certaines erreurs. Il considère toutefois qu'en comparaison du système actuellement en vigueur, il existe encore une large marge de manœuvre.

- A l'instar de l'« Aktiounskomitee 6670 », la représentante du groupe politique CSV estime que le nouveau système va de pair avec une envergure administrative considérable. A ce niveau, un certain nombre de questionnements restent en suspens (cf. définition de la notion de « revenu total », question de l'anti-cumul, documents à fournir par les étudiants enfants de travailleurs frontaliers, etc.).

- En réponse à une interrogation afférente de la part de la représentante du groupe politique CSV, le représentant des « jonk gréng » explique qu'aux yeux de cette organisation, l'amendement gouvernemental prévoyant que le montant du prêt de base de l'étudiant qui ne bénéficie pas de la totalité de la bourse sur critères sociaux peut être majoré du montant non attribué de la bourse est susceptible d'encourager bon nombre de jeunes à contracter un prêt important et de renforcer ainsi le risque du surendettement.

- Un membre du groupe politique CSV ayant soulevé la question de savoir si la définition de la notion de famille telle que proposée dans le présent projet de loi est satisfaisante aux yeux des différentes organisations, un représentant de l'« Aktiounskomitee 6670 » observe que le texte ne comporte pas de véritable définition de cette notion et fait uniquement intervenir l'entité du ménage. En découle un ensemble de questionnements concernant notamment la façon de procéder dans les cas où la situation familiale est moins évidente (cf. familles recomposées, demi-frères et demi-sœurs, etc.). Il est clair que la nécessité de tenir compte des différents cas de figure implique un bureaucratisme considérable.

Un représentant de l'ACEL estime aussi que ces modalités sont encore à clarifier. A titre d'exemple, il serait plutôt malencontreux que la bourse d'un étudiant soit réduite compte tenu du revenu de son beau-père, alors que ce dernier ne contribue pas aux études du jeune en question.

- Un membre du groupe politique LSAP s'étant enquis si le montant annuel de la bourse accordée en vertu du système actuel, soit 6.500 euros, est suffisant pour couvrir les dépenses réelles des étudiants, un représentant de l'« Aktiounskomitee 6670 » estime qu'il est difficile de répondre de façon définitive à cette question tant qu'on ne dispose pas d'études fouillées sur les frais de vie réels des étudiants, étant entendu que cette dernière notion n'inclut nullement des dépenses découlant d'un certain train de vie. Initialement, l'UNEL avait envisagé un modèle comportant une bourse de base de 4.000 euros, une bourse de mobilité de 2.000 euros et une bourse sociale de 2.000 euros. Cette proposition émanait de la réflexion selon laquelle les étudiants issus de milieux socioéconomiques plus défavorisés ont subi, suite à la mise en vigueur du régime de 2010, le plus de pertes par rapport au système antérieur.

- Les représentants de l'« Aktiounskomitee 6670 » ont signalé que dans certains pays, les frais d'inscription dépassent entre-temps de loin la limite de 3.700 euros par année académique, prévue pour une prise en charge. Dans l'hypothèse où l'Etat devrait permettre à chaque étudiant de poursuivre des études dans le pays de son choix, indépendamment du montant des frais d'inscription, un membre du groupe politique LSAP soulève la question de savoir quelle serait la limite jusqu'à laquelle il devrait prendre en charge ces frais.

En réaction, les porte-parole de l'« Aktiounskomitee 6670 » n'ont pas de proposition concrète en cette matière. Ils donnent toutefois à penser que la hausse considérable des

frais d'inscription ne concerne pas seulement l'Angleterre, mais aussi les Grandes Ecoles françaises.

- Suite à un questionnement afférent d'un membre du groupe politique LSAP, les représentants de l'« Aktiounskomitee 6670 » expliquent qu'ils se demandent, en relation avec le prêt, s'il ne serait pas opportun de définir des critères (socioéconomiques) qui permettraient d'accorder, dans des situations bien déterminées, une remise partielle ou même totale des dettes. Il s'agirait par exemple de prendre en considération si l'étudiant a trouvé un emploi au terme de ses études et quel est son revenu.

- Le représentant de la sensibilité politique « Déi Lénk » défend le point de vue qu'il aurait été indiqué de retransmettre le présent débat.

- Le représentant de la sensibilité politique « Déi Lénk » estime qu'il découle des différentes prises de position des organisations estudiantines qu'il existe un certain consensus pour dire que le montant de la bourse de base n'est pas assez élevé.

L'orateur relève dans ce contexte que les représentants de l'ACEL ont proposé de fixer le montant de la bourse de base à 2.500 euros, en arguant du fait que ce montant se rapprocherait du montant prévu dans le contexte de la réforme des allocations familiales. Ne faudrait-il pas plutôt s'orienter sur le montant actuel des allocations familiales ?

Les porte-parole de l'ACEL exposent qu'à l'origine de leur réflexion se trouve le constat selon lequel les allocations familiales actuellement accordées pour les enfants majeurs qui fréquentent encore l'enseignement secondaire ou secondaire technique sont plus élevées que le montant prévu pour la bourse de base. Ayant signalé cette incohérence dans le cadre d'une entrevue avec M. le Ministre, ils se sont vu informer que le système des allocations familiales sera réformé. Ils ont alors dégagé le montant de 2.500 euros comme ligne directrice, dans la mesure où il semble assez proche du montant des nouvelles allocations familiales.

En relation avec la bourse de base, le représentant du groupe politique DP donne à penser que cette bourse doit être vue en combinaison avec la bourse sociale. De fait, les étudiants qui n'auront droit qu'à la seule bourse de base seront en fin de compte peu nombreux. Etant donné que leurs parents disposent d'un revenu total supérieur à 4,5 fois le salaire social minimum pour non-qualifiés, soit supérieur à 8.644,63 euros par mois, l'on peut se demander s'il n'est pas légitime de s'attendre à ce qu'ils contribuent au financement des études de leurs enfants.

A ce sujet, un représentant de l'« Aktiounskomitee 6670 » tient à préciser qu'en vertu des chiffres repris dans la fiche financière qui accompagne le projet de loi, quelque 4.900 des 25.000 demandeurs, soit environ 20%, ne bénéficieraient plus que de la seule bourse de base, de sorte que l'on ne saurait faire état d'une infime minorité.

Le représentant du groupe politique DP défend le point de vue que si les parents d'environ 20% des étudiants disposent d'un revenu total supérieur au seuil précité, il lui semble tout à fait raisonnable d'exiger d'eux qu'ils assument leur part de responsabilité et contribuent aux études de leurs enfants. Il s'agit justement de la mise en application du principe de la sélectivité sociale.

En réaction, un porte-parole de l'« Aktiounskomitee 6670 » signale être en connaissance de nombreux cas où, bien qu'ayant les moyens nécessaires, les parents refusent de soutenir les études de leurs enfants. Souvent, ce refus est motivé par le choix de la matière. Ainsi, le nouveau système ne ferait que renforcer la dépendance des étudiants à l'égard de leurs parents et remettre en cause le principe du choix personnel.

- Selon le représentant de la sensibilité politique « Déi Lénk », un autre constat qui s'impose suite à la présente entrevue concerne la nécessité absolue de faire réaliser les études qui font défaut, sans quoi il est difficile d'élaborer un système équitable.

L'orateur s'enquérant si l'« Aktiounskomitee 6670 » dispose de données relatives à l'impact, surtout socioéconomique, de la loi précitée du 26 juillet 2010, les représentants de l'« Aktiounskomitee 6670 » signalent que ces informations font défaut. C'est justement pour cette raison qu'ils revendiquent que soient réalisées les études nécessaires. S'y ajoute que, pour la période antérieure à 2010, l'on ne dispose même pas de chiffres précis sur le nombre de jeunes résidents ayant fait des études supérieures. De fait, à ce moment, les étudiants n'ont pas tous introduit une demande d'aide financière. Ce qui semble acquis, c'est qu'au fil du temps, le nombre de demandes a augmenté, de même que le nombre de détenteurs d'un diplôme d'études supérieures.

- Le représentant du groupe politique LSAP attire l'attention sur le fait que l'arrêt du 20 juin 2013 de la CJUE n'approuve pas à cent pour cent le principe de l'autonomie de l'étudiant.

- Le représentant du groupe politique LSAP estime qu'il sera en tout état de cause important de faire réaliser désormais une évaluation régulière du système d'aide financière pour études supérieures, afin de pouvoir y apporter, le cas échéant, les adaptations qui s'imposent.

- Le représentant du groupe politique « déi gréng » souligne que son groupe approuve le projet de loi tel qu'il vient d'être amendé. Il va sans dire que les discussions continueront au sein de la Commission parlementaire et qu'il se révélera alors s'il faudra encore prévoir d'autres adaptations.

L'orateur considère que le manque de données en relation avec les étudiants luxembourgeois constitue un phénomène frappant. Il s'agit en fait d'un constat récurrent qui vaut pour plusieurs décennies.

L'intervenant relève une certaine contradiction qui consiste, d'un côté, à exiger que la situation individuelle de chaque étudiant soit prise en compte, et, de l'autre, à dénoncer l'envergure administrative qu'impliquera le nouveau système. Il est simplement inévitable que l'introduction de toute une série de nuances qui sont censées permettre d'aboutir à un système équitable ait des répercussions sur le niveau administratif.

Enfin, l'orateur s'interroge sur l'affirmation selon laquelle l'étudiant devrait pouvoir faire les études de son choix dans la ville de son choix. Il estime que dans ce contexte devrait aussi entrer en jeu la question de l'orientation. De fait, ni le choix de la matière ni celui du lieu d'études ne sont indifférents. Il ne faut pas perdre de vue que certains jeunes connaissent des conditions d'existence nettement plus mauvaises au terme de leurs études que pendant ces études. Ce qui est évident, c'est que le système d'aide financière devrait permettre à tout jeune qui a les facultés intellectuelles nécessaires de poursuivre des études supérieures. Dans cette optique, le projet de loi 6670 constitue clairement un pas décisif dans la bonne direction.

Le porte-parole de l'ACEL faisant observer que cette association propose de nombreuses initiatives en vue de faciliter l'orientation aussi bien des futurs étudiants que des futurs salariés, le représentant du groupe politique « déi gréng » tient à préciser qu'en abordant la problématique de l'orientation, il n'entendait nullement faire des reproches dans ce domaine aux organisations estudiantines.

Une représentante de l'« Aktiounskomitee 6670 » s'interroge sur le caractère social du nouveau système. Il est ainsi souligné que ce système ne permettra pas à tout étudiant de financer les études de son choix. Ce sont les groupes socialement faibles et marginalisés qui seront les plus désavantagés en cette matière. De même, ce seront surtout les étudiants issus de milieux défavorisés qui devront décider s'il est opportun de s'engager dans la voie d'un prêt et de courir ainsi le risque du surendettement. Les mêmes étudiants se trouveront

devant un dilemme, dans la mesure où ils devront choisir soit d'exercer un travail rémunéré pendant les vacances universitaires en vue de financer leurs études, soit d'accomplir un stage mal rémunéré qui constituerait toutefois un avantage réel dans leur curriculum.

Le représentant du groupe politique « déi gréng » donne à penser que la question des inégalités sociales ne se pose pas seulement au moment des études supérieures, mais déjà à un stade plus précoce du développement du jeune. C'est dans cette optique qu'il importe, au niveau de la petite enfance, de favoriser la mise en place de structures d'accueil de qualité.

L'on ne peut pas raisonnablement exiger d'un système d'aide financière pour études supérieures d'éliminer toutes les injustices sociales. Or, la prise en considération de la contribution que peuvent fournir les parents est susceptible de pallier certaines inégalités.

Et de faire observer, en relation avec les frais d'inscription élevés en Angleterre, que le système universitaire anglais propose en même temps un système élaboré de bourses dont peuvent aussi profiter des étudiants luxembourgeois.

Un représentant de la JDL signale que suite aux amendements gouvernementaux, les étudiants issus des milieux les plus défavorisés pourront bénéficier annuellement d'au moins 500 euros supplémentaires par rapport aux aides initialement prévues. Par ailleurs, à l'instar du texte actuellement en vigueur, le projet de loi 6670 prévoit qu'une majoration de 1.000 euros peut être accordée à un étudiant qui se trouve dans une situation grave et exceptionnelle, cette dernière étant définie comme une situation entraînant des besoins spécifiques suite à une maladie ou un handicap par exemple. A été maintenue également la disposition selon laquelle une commission consultative peut prendre certaines mesures à l'égard d'étudiants se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle (délais pour le remboursement du prêt, dispense partielle ou totale du remboursement du prêt, etc.).

Un représentant de l'ACEL défend le point de vue que dans une première phase, il importe de couvrir la majorité des cas de figure, afin de permettre à une large majorité des jeunes de faire des études supérieures. Comme l'a signalé le porte-parole de la JDL, des dispositions pour des cas exceptionnels existent d'ores et déjà et sont reprises dans le projet de loi 6670. L'on pourrait éventuellement s'interroger sur l'opportunité d'augmenter les majorations dont peuvent bénéficier des étudiants se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle.

A rappeler en outre qu'en vertu du Code civil, les parents ont une obligation alimentaire au-delà de la majorité de leurs enfants.

Enfin, pour l'ACEL, il importe de disposer d'un système simple. Dans ce contexte est évoqué l'exemple de l'aide allemande dite « BAföG » (*Bundesausbildungsförderungsgesetz*), qui prend certes en considération de multiples facteurs, mais qui, compte tenu de l'envergure administrative, n'est versée à l'étudiant qu'après des délais considérables.

Mme le Président remercie tous les intervenants de l'échange instructif et enrichissant.

Luxembourg, le 16 juin 2014

Le Secrétaire-administrateur,
Christiane Huberty

Le Président,
Simone Beissel

Annexes :

1. « Et spuert een net un der Bildung! Standpunkt des Aktionskomitees 6670 zur geplanten Reform des Studienbeihilfensystems »
2. « Soziale Kürzungspolitik? Bemerkungen des Aktionskomitees 6670 zu den Änderungsvorschlägen der Regierung und Versuchen, das Gesetz 6670 als „sozial gerecht“ zu präsentieren »
3. Pétition n° 367 – Et spuert een net un der Bildung! Petitioun géint de Projet de loi 6670
4. « Presse Kommuniké vun der ACEL zum Thema Aide Financière – Reaktioun op d'Amendement vum 14. Mee »
5. Communiqué de presse : « Positioun vun der CSJ „Schüler a Studenten“ zu de Studiebehëllef »
6. « Reform vun de Studiebehëllef – pour une allocation d'autonomie! » (résolution adoptée lors du congrès des JSL le 22 mars 2014)

A large crowd of people is shown in a protest, with many holding up their hands. A sign with the word "NO" is visible in the lower left, and a Dutch 10 Euro banknote is held up in the upper right. The background is a dense crowd of people.

"Et spuert een net un der Bildung!"

Standpunkt des Aktionskomitees 6670 zur geplanten
Reform des Studienbeihilfensystems

NO

Inhaltsverzeichnis

Einleitung	5
1) VORBEMERKUNGEN	6
a) Ziele der staatlichen Studienbeihilfe:	6
b) Urteil des EUGH	6
c) Haushaltspolitischer Rahmen	7
d) Ausgangspunkt: Aktuelle Studiensituation	8
e) Vorgängermodell und Impact	10
2) DETAILKRITIK 6670	12
a) Basisunterstützung und Unabhängigkeit	12
b) Mobilitätszulage und reale Studienkosten	15
c) Soziale Unterstützung und Sozio-ökonomische Hürden	19
d) Kredit und Verschuldung	21
e) Weitere Kritik	24
3) ÖFFENTLICHE DEBATTE	32
a) Kritik einzelner Organisationen	32
b) Rhetorik und öffentlicher Diskurs der Regierung	33
c) Rhetorik unter Studierenden und Schüler*innen	34
d) Vorgehen des Aktionskomitees	35
e) Tatsächliche Vorgehensweise der Regierung	36
4) VERHANDLUNGSPPOSITIONEN UND KONSENSVORSCHLÄGE	37
a) Gemeinsame "Minimalforderungen"	37
b) Notwendigkeit eines komplett anderen Systems?	38
c) Konsensmöglichkeiten und Verhandlungspositionen der Regierung	38
d) Ideen für eine bedarfsorientierte Gestaltung der Beihilfen	40
5) FAZIT	42

„De Gesetzesprojet 5611 ass hei am Land jo e Synonym gi vu Jugendprotester; d'Jugend, déi géint dëse Projet de Loi op d Strooss gaangen ass. Eng Situatioun, déi ongewinnt ass hei am Land, déi mer laang net haten an eis duerfir och soll deementspriechend ze denke ginn.“

Claude Meisch (Als Oppositionspolitiker 2006 anlässlich der letzten großen Schüler*innen- und Studierendenproteste)

Unsere zentralen Forderungen

- Ausarbeitung einer **Studie** welche die realen Lebenshaltungskosten, die sozio-ökonomische Realität der Studierenden, die Studienbedingungen und den Impact der vorherigen Reform ermitteln sollte.
- Die **Basisunterstützung** deutlich erhöhen um somit die Autonomie der Studierenden zu garantieren und eine erhebliche Verschlechterung gegenüber 2010 zu verhindern. Die genaue Höhe der Basisunterstützung sollte sich an der Höhe des Kindergelds orientieren und hängt von der Umsetzung der anderen Forderungen ab.
- Die **Mobilitätszulage** nicht an das Verlassen des Heimatlandes koppeln. Um die Autonomie zu fördern und Diskriminierung zu verhindern, sollte dieser Teil der Beihilfe alleine an das Zahlen von Miete gebunden sein.
- Die **soziale Unterstützung** muss ein Zusatz sein, der nach anderen Kriterien vergeben werden muss, wie denen, die das Gesetz 6670 zur Zeit vorsieht. Zumindest müsste die Anzahl der Kinder einbezogen und das Einkommenskriterium auf Basis einer Impactstudie überarbeitet werden.
- Der **Kredit** sollte um den jeweils nicht erhaltenen Teil der sozialen Unterstützung, erhöht werden können. Die Höhe des Zinssatzes sollte unter dem z.Z. marktüblichen Zinssatz von 2 % liegen. Die Rückzahlungsmodalitäten des Kredites sollten nach sozialen Kriterien überarbeitet werden.
- **Dauer der Unterstützung** auch für Masterprogramme über Regelstudienzeit + ein Jahr
- Die **Härtefallzulage** ("situation grave et exceptionnelle") muss klar definiert werden. Hier wäre eine nicht ausschließliche Liste von Kriterien und Situationen denkbar.
- Alle Beträge der Studienbeihilfe **indexieren** und regelmäßig an die Inflation anpassen.
- Für die Behörde CEDIES muss eine geeignete **personelle Ausstattung** garantiert werden, damit die im Gesetz vorgesehenen Fristen auch eingehalten werden können.
- Bedarfsgerechte **Unterstützung von PhD-Studierenden** garantieren.

Einleitung

Minister Claude Meisch reichte das Gesetzesprojekt 6670 am 20. März 2014 im Parlament ein. Zuvor hatte der Minister sich zwar, wie auch seine Vorgängerin bereits, mit einigen Studierendenvertreter*innen (u.a. UNEL, ACEL und LUS) getroffen, die geäußerten Bedenken und Kritiken wurden allerdings im Gesetzesvorhaben nicht berücksichtigt. Es scheint, als sei die Verlockung zu groß gewesen hier gleich zu Beginn der Legislaturperiode ein Zeichen im Sinne der verordneten Sparpolitik zu setzen. Durch das Kürzungsprogramm beim System der Studienbeihilfen sollten also gerade die Jüngsten der Gesellschaft den ersten Beitrag zur Sanierung des Staatshaushalts leisten.

Auf dieses fatale Signal der Politik antworteten die Schüler*innen und Studierenden am 25. April mit der größten Demonstration seit Jahrzehnten. 17.000 junge Menschen waren dem Aufruf eines kurz zuvor gegründeten Streikkomitees gefolgt und setzten ein ermutigendes Zeichen gegen die eigene Zukunftsangst. Diese junge Generation ist bereit, den Kampf um die eigenen Rechte aufzunehmen.

Im vorliegenden Text geht das Aktionskomitee 6670 im Detail auf das Gesetzesprojekt 6670 ein und zeigt wesentliche Schwächen auf. Zusätzlich werden Pisten aufgezeichnet, die eine zeitnahe Verbesserung des Gesetzes ermöglichen sollen.

Aus dem Streikkomitee wurde kurz nach dem Streik, animiert durch großen Zuwachs, das Aktionskomitee 6670. Dieses setzt sich zusammen aus den Studierendenvertretungen UNEL, LUS, dem Künstler*innenkollektiv Richtung22, den Jugendparteien JSL, Jonk Lénk, JCL, Jonk Piraten, den Schülerkomitees der Schulen LGL, LGE und LCD sowie einzelnen engagierten Schüler*innen und Studierenden. Solidarisch erklärt haben sich die Gewerkschaften OGBL, LCGB, ALEBA, SNE CGFP, SEW, die Parteien Déi Lénk und Piratepartei, die Chambre des Salariaés, die Österreichische Hochschüler*innenschaft, die französische Union des Etudiants Communistes UEC, die europäische Schüler*innenvertretung OBESSU und die europäische Studierendenvertretung ESU.

Im Folgenden sollen erst einige Vorüberlegungen den Rahmen der Auseinandersetzung um den Gesetzestext 6670 darstellen. Danach werden die einzelnen Elemente des Gesetzestextes unter die Lupe genommen und kritisch kommentiert. Das Aktionskomitee zeichnet zudem jeweils eine Piste für notwendige Verbesserungen auf. Nachdem kurz auf die öffentliche Debatte eingegangen wird, die sich rund um die Proteste entwickelt hat, schließt das Aktionskomitee den vorliegenden Text mit dem Darlegen der eigenen Kompromissvorschlägen und einem Fazit ab.

[Da es ebenfalls ein Recht auf die "Studien"-beihilfe des luxemburgischen Staats für diejenigen gibt, die sich für eine (Berufs-)Ausbildung außerhalb von Luxemburg entscheiden, sind den in den folgenden Kapiteln aufgeführten "Studierenden" immer die "Auszubildenden" hinzuzufügen.]

1) VORBEMERKUNGEN

a) Ziele der staatlichen Studienbeihilfe:

Die selbstaufgelegte Zielsetzung des neuen Beihilfen-Systems wird im Gesetzestext klar definiert:

"Le présent projet de loi vise la mise en place d'un système d'aide financière pour études supérieures qui permet l'accès aux études supérieures et qui permet à l'étudiant d'exercer son droit à l'éducation. Le système se veut équitable, il garantit l'indépendance de l'étudiant, il prend en compte les frais réels pour subvenir aux besoins de l'étudiant et il respecte la situation socio-économique de l'environnement dans lequel vit l'étudiant." (Projet de Loi 6670, Seite 3)

Vier Grundpfeiler sind demnach festzumachen. Das Gesetz soll

- Jedem Menschen mit entsprechendem schulischem Abschluss und Weiterbildungswunsch den Zugang zu einem Studien- oder Ausbildungsplatz ermöglichen.
- Die Unabhängigkeit des Studierenden sicherstellen.
- Sozio-ökonomische Hürden aus dem Weg räumen um ein gerechtes System schaffen.
- Die Höhe der Studienbeihilfe an die realen Lebensbedingungen der Studierenden anpassen.

Mit dieser grundlegenden Zielsetzung ist auch das Aktionskomitee 6670 einverstanden. Im Folgenden das vorliegende Gesetzesprojekt an genau diesen Maßstäben messen.

b) Urteil des EUGH

Startpunkt der, für viele Kommentator*innen und Kritiker*innen äußerst überhastet initiierten Reform der Studienbeihilfen, ist die Verurteilung Luxemburgs durch den europäischen Gerichtshof am 20 Juni 2013. Der EuGH stellte eine Diskriminierung der Grenzgänger*innen fest, die zwar in Luxemburg arbeiten, Steuern bezahlen und den Wohlstand des Landes mit sichern, allerdings nur unzureichend von den Leistungen des Staates, die Studierenden gewährt werden, profitieren.

Aus dem Ausgang des Gerichtsurteils ergeben sich für das Aktionskomitee zwei Lehren, die es unbedingt bei der Reform der Studienbeihilfen zu beachten gilt:

- 1) Das neue Gesetz darf keine Benachteiligung der Grenzgänger*innen verursachen.
- 2) Das neue Gesetz darf nicht, wie bereits sein Vorgänger 2010, unter Zeitdruck entstehen sondern muss den aktuellen Ansprüchen an ein modernes Studienbeihilfensystem gerecht werden können.

c) Haushaltspolitischer Rahmen

Die Reform der Studienbeihilfen wird zeitgleich mit ersten Reformen der Regierung in Angriff genommen, die alle zum Ziel haben, die Ausgaben des Staates zu reduzieren. Auch die Einsparungen, die jetzt durch die Kürzung der Studienbeihilfen gemacht werden sollen, wurden von der federführenden DP schon aus der Opposition heraus unter dem Motto "Sozialausgaben bremsen" [1] gefordert. In der Regierung wird diese Forderung nun rhetorisch angepasst. Anstatt Ausgaben zu reduzieren wolle man lediglich "Ausgaben-Explosionen" wieder auf ein normales Maß zurückführen.

Premierminister Xavier Bettel formulierte anlässlich seiner Rede zur Lage der Nation: *"Et hat een am Joer 2010 dermat gerechent, dass dës Reform de Staat am éischte Joer 55 Milliounen Euro géif kaschten. Et waren dunn awer 88 Milliounen Euro an dësst Joer wieren et 178 Milliounen Euro gewierscht. Dat ass eng Dépense fir de Staat, déi sech méi, wéi verdräifacht huet an dofir e System, dee beim beschte Wëllen net ze finanzéieren ass."* [2]

Xavier Bettel übergeht hier den Fakt, dass parallel zu den steigenden Ausgaben für die Studienbeihilfen auch die Zahl derjenigen, die auf diese staatliche Hilfe zurückgreifen müssen gestiegen ist (Von 8.562 Beihilfen 2009/2010 die als Basis für die Berechnung von 2010 dienten, auf die 25.000 Beihilfen von denen das Gesetz 6670 nun ausgeht und auf denen Bettels 178 Mio. Schätzung basiert. Dies stellt ebenfalls ein Verdreifachen dar) [3]. Dadurch, dass die Notwendigkeit höherer Ausgaben nicht durch die steigende Anzahl der Studierenden erklärt wird, kann die Regierung einen imaginären budgetären Kader für die Studienbeihilfen setzen. Nur innerhalb dieses forcierten Rahmens geht das nächste Studienbeihilfensystem als "finanzierbar" durch.

Bildungsminister Meisch spricht ebenfalls von Einschränkungen budgetärer Natur, weigert sich aber einzugestehen, dass diese budgetäre Einschränkungen an und für sich ein Hindernis für eine bedarfsorientierte Reform darstellen könnten. Der folgende Auszug zeigt inwiefern die Regierung nun auf einen rhetorische Doppelstrategie setzt: *"Claude Meisch: [...] wir haben einen Rahmen, der bereits abgesteckt ist.*

Tageblatt: Der da wäre?

Claude Meisch: Das ist einerseits das Regierungsprogramm, das von sozialer Selektivität und Bedarfsorientierung spricht: Und wir haben budgetäre Zwänge, die wir nicht ignorieren können." [4]

Für das Aktionskomitee steht fest, dass eine bedarfsorientierte Reform des Studienbeihilfesystems nur in Unabhängigkeit zu budgetären Überlegungen stattfinden kann.

Das Aktionskomitee ist zudem der Überzeugung, dass Kürzungen bei den Studienbeihilfen zur Haushaltssanierung eine kurzsichtige Strategie sind. Anstatt von Ausgaben muss im Falle von Studienbeihilfen von Investitionen gesprochen werden, die sich auch finanziell für einen Staat rechnen.

Die OECD kommt in ihren Untersuchungen zu Bildungsausgaben, (neben der Erkenntnis, dass etwa die luxemburgischen Ausgaben für nicht-tertiäre Bildung vergleichsweise

niedrig sind und für die Ausgaben für tertiäre Bildung Daten aus Luxemburg fehlen) zusammenfassend zum Schluss:

"Ausgaben für Bildung stellen eine Investition dar, die das Wirtschaftswachstum stärken, die Produktivität steigern, die persönliche und gesellschaftliche Entwicklung fördern und soziale Ungleichheiten verringern kann. Welcher Anteil der insgesamt zur Verfügung stehenden Finanzmittel für Bildung ausgegeben wird, ist eine Frage von zentraler Bedeutung, und zwar für die Regierungen ebenso wie für Unternehmen und für die Schüler/Studierenden und deren Familien." [5]

Das Aktionskomitee betont, dass Bildungsausgaben auch eine präventive Maßnahme einer Regierung sind um zukünftig zB. der Arbeitslosigkeit entgegenzuwirken. Eine Gesellschaft, deren materielle Grundlagen zunehmend an Wissen und geistige Fähigkeiten gebunden ist, sollte ausreichende Mittel in die Bildungsfinanzierung investieren.

Zudem sei angemerkt, dass Luxemburg durch jeden Studierenden der im Ausland studiert (ca. 78%) eine Ersparnis von schätzungsweise 14.000€ im Jahr entfällt: Geld, das sonst für heimische Studienplätze aufgebracht werden müsste. Der OECD-Schnitt der staatlichen Ausgaben pro Student*in und Jahr beträgt 18.258\$. Natürlich sind einige Studiengänge deutlich teurer: Für eine(n) Medizinabsolvent*in bezahlt der deutsche Staat im Schnitt 211.400€ [7].

Dieses Gedankenbeispiel verdeutlicht, dass gerade das luxemburgische Spezifikum des massiven Bildungsimports es ermöglicht ein leistungsstarkes Stipendiensystem zu garantieren ohne, dass die kumulierten Bildungsausgaben pro Studierenden die der Nachbarländer übersteigen.

[1] http://www.dp.lu/political_actions.php?pa=2291&lang=1?lang=5

[2] http://www.dp.lu/docs/docs/20140402_ried_lag_natioun_xbettel.pdf

[3] <http://www.mesr.public.lu/presse/communiqués/2013/09/>

[Dossier_de_presse_rentree_academique_2013_2014.pdf](http://www.mesr.public.lu/presse/communiqués/2013/09/Dossier_de_presse_rentree_academique_2013_2014.pdf)

[4] <http://www.gouvernement.lu/3680444/26-meisch-tageblatt>

[5] [http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/3011045ec089.pdf?](http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/3011045ec089.pdf?expires=1399468568&id=id&accname=guest&checksum=5132FBE859A6DCB8BB5A3CF56A715998)

[expires=1399468568&id=id&accname=guest&checksum=5132FBE859A6DCB8BB5A3CF56A715998](http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/3011045ec089.pdf?expires=1399468568&id=id&accname=guest&checksum=5132FBE859A6DCB8BB5A3CF56A715998)

[6] <http://www.oecd.org/education/skills-beyond-school/48630868.pdf>

[7] [https://www.destatis.de/DE/Publikationen/Thematisch/BildungForschungKultur/Hochschulen/](https://www.destatis.de/DE/Publikationen/Thematisch/BildungForschungKultur/Hochschulen/BroschuereHochschulenBlick0110010107004.pdf?__blob=publicationFile)

[BroschuereHochschulenBlick0110010107004.pdf?__blob=publicationFile](https://www.destatis.de/DE/Publikationen/Thematisch/BildungForschungKultur/Hochschulen/BroschuereHochschulenBlick0110010107004.pdf?__blob=publicationFile)

d) Ausgangspunkt: Aktuelle Studiensituation

Für das Aktionskomitee steht fest, dass das neue Studienbeihilfensystem eine Antwort auf die Herausforderungen für die jungen Generationen des 21ten Jahrhunderts und die reale Studiensituation derjenigen sein soll, die auf dieses Angebot des luxemburgischen Staats zurückgreifen. Der erste große Mangel des Gesetzesprojekts 6670 besteht darin, dass die wissenschaftliche Grundlage komplett fehlt. Somit fehlt die Erkenntnis über die sozio-ökonomischen Hintergründe der Studierenden, über die Faktoren, die die Wahl ihres Studiengangs oder -ortes beeinflussen, über die realen Lebenshaltungskosten etc.

Gerade diese Daten sind für ein effektives Studienbeihilfensystem jedoch unabdingbar. Im Folgenden sollen einige Studien bekannte, überall in Europa auftretende, Phänomene aufzeichnen um die Herausforderungen für die Studierenden von heute etwas besser einordnen zu können.

Studierneigung – soziale Durchmischung von Studierenden

Über die Studierneigung luxemburgischer Schüler*innen oder die soziale Durchmischung luxemburgischer Studierenden gibt es keine Studien. Es ist jedoch anzunehmen, dass sich Bildung in Luxemburg ebenso "vererbt" wie in anderen europäischen Ländern:

- Kinder aus Akademiker*innenhaushalten studieren viel öfters als Kinder von Nicht-Akademiker*innen. So gaben in einer Studie, die ein halbes Jahr vor dem Abitur durchgeführt wurde, 78 % von Kindern aus Akademiker*innenhaushalten an, dass ein Studium zumindest in Frage kommen würde, bei Kindern, deren Eltern keinen Hochschulabschluss haben, waren es nur 65 %, wovon jedoch nur lediglich 43 % sicher ein Studium beginnen wollten. Dies gilt auch für Schüler*innen mit überdurchschnittlich guten Leistungen: "76 % der Akademikerkinder mit einem zum Befragungszeitpunkt überdurchschnittlichen Leistungsstand (Note zwischen 1,0 und 2,1), aber lediglich 58 % der Schülerinnen und Schüler der Vergleichsgruppe aus nicht-akademischen Elternhäusern möchten sicher oder sehr wahrscheinlich studieren" (Heine und Quast, 2009, 37).
- Neben sozialen Faktoren (akademischer Habitus) spielen die finanziellen Sorgen eine substantielle Rolle bei der Entscheidung für oder gegen ein Studium: "Für knapp ein Drittel der Befragten (30 %) stellt die Finanzierung von Studium oder Ausbildung ein zentrales und persönlich belastendes Problem bei der Planung ihres nachschulischen Werdegangs dar (Heine und Quast, 2009, 19)." Bei Frauen ist dieses Problem stärker (bei 34 %) ausgeprägt (ebenda, 22).
- Jede*r dritte*r Schüler*in verbindet das Studium mit Geldsorgen, wenn die Eltern keine Akademiker*innen sind. Hat ein Elternteil studiert, ist es nur jede*r Vierte. Bei Frauen haben die Kosten einen höheren Einfluss auf die Entscheidung als bei Männern (Heine, 2009).

Die hier vorgelegten Zahlen sind bei weitem nicht die einzigen Studien, die es zu diesem Themenbereich gibt (das deutsche Hochschul-Informationssystem z.B. publiziert seit den 1980er Jahren hierzu Daten) und sollen die Probleme geringerer Studierneigung bei Schüler*innen aus sozial schwächeren Familien beispielhaft illustrieren.

Eine niedrige Studierneigung aufgrund der finanziellen Situation des Elternhaushaltes und Geldsorgen in Gedanken an ein Studium würden durch das Gesetzesprojekt 6670 zu einer schärferen sozialen Selektion führen: Kinder aus Akademiker*innenhaushalten würden sich weiterhin für ein Studium entscheiden, während weniger Kinder von Nicht-Akademiker*innen den Sprung auf die Universität schaffen würden.

Heine und Quast 2008: http://www.his-he.de/pdf/pub_fh/fh-200904.pdf

Christoph Heine: Soziale Ungleichheiten im Hochschulzugang,

Gutachten für die Hans-Böckler-Stiftung, 2009 http://boeckler.de/pdf/impuls_2009_11_6.pdf

Zeitaufwand, Praktika und Erwerbstätigkeit

In der österreichischen Studierendensozialerhebung des Instituts für Höhere Studien (IHS) wurde das genaue Zeitbudget von Studierenden abgefragt. Durchschnittlich beträgt der Gesamtaufwand für Studientätigkeiten etwa 31 Stunden pro Woche, bestehend aus 12,5 Stunden Anwesenheitszeiten in Lehrveranstaltungen und knapp 19 Stunden für sonstige Studientätigkeiten. Weitere 12 Stunden entfallen für Erwerbstätigkeit neben dem Studium. Daraus ergibt sich ein wöchentliches Gesamtarbeitspensum von 43,5 Stunden. Allerdings variieren diese Zahlen stark nach einzelnen Studienrichtungen und je nach Hochschultyp, so ist es in vielen Fachhochschul(FH)-studien nahezu unmöglich, neben dem Studium zu arbeiten. Viele Studien verlangen außerdem Praktika, die notwendigerweise in vorlesungsfreien Zeiten ("Ferien") absolviert werden müssen. Rund 60 % der Pflichtpraktika sind unbezahlt und dauern im Schnitt 3 Monate. Frauen sind übrigens häufiger in unbezahlten Praktika anzutreffen als Männer.

Das von Medien und Politik gerne gezeichnete Bild von "faulen Studierenden" lässt sich mit Zahlen also nicht bestätigen.

Es zeigt sich auch, dass Studierende, die neben ihrem Studium arbeiten, länger für ihr Studium brauchen und sich somit in eine Art Teufelskreis begeben: durch ihre Erwerbstätigkeit können sie weniger Zeit auf ihr Studium aufwenden. 70% jener Studierenden, welche mit geringer Intensität studieren (und folglich lange für ihr Studium brauchen), geben als Grund dafür Erwerbstätigkeit an.

Quelle: http://ww2.sozialerhebung.at/Ergebnisse/PDF/Studierenden_Sozialerhebung_2011_BAND_2_Studierende.pdf

e) Vorgängermodell und Impact

Der Gesetzestext 6670 ist nicht der erste Versuch, Einsparungen auf Kosten der Studierenden zu machen. Um die anstehende Reform einordnen zu können sollen kurz die beiden Vorgängermodelle in Erinnerung gerufen werden. Dies nicht etwa um das neue System nur im Vergleich mit seinen Vorgängern zu messen, sondern lediglich um die im öffentlichen Diskurs oft extrem verkürzte Darstellungen der Regierung mit der wesentlich detaillierteren Analyse der CSL [1] zu konfrontieren.

Vor 2010:

Das System vor 2010 setzte sich vor allem aus der Weiterführung verschiedener Bonifikationen und Beihilfen zusammen, welche sowohl Schüler*innen wie auch Studierenden gleichermaßen über die Familienzulagen zur Verfügung standen. So erhielten auch Studierende (je nach Anzahl der Geschwister) u.a. das Kindergeld in Höhe von bis zu 3.793,2 Euro/Jahr. Auch Steuervergünstigungen für Familien gehörten zu diesem Paket. Die zusätzliche Studienbeihilfe war vom Einkommen der Eltern abhängig

und es gab diverse Prämien (Prime d'encouragement) in Höhe von 1.000€ (Bachelor), 2.000€ (Master) bzw. 2.000 bis 8.000€ (Doktorat).

2010 ("Modell Biltgen")

Kindergeld, "Boni d'enfants", "Prime d'encouragement" sowie alle sonstigen Zulagen wurden für volljährige Studierende vollständig abgeschafft. Im Gegenzug wurde für alle in Luxemburg lebenden Studierenden, unabhängig vom Einkommen der Eltern, eine Studienbeihilfe in Höhe von 6.500 €/Jahr eingeführt. Studierende konnten zusätzlich ein Kredit in Höhe von bis zu 6.500 €/Jahr (fester Zinssatz von 2%) aufnehmen. In Härtefällen (z.B. im Falle einer Behinderung) bekommen Studierende zusätzlich noch eine Beihilfe in Höhe von 500€ sowie einen Kredit in Höhe von 500€. Studiengebühren von 100 € aufwärts bis zu einer Höhe von 3.700 €/Jahr wurden zur Hälfte als Beihilfe, zur Hälfte als Kredit zurückerstattet.

Im Juni 2013 erklärt der Europäische Gerichtshof (EuGH), dass die bestehende Studienbeihilfe mit europäischem Recht nicht vereinbar ist, da Kinder von Grenzgänger*innen von den Studienbeihilfen ausgeschlossen werden (siehe Abschnitt b). Und so wurden ab Juli 2013 als Übergangslösung die bestehende Studienbeihilfe auf die Kinder der Grenzgänger*innen ausgeweitet.

Es gibt keine Studien, die es erlaubt, den Impact der verschiedenen Modelle, etwa des "Modells Biltgen" auf die Situation der Studierenden zu beurteilen, es fehlen wieder einmal die Daten. Das "Modell Biltgen" wurde von vielen Seiten, unter anderem der UNEL kritisiert, einerseits wegen der Unvereinbarkeit mit europäischem Recht, andererseits wegen der unzureichenden Höhe, welche vor allem eine mangelnde Unterstützung von Studierenden aus sozial schwachen Familien darstellte.

In ihrer Analyse des Gesetzestextes hat die CSL nun einige Modelle aufgestellt um auszurechnen, welche Haushalte durch das neue System im Vergleich zum System vor 2010 Gewinner oder Verlierer sein werden: "Les pertes les plus importantes concernent, notamment en termes relatifs les ménages les plus pauvres"[Avis des CSL - Seite 17].

Das Aktionskomitee mahnt an, dass erheblicher Aufklärungs- und Wissensgenerierungsbedarf besteht. Es ist höchst verwunderlich, dass die Regierung die Studienbeihilfe reformiert, ohne die Auswirkungen des aktuellen Gesetzes zu evaluieren.

[1] <http://www.csl.lu/component/rubberdoc/doc/2215/raw>

2) DETAILKRITIK 6670

In den folgenden Abschnitten beschäftigt sich das Aktionskomitee im Detail mit den einzelnen Säulen des Gesetzestextes.

a) Basisunterstützung und Unabhängigkeit

Analyse und offene Fragen

1) Aus dem Gesetzestext geht nicht hervor, wieso die Höhe der Basisunterstützung bei 2.000€ im Jahr fixiert wurde. Welche Berechnung liegt dieser Summe zugrunde?

2) Mit 2.000€ im Jahr liegt der Basisbetrag, der einzig sichere Betrag der jedem Studierenden zusteht, unter dem Betrag des Kindergeldes.

- Dies stellt eine Diskriminierung von Studierenden gegenüber von Schüler*innen dar. Gleichaltrige Schüler*innen bekommen über das Kindergeld eine wesentlich höhere Zuwendung als Studierende.
- Familien werden stärker belastet, da die Aufgabe, die durch dieses Gesetz entstandene Differenz auszugleichen, ihnen zufallen wird. Dadurch wiederholt sich das Szenario von 2010, dass vor allem sozial schwächere Familien das Nachsehen haben werden.

3) Die Höhe der Basisunterstützung ist in jedem Fall unzureichend um dem Anspruch des Gesetzes, die "Unabhängigkeit des Studierenden" zu ermöglichen, gerecht zu werden. Claude Meisch gibt an, dass der Basisbetrag sowie der Kredit von max. 6.500€/Jahr die Unabhängigkeit der Studierenden ermöglichen würde.

- Was bedeutet "Unabhängigkeit des Studierenden"? Sollte das vorliegende Gesetz mit dem generieren von "Unabhängigkeit" das Ziel erreichen wollen, dass Studierende nicht auf zusätzliche Unterstützung des Elternhauses und der damit einhergehenden Beeinflussung, nicht auf einen Nebenjob, und der damit verbundenen Mehrbelastung und wesentlichen Schwächung der Studienleistung sowie nicht auf eine übermäßige Anhäufung von Schulden angewiesen sind, so bietet der Gesetzestext keinerlei Erklärung, wie die Basisunterstützung diesen Anforderungen gerecht werden könnte.
- In Deutschland, mit das preisgünstigste Studienland Europas, beträgt die durchschnittliche Höhe der Miete, die Studierende bezahlen, 298€/Monat, also 3.576€/Jahr[1]. Die Lebenshaltungskosten von Studierenden in Deutschland betragen laut der rezentesten Sozialerhebung des deutschen Studierendenwerks (2012) durchschnittlich 864€/Monat, mindestens aber 794€/Monat[2] also mindestens einem Betrag von 9.528€/Jahr.
- Studieren in Frankreich ist im Schnitt noch erheblich teurer. Die Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) setzt die Lebenshaltungskosten für Studierende

zwischen 10.500 und 15.500 €/Jahr an[3]. Eine Student*innenwohnung (25m²) in Paris kostet durchschnittlich 700€/Monat und außerhalb von Paris 500€/Monat.

- "Die durchschnittlichen Gesamtkosten der Studierenden in Österreich belaufen sich im Sommersemester 2011 auf 930€ pro Monat" hat das Institut für Höhere Studien Wien (IHS) belegt.[4] Das IHS weist darauf hin, dass die Kosten je nach sozio-ökonomischer Situation der Studierenden steigen. In jedem Fall wäre die Unterstützung durch das von Claude Meisch vorgestellte System unzureichend.
- Die britische Regierung gibt in ihrem "Student Income and Expenditure Survey 2007/2008" [5] an, dass sich zu diesem Zeitpunkt die Lebenshaltungskosten von Studierenden in England (ohne Studien- Einschreibungsgebühren) bei durchschnittlichen £12.254 also bei ca. 14.900€ pro Jahr liegen.
- Weitere Studien zeichnen ein ähnliches Bild für weitere potentielle Studienländer ab [6].
- Um die realen Lebenshaltungskosten von Studierenden in Luxemburg mit in diese Analyse einbeziehen zu können, fehlen die notwendigen Statistiken. Diese fehlten allerdings auch den Urhebern des Gesetzesprojekts 6670. Die Universität Luxemburg setzt das Mindestbudget, das Studierende in Luxemburg pro Monat zu Verfügung haben sollten auf 1.000€ an, das entspricht 12.000€/Jahr.[7]

Das Aktionskomitee hält fest

1) Es liegt keine Studie vor, welche die These des Ministers, die Basisunterstützung garantiere die Unabhängigkeit der Studierenden, stützt. Für den im Gesetzestext verwendeten Begriff "Unabhängigkeit" liegt keine Definition vor.

2) Die Höhe der Basisunterstützung scheint willkürlich festgelegt worden zu sein, sie orientiert sich weder am Kindergeld noch an den Beträgen, die nötig wären um die Unabhängigkeit der Studierenden zu sichern.

3) In der jetzigen Form ist eine Abhängigkeit von einem privaten Geldgeber (z.B. Elternhaus), von Bankschulden (zum im Gesetzesprojekt 6670 vorgesehenen Tarif, aber auch zusätzlich darüber hinausgehend) oder von einem eigenen Einkommen (einhergehend mit starker Belastung und Studienleistungsnachlass) in jedem Fall Realität.

4) In der jetzigen Form bringt die Basisunterstützung eine Reihe von Diskriminierungen in die Verteilung von Sozialleistungen an Familien.

5) Die Motivation, durch dieses Gesetz möglichst viele Einsparungen machen zu können, wird nirgends so deutlich wie bei der Festlegung des Basisunterstützungsbetrags. Diese Einsparungen sind jedoch in keinsten Weise nachhaltig, wenn die volkswirtschaftlichen Auswirkungen betrachtet werden.

Das Aktionskomitee schlägt vor

- 1) In Anbetracht der Tatsache, dass das Gesetzesprojekt das Ziel verfolgt, die Unabhängigkeit der Studierenden zu garantieren ("il garantit l'indépendance de l'étudiant"),
- 2) In Anbetracht der vielen substantiellen Einwände, die u.a. von den Gewerkschaften OGBL, LCGB, ALEBA, SEW und CGFP gemacht worden sind,
- 3) In Anbetracht des Fehlens einer Studie, die die Lebenshaltungskosten von Studierenden in Luxemburg aufzuzeichnen vermag,
- 4) In Anbetracht der Kritiken des Aktionskomitees,

den Gesetzestext 6670 im Sinne folgender Vorschläge zu modifizieren:

- 1) Die nötigen Studien zu konsultieren oder anzufertigen zu lassen, um die "Unabhängigkeit" von Studierenden je nach Studienort beziffern zu können.
- 2) Die Basisunterstützung muss deutlich erhöht werden. Eine Verschlechterung der bedingungslosen Unterstützung gegenüber den Familienzulagen von 2010 ist nicht akzeptabel.
- 3) Die genaue Höhe sollte sich auch nach der Höhe des Kindergelds richten um eine Diskriminierung im Vergleich von Schüler*innen und Studierenden zu verhindern.
- 4) Die Höhe hängt auch von der Umsetzung der anderen Forderungen ab um schlussendlich wirklich die Unabhängigkeit jedes einzelnen Studierenden garantieren zu können.

[1] <http://www.studis-online.de/StudInfo/Studienfinanzierung/kosten.php>

[2] <http://www.sozialerhebung.de/>

[3] <http://unef.fr/wp-content/uploads/2013/08/Co%C3%BBt-de-la-vie-%C3%A9tudiante-20131.pdf>

[4] http://ww2.sozialerhebung.at/Ergebnisse/PDF/Studierenden_Sozialerhebung_2011_BAND_2_Studierende.pdf

[5] http://www.bis.gov.uk/assets/biscore/corporate/migratedD/publications/D/DIUS_RR_09_05

[6] <http://www.eurostudent.eu/results/reports>

[7] http://wwwde.uni.lu/studierende/studium_und_finanzen/budgetplanung

b) Mobilitätsszulage und reale Studienkosten

Analyse und offene Fragen

1) Der Gesetzestext ist in seiner Beschreibung und in der Begründung der Mobilitätsbeihilfe nicht nachvollziehbar.

- Aus dem Gesetzestext geht nicht hervor, wieso die Höhe der "Mobilitätsszulage" bei 2.000€/Jahr liegt. Auf welchen Überlegungen basiert dieser Betrag?
- Wieso die Mobilitätsbeihilfe auf einer Höhe mit der Basisbeihilfe liegt, also das selbe finanzielle Gewicht hat, wird auch nicht begründet.
- Auch die Zielsetzung der Mobilitätsbeihilfe bleibt unklar. Welche Bedürfnisse/ Kosten sollen damit gedeckt werden? Welches Ziel wird mit dem Einführen dieses Teils der Beihilfe verfolgt?

2) Einziges Kriterium zum Erhalt der Mobilitätsbeihilfe ist das Überqueren einer Landesgrenze zwischen früherem Wohn- und zukünftigem Studienort. Wieso die luxemburgische Regierung in einer Welt (und ganz besondere einer Europäischen Union), in der Grenzen immer unbedeutender werden, mit dieser Maßnahme dagegenhalten möchte ist unklar.

3) Weder die Distanz zum Studienort noch die Frage, ob sich für den Studierenden reale Mobilitäts-Mehrkosten durch Reise- oder Mietkosten ergeben, werden berücksichtigt. Die Höhe der Mobilitätsbeihilfe ist also nicht an realen Kosten der Studierenden festgemacht. Diese sind aber vor allem vom Studienort abhängig. Durch große Differenzen bei den Mietspiegeln in Europa und in den Studienstädten ergeben sich sehr unterschiedliche finanzielle Bedürfnisse der Studierenden. Besonders erschreckend ist der Umstand, dass der Mietspiegel erst als Kriterium angedacht war, es schlussendlich aber nicht in den finalen Gesetzestext geschafft hat [1]. Auch die Reise- und Transportkosten für Studierende sind je nach Studienort unterschiedlich hoch.

4) Das vorgestellte Konzept belastet besonders einige Studierende der Universität Luxemburg, sowie den Studienstandort Luxemburg selbst.

- Konkret benachteiligt sind Studierende aus Luxemburg welche ein Studium an der Universität Luxemburg absolvieren, jedoch nicht mehr in einem Haushalt mit ihren Eltern leben bzw. leben können und selbst Miete zahlen.
- Ebenfalls benachteiligt sind Studierende, deren Elternhäuser weit von den (geplanten) Standorten der Uni Luxemburg liegen und unter der geplanten Reform lange Pendelzeiten in Kauf nehmen müssten und entsprechende Opportunitätskosten (Zeitverlust, potentieller Verdienstverlust, usw.) erleiden würden.
- Die Universität Luxemburg wird durch diese Regelung der Mobilitätsbeihilfe abgewertet. Es wird finanziell interessanter für einige Studierende aus Luxemburg, ein Studium an der Uni.lu nicht in Betracht zu ziehen.

5) Eine noch erheblichere Diskriminierung findet gegenüber der Kinder von Grenzgänger*innen und ihren Familien statt.

- Kinder von Grenzgänger*innen leben in wesentlich großflächigeren Ländern. Die Distanz zwischen dem Wohnort der Eltern und dem Studienort innerhalb des selben Landes ist in den meisten Fällen nicht so überbrückbar, dass ein Studierender auf den Vorteil "zu Hause" zu wohnen zu können zurückgreifen könnte.
- Schlussendlich wird die Mobilitätsbeihilfe 20% von den Kindern von Gebietsansässigen aber 90% von den Grenzgängerkindern fehlen.
- Auch gibt es Fälle, in denen ein Studierender keine Wahl hat das gewünschte Fach in einem anderen Land zu studieren. Dies gilt etwa für Jura-Studenten die in Frankreich wohnen und französisches Recht auch nur in Frankreich studieren können.
- Claude Meisch verteidigte diese Diskriminierung indem er das Ziel vorgibt, weiteren Grenzgänger*innen Kindern ein Studium auf der "uni.lu" schmackhaft zu machen. Die Universität Luxemburg bietet allerdings bei weitem nicht die nötige Anzahl an Studienplätzen um diesem Anspruch gerecht zu werden und die Schaffung neuer Studienplätze ist nicht vorgesehen.
- Auch das Kriterium, dass die Eltern der Studierenden mindestens 5 Jahre innerhalb der vergangenen 7 Jahre im Großherzogtum beschäftigt gewesen sein müssen wird u.a. vom LCGB als überzogene und diskriminierende Maßnahme gesehen. Sobald Grenzgänger*innen in Luxemburg Steuern bezahlen haben sie ein Recht auf Sozialleistungen. Wieso sollte die Ausbezahlung von Studienbeihilfen eine Ausnahme sein?

6) Die vorliegenden Kriterien zum Erhalt einer Mobilitätsbeihilfe karikieren die europaweite Unterstützung des eigentlichen Erasmusprogramms. Dieses sieht als Startpunkt eines Austausches NICHT das Herkunftsland des Studierenden, sondern das Land der Universität, an der sich der Studierende aktuell eingeschrieben hat. Für verschiedene Studierende bedeutet dieser Teil der geplanten Studienbeihilfe also: Keine Unterstützung für das eigentliche Studium und dreifache Unterstützung (Universität, EU und Luxemburger Staat) bei einem regulären Erasmus-Austausch während des Studiums.

7) Die Einführung dieser Mobilitätsbeihilfe steht in eklatantem Gegensatz zur Maxime der sozialen Gerechtigkeit und ebenso im Gegensatz zu den Zielen, die das Gesetz selbst mit dem Einführen einer "Sozialen Beihilfe" anstrebt.

- Es fehlt eine Studie über die sozio-ökonomischen Luxemburg-spezifischen Hintergründe der Studierenden die sich für ein Studium im "eigenen Land" entscheiden. Es ist unklar, welchen sozio-ökonomischen Hintergrund die betroffenen Studierenden haben.
- Mehrere Studien belegen aber, dass zumindest im europäischen Schnitt sozio-ökonomische Kriterien eine Rolle bei der Wahl des Studienortes spielen. Studierende aus nicht-akademischen Haushalten entscheiden sich etwa öfters zu

einem Studium näher an ihrem Elternhaushalt. [2] Der Bildungshintergrund der Eltern ist demnach relevant.

- In seiner Sozialerhebung gibt das Deutsche Studierendenwerk an, dass EU-weit doppelt so viele Studierende mit starkem ökonomischen Hintergrund Studierenden mit ökonomisch schwachem Hintergrund für ein "Studium im Ausland" entscheiden. [3]
- Schlussendlich werden diejenige Studierenden, die zwar wegen dem Einkommen ihrer Eltern die Soziale Unterstützung nicht einfordern können auf die Mobilitätsbeihilfe zurückgreifen können und im Schnitt wesentlich mehr bekommen als diejenigen, die etwas von der sozialen Beihilfe erhalten.

8) Dadurch, dass durch die Mobilitätsbeihilfe nicht explizit das Verlassen des elterlichen Haushalts begünstigt, sondern in einigen Fällen (falls die Wahl des Studienortes auf eine Universität innerhalb des eigenen Landes fällt) diesem sogar im Wege steht, behindert die Mobilitätsbeihilfe auch explizit die Unabhängigkeit der Studierenden, deren Förderung erklärtes Ziel des Gesetzesvorschlages ist.

Das Aktionskomitee hält fest

1) Ein Mobilitätszuschlag der anhand nur eines unerklärbaren Kriteriums entscheidet, ob Studierende 0€ oder 2000€/Jahr gestellt bekommen verfehlt die realen Bedürfnisse, die durch die Studierendenmobilität entstehen.

2) Die Klausel, welche die Mobilitätsbeihilfe an das Verlassen des Heimatlandes bindet, stellt eine weitreichende Diskriminierung für Studierende, die im Land ihres letzten Wohnsitzes studieren, ggf aber vergleichbare Kosten für Miete und Transport zu stemmen haben, dar.

3) Luxemburg wird als Universitätsstandort abgewertet, da aus finanziellen Gründen ein Studium im Ausland attraktiver erscheint.

4) Eine weitere Folge wird eine Loslösung der Studienwahl von der Qualität des Studiengangs sein. Studierende wählen ihr Studium nicht mehr nach der bestmöglichen Qualität des Angebotes sondern aus finanzieller Notlage ein Studium in einem Land oder einer Stadt welche weniger hohe Lebenskosten bieten. Die Wahl des Studienortes steht dadurch dem Kriterium der Qualität des Studiengangs entgegen.

Das Aktionskomitee schlägt vor

1) Als Reaktion auf den Gerichtsspruch des EuGH, welches sich ausdrücklich gegen eine Diskriminierung von Grenzgänger*innen ausgesprochen hat,

2) Basierend auf der Maxime des Gesetzestextes 6670, die vorgibt, den realen Lebensbedingungen gerecht zu werden ("il prend en compte les frais réels pour subvenir aux besoins de l'étudiant"),

3) In Anbetracht der "Basisbeihilfe" die die Unabhängigkeit der Studierenden und der "Sozialen Unterstützung" die eine sozial-gerechte Verteilung zu etablieren sucht und in

deren Einklang die Mobilitätsbeihilfe stehen sollte,

4) In Anbetracht des Fehlens einer Impakt-Studie, die realen Kosten für Studierende aufzuzeichnen vermag, die sich aus deren Mobilität ergeben,

5) In Anbetracht der Kritiken des Aktionskomitees,

den Gesetzestext 6670 im Sinne folgender Vorschläge zu modifizieren:

1) Die Mobilitätsbeihilfe muss den realen Kosten, die an die Mobilität des Studierenden gekoppelt sind Rechnung tragen. Eine Studie muss erstellt werden, um diese realen Kosten einschätzen zu können. Um den sozialen Impakt dieser Mobilitätsbeihilfe einschätzen zu können ist ebenfalls eine Untersuchung notwendig.

2) Jede Diskriminierung von Kindern von Grenzgänger*innen sollte vermieden werden.

3) Der Erhalt der Mobilitätsbeihilfe darf nicht an das Verlassen eines Landes, sondern muss an das Zahlen von Mietkosten gebunden sein.

4) Idealerweise sollten die unterschiedlichen Miet- und Reisekosten der Studierenden bei der Berechnung der Höhe der Mobilitätsbörse in Betracht gezogen werden. (siehe 4)d))

[1] <http://deutschegrenzgaenger.lu/de/2014/02/03/dossier-des-bourses-detudes-echange-de-vues-sur-la-reforme-de-la-loi-sur-les-aides-financieres-pour-etudes-superieures/>

[2] "Lediglich 27% der Studienberechtigten aus nicht-akademischen Elternhaus studieren an einer über 100km entfernten Hochschule. Bei den Studienberechtigten aus akademischen Elternhaus sind es indes 35%. Dieser Unterschied ist hochsignifikant." (Heinemann et al., 2008, 423.) Manfred Heinemann Böhlau Verlag Köln Weimar, 2008 Mobilität und Studium

[3] „Internationalisierung des Studiums" aus der 18. Sozialerhebung des Deutschen Studentenwerks

c) Soziale Unterstützung und Sozio-ökonomische Hürden

Analyse und offene Fragen

1) Aus dem Gesetzestext geht nicht hervor, wieso die Höhe der "Sozialen Unterstützung" bei 2.500€ im Jahr liegt.

2) Wie wird das Einkommen des Haushalts berechnet? Werden zusätzlich zu dem in Luxemburg versteuerten Gehältern auch Einnahmen, die nicht in Luxemburg zu versteuern sind, erfasst? Wie steht es mit den Einkünften weiterer Haushaltsmitglieder (z.B. Stipendien und/oder Gehälter von Geschwistern)? Wieso wird Vermögen, welches nicht auf das Gehalt von Haushaltsmitgliedern zurückzuführen ist, nicht mitberechnet (Kapital, Immobilien etc.)?

3) Wieso wird die reale Lebenssituation des Haushalts nicht mit einbezogen? Wenn alleine das Haushaltseinkommen aus Gehältern zählt, fehlen substanzielle Merkmale wie: Anzahl der Kinder im Haushalt, Lebensumstände des Haushalts (Alleinstehendes Elternteil, Stiefeltern/Patchwork-Familie), etc.

4) Für viele Fälle ist keine Handhabe vorgesehen: Was passiert, wenn der Aufenthaltsort der Eltern nicht bekannt ist oder sie im Ausland leben und dort rechtlich oder tatsächlich gehindert sind, Unterhalt im Inland zu leisten?

5) Es gibt keine Möglichkeit für eine elternunabhängige Förderung, z.B. für folgende Fälle:

- wenn die Studierenden bei Beginn des Ausbildungsabschnitts bereits das 30. Lebensjahr vollendet haben (und ausnahmsweise trotz dieses Umstands gefördert werden),
- wenn die Studierenden bei Beginn des Ausbildungsabschnitts schon fünf Jahre erwerbstätig gewesen sind, nachdem sie das 18. Lebensjahr vollendet haben,

6) Diese Regelung fördert die emotionale Abhängigkeit der Student*innen gegenüber von den Eltern. Die freie Wahl von Studienfach und -Ort ist gefährdet.

7) Was passiert, wenn die Eltern nicht zahlen wollen? Welchen Betrag müssen Eltern bezahlen? Wie steht es um den Rechtsschutz der Studierenden gegenüber ihrer Eltern?

8) Die soziale Komponente des Gesetzes 6670 stellt lediglich einen Blick auf den Haushalt, nicht aber auf die sozio-ökonomische Realität des/der Studierenden selbst dar. (Verheiratete Studierende, Studierende mit Kind(ern), Studierende mit eigenem Vermögen etc.)

9) Viele Hürden stehen nicht dem Studium generell im Weg, sondern spezifischen, etwa kostenintensiveren, Studiengängen. Auch Faktoren wie Alter, ethnische Herkunft und Geschlecht stellen reale Hürden für den Zugang zu bestimmten Studiengängen dar.

Das Aktionskomitee hält fest

- 1) Es liegt keine Studie vor, die die real-existierenden Hürden für Studierende aufzeichnet. Die "Soziale Unterstützung" in der vorliegenden Form ist ein blinder Versuch soziale Gerechtigkeit zu fördern.
- 2) Das "Haushaltseinkommen aus Gehältern" als einziges soziales Kriterium bildet die sozio-ökonomische Realität der*des Studierende*n äußerst mangelhaft ab.
- 3) Bereits das Kriterium "Haushaltseinkommen aus Gehältern", so wie es im Gesetzestext 6670 vorgesehen wird, ist unzureichend um die wirklichen Reichtumsverhältnisse zu klären.
- 4) Es sind keinerlei Sonderregelungen für die Vielzahl von möglichen unkonventionellen Fällen vorgesehen.
- 5) Die Unabhängigkeit der Studierenden wird durch das Gesetz 6670 in Frage gestellt, sie werden als Teil eines Haushalts angesehen, von dem sie sich gegebenenfalls bereits emanzipiert haben.

Das Aktionskomitee schlägt vor

- 1) In Anbetracht der Tatsache, dass Minister Meisch nach eigenen Aussagen [1] für die Berechnung der "sozialen Unterstützung" kein bürokratisches Monster schaffen will, dieses aber schon allein im Falle der Umsetzung der "Sozialen Unterstützung" mit dem Kriterium Gehalt der Eltern unmittelbar bevorsteht,
- 2) In Anbetracht der Zielsetzung des Gesetzestextes 6670 ("il respecte la situation socio-économique de l'environnement dans lequel vit l'étudiant."), aus der der Wunsch einer sozial-gerechten Verteilung hervorgeht,
- 3) In Anbetracht der weitreichenden Kritik der CSL, die u.a. die Angaben bezüglich der Anzahl der Studierenden, die von diesem System begünstigt würden, des Ministeriums widerlegt,
- 4) In Anbetracht des Fehlens einer Impakt-Studie, die die real-existierenden sozio-ökonomischen Hürden der jetzigen und zukünftigen Studierenden aufzuzeichnen vermag,
- 5) In Anbetracht der Kritiken des Aktionskomitees,

den Gesetzestext 6670 im Sinne folgender Vorschläge zu modifizieren:

- 1) Der/Die Studierende ist als selbstständiges Individuum anzusehen, das ein Anrecht auf eine staatliche Studienbeihilfe hat, die seine/ihre Selbstständigkeit garantiert.
- 2) Der/Die Studierende kann zusätzlich zu dieser Grundsicherung eine "soziale Unterstützung" einfordern, die dann gewährt wird, wenn sozio-ökonomische Hürden eine zusätzliche Belastung des/der Studierenden beim Studienzugang oder auch Studienwahl darstellen.

3) Eine Studie ist anzufertigen um überhaupt erst feststellen zu können, welche sozio-ökonomischen Hürden es für die Studierenden mit Anspruch auf die Unterstützung des luxemburgischen Staates überhaupt gibt.

4) Wie von einer Vielzahl von Organisationen gefordert, soll die Anzahl der Kinder in einem Haushalt zusätzlich zum Einkommen eine Rolle bei der Berechnung der "Sozialen Unterstützung" spielen.

[1] In der Sendung "Face-a-Face", Chamber-TV, 28.04.2014

d) Kredit und Verschuldung

Analyse und offene Fragen

1) Die Höhe des im Gesetzestext 6670 vorgeschlagenen Kredites von 6.500€ im Jahr, wird in keinsten Weise begründet. Es ist also nicht nachvollziehbar, welche Kosten dieser Kredit decken soll, bzw. für wen Kosten, die nur mittels Kredit zu decken sind, anfallen werden.

2) Der Kredit ist keine direkte Unterstützung seitens des Staates, er wird als zusätzliche Einnahmequelle für Studenten je nach Zinssatz subventioniert.

- Da der Kredit zuzüglich der Zinsen zurückgezahlt werden muss, stellt er keine finanzielle Erleichterung, sondern eine finanzielle Belastung für Studierende dar.
- Der Kredit ist als eine von vielen alternativen Einnahmequellen zu sehen, auf die Studierende zurückgreifen müssen, falls die übrigen Beihilfen die Ausgaben nicht decken. Je nachdem, welche alternativen Einkommensquellen zu Verfügung stehen und je nach sozio-ökonomischen Hintergrund des*der Studierenden wird es überhaupt erst notwendig auf eine solche Finanzierung zurückzugreifen.
- Die Bedingungen und die Höhe des Kredits sowie die Modalitäten der Rückzahlung sind nicht sozial selektiv gestaltet. Bei ähnlichen Kreditvergaben, etwa in Großbritannien oder in Deutschland gibt es sozial-gestaffelte Möglichkeiten auf Krediterlass die sich u.a. auch dann einstellen, wenn ein Absolvent nach dem Studium keine Arbeit findet.
- Jede dieser alternativen Einnahmequellen (etwa auch ein Nebenjob/ein Arbeitsplatz, eine weitere private Verschuldung oder die Unterstützung durch Verwandte oder Freunde) schafft eine finanzielle und/oder emotionale Abhängigkeit. Konsequenzen dieser Abhängigkeit sind nicht nur die Beeinflussung der Wahl des Studienfachs oder Studienortes sondern auch nachgewiesenermaßen eine Reduktion der Studienleistung.[1]

- Schlussendlich wird der Studierende zu einem Investor in seine Zukunft, seine Finanzierung spielt sich zentral über einen eigenen Kreislauf ab. Der Staat und seine Aufgabe als Bildungsgarant entzieht sich diesem Kreislauf.

3) Da im Schnitt nach Einführung des Gesetzesprojekts mehr Studierende auf den Kredit angewiesen sein werden wird die Verschuldung der Studierenden zur Normalität.

- Einher geht eine deutliche psychische Belastung für Studierende sowohl während des Studiums wie auch bei der anschließenden Jobsuche. [2]
- Es gibt eine unterschiedliche Zielsetzung von den übrigen Leistungen der staatlichen Beihilfe und diesem Kreditsystem. Die Maximen der Reform des Beihilfesystems kommen hier nicht zum tragen, keine Veränderung ist vorgesehen.

4) Dem Kredit liegt die Logik zugrunde, dass ein Studium immer zu einem (besser bezahlten) Job führt. Dadurch wird der Studienabschluss an das Ergreifen eines Jobs gekoppelt

- In Anbetracht der hohen Jugendarbeitslosigkeit auch unter Akademikern ist diese Maßnahme eine schwere Belastung für Studierende.
- Durch diese Maßnahme werden insbesondere geisteswissenschaftliche, kreative und künstlerische Studiengänge, die keine mit anderen Studiengängen vergleichbare finanzielle Perspektive aufweisen können, weniger unterstützt. Durch die Finanzierung des Studiums über Schulden wird die Studienwahl stark beeinflusst.

5) Der unflexible und hohe Zinssatz wird der rezenten Zinsentwicklung nicht gerecht. Zur Zeit ist ein "normaler" Kredit bei einer Bank vergleichbar verzinst.

6) Das Kreditsystem ist insgesamt vor allem ein gutes Geschäft für Banken.

- Der Staat liefert Kunden und sorgt selbst mit für die Rückzahlung des Kredits durch eventuelle Ausgleichung von Zinsen.
- Der Staat schließt einen Vertrag mit bestimmten Kreditinstituten ab.

Das Aktionskomitee hält fest

1) Es liegt keine Studie für folgende wichtige Fragen vor:

- Welchen sozio-ökonomischen Hintergrund haben Studierende, die auf einen Kredit angewiesen sind
- Welche Konsequenz hat die Belastung durch Schulden für Studium und Arbeitssuche der Studierenden.
- Welchen Impakt hat die Notwendigkeit der Aufnahme eines Kredits auf die Wahl des Studienortes und -fachs.

2) Der Kredit fördert weder die Unabhängigkeit der Studierenden, noch wird er den realen Lebenskosten gerecht und eine soziale Selektivität wird auch nicht durch dieses Instrument erreicht. Dadurch ist diese Maßnahme nicht vereinbar mit der Zielsetzung des Gesetzes.

Das Aktionskomitee schlägt vor

- 1) In Anbetracht der Zielsetzung des Gesetzestextes 6670 ("Le système se veut équitable, il garantit l'indépendance de l'étudiant, il prend en compte les frais réels pour subvenir aux besoins de l'étudiant et il respecte la situation socio-économique de l'environnement dans lequel vit l'étudiant."),
- 2) In Anbetracht des Fehlens von Studien, die nötig wären um den Impact dieses Teils der Studienfinanzierung entschlüsseln zu können,
- 3) In Anbetracht der staatlichen Aufgabe das Recht auf ein Studium zu garantieren anstatt den Studierenden in Eigenverantwortung sein Studium bezahlen zu lassen,
- 4) In Anbetracht der Kritiken des Aktionskomitees und weiterer Organisationen,

den Gesetzestext 6670 im Sinne folgender Vorschläge zu modifizieren:

- 1) Eine Studie entsprechend der Analyse des Aktionskomitees durchführen zu lassen.
- 2) Den Kredit mindestens für diejenigen zu erhöhen, die wegen Abstrichen bei der Mobilitätsbeihilfe und/oder Sozialbeihilfe nur ein reduziertes Gesamtvolumen erreichen würden.
- 3) Kriterien schaffen, unter denen es teilweise oder vollständig zu einem Schuldenerlass kommt. Diese sind nach sozio-ökonomischen Faktoren zu gestalten.
- 4) Die Verzinsung des Darlehens sollte gesenkt oder bestenfalls komplett gestrichen werden.
- 5) Die direkten Hilfen sind gegenüber des Kredits deutlich zu erhöhen.

[1] http://ww2.sozialerhebung.at/Ergebnisse/PDF/Studierenden_Sozialerhebung_2011_BAND_2_Studierende.pdf

[2] <http://www.bildungsspiegel.de/bildungsnews/studium-fernstudium/1740-studium-auf-pump-zwei-von-drei-studenten-beenden-hochschule-mit-schuldenberg.html>

e) Weitere Kritik

Neben den Kritiken an den Pfeilern des von Minister Meisch angestrebten Beihilfesystems müssen bei der Überarbeitung noch weitere relevante Punkte beachtet werden.

1) Der Gesetzestext sieht keine Indexierung der Studienbeihilfen vor.

Das Aktionskomitee erachtet es als sinnvoll, die Studienbeihilfen zu indexieren damit die Höhe der Beihilfen auch zukünftig den realen Lebenshaltungskosten angepasst sind. Die fehlende Indexierung führte bereits in den letzten Jahren zu einer indirekten Senkung der Beihilfen. Die Studierendenorganisation UNEL schlägt die Kopplung an die Preisentwicklung der Eurozone vor.

2) Die Höhe der erstatteten Studiengebühren ist zu niedrig.

Bereits das Beihilfesystem von 2010 sah die Möglichkeit vor, dass Studierende anfallende Studiengebühren bis zu 3.700€ (bei einem Freibetrag von 100€) halb als Kredit halb als Beihilfe erstattet bekommen. Seit 2010 wurde die Höhe dieser Beihilfe nicht angepasst, obwohl es wesentliche Veränderungen gab. So wurden in England zwischenzeitlich Studiengebühren eingeführt, die diesen Rahmen weit übersteigen. Diese Beihilfe muss ständig den realen Studienbedingungen angepasst werden, Statistiken der OECD könnten als Grundlage dienen um eine regelmäßige Anpassung durchzuführen.

3) Die Härtefallregelung wird nicht ausreichend erläutert.

Sowohl das aktuelle System wie auch der Gesetzestext 6670 sehen eine Härtefallregelung vor. Allerdings werden diese Härtefälle nicht weiter spezifiziert, es ist unklar, wer auf diese zurückgreifen kann. Die Statistiken des Gesetzestextes selbst ergeben, dass bisher nicht einmal 15 Studierende pro Jahr von dieser Härtefallregelung profitieren konnten und die Ausgaben für Härtefälle nicht einmal in der offiziellen Finanzkalkulation erwähnt werden. Das Aktionskomitee schlägt deshalb vor die Kriterien neu und bedarfsorientiert zu definieren und aus Transparenzgründen direkt im Gesetzestext zu verankern.

4) Es gibt weder Prozedur noch Rechtssicherheit für Fälle in denen Eltern nicht für Studierende aufkommen wollen/können.

Das Gesetzesprojekt 6670 sieht vor, die Eltern der Studierenden in die Studienfinanzierung ihrer Kinder mit einzubinden. Allerdings sieht das Gesetz für diese Form der Unterstützung keinerlei Verfahren vor.

- So bleibt es etwa unklar bis zu welcher Höhe Studierende Unterstützung bei ihren Eltern einfordern können.
- Es gibt für Studierende kein Recht, die Summe einzufordern, die in ihrem spezifischen Fall nötig wäre.
- Es ist keine juristische Prozedur für die Fälle vorgesehen, in denen Studierende nur noch mit juristischen Mitteln vorgehen können, um die notwendige Unterstützung ihrer Eltern einzuklagen.
- Parallel zur Einführung des Gesetzes wäre zumindest eine Informationskampagne nötig, um Studierende auf ihre Rechte und Eltern auf Pflichten hinzuweisen.

Von alledem abgesehen, scheint es für das Aktionskomitee auch recht schwierig sich vorzustellen die eigenen Eltern vor Gericht zu nehmen, dies ist nur als absolut letzte Lösung zu sehen und wird niemals zur gängigen Praxis werden.

5) Anti-Cumul-Reglung sind nicht ausreichend spezifiziert.

Die neue "Anti-Cumul-Reglung" lässt viele Fragen offen, darauf haben u.a. Martine Hansen (CSV), die CSL und die CdM hingewiesen. Vorgesehen ist die Summe der im Ausland bezogenen Beihilfen von der Studienbeihilfe in Luxemburg abzuziehen. Hier ist eine Spezifizierung unbedingt notwendig.

Das Aktionskomitee möchte zusätzlich bemerken, dass es äußerst unplausibel erscheint, wenn Claude Meisch einerseits die Einführung weiterer Kriterien bei der "sozialen Beihilfe" mit dem Argument ablehnt, dass dies einen unüberschaubaren Papierkrieg und Bürokratieaufwand bedeuten würde und dann an dieser Stelle genau dieses Szenario tatsächlich herbeiführt. Wie kann zum Beispiel garantiert werden, dass das Zertifikat des Erhaltens von Beihilfen im Ausland rechtzeitig ausgestellt wird, um es mit dem ausgefüllten Antrag in Luxemburg abzugeben?

6) Unterschiede bei Kosten- und Zeitaufwendigkeit verschiedener Studiengänge werden nicht berücksichtigt.

Die Kosten des Studiums sind nicht nur von Miete und Lebenshaltungskosten der Studienstädte und von den Studiengebühren abhängig, sondern auch von den Mehrkosten die durch die Wahl des Studienfachs anfallen abhängig.

Einige Studiengänge erfordern den Kauf von teurem Lernmitteln (Bücher, Arbeitsutensilien, ...), Spitzenreiter in Sachen Mehrkosten ist dabei das Studienfach Zahnmedizin, für das in Deutschland Studierende im Schnitt 780 € jährlich zusätzlich für Lernmittel ausgeben. "Ebenfalls recht hohe Ausgaben haben noch Studierende der Bildenden Kunst (624 €/Jahr) und der (Innen-)Architektur (588 €/Jahr €). Am geringsten waren die Ausgaben bei Studierenden der Ernährungs- und Haushaltswissenschaften (216€/Ja hr)".[1]

Weitere Kostenfaktoren können mehrere Praktika sein, die es zu absolvieren gilt oder Ausgaben für Zusatzkurse (etwa für Repetitorien beim Fach Jura), die unumgänglich sind. Auf diesen Unterschied wird im Gesetzestext 6670 überhaupt nicht eingegangen. Auch gibt es wesentliche Unterschiede beim Zeitaufwand, der je nach Studiengang variiert.

Die Sozialerhebung des deutschen Studierendenwerks zeigt: "Der zeitliche Studienaufwand, steht mit dem studierten Fach in einem engen Zusammenhang. Erwartungsgemäß haben Studierende der Studiengattung Medizin, wozu die Fächer Human-, Zahn- und Veterinärmedizin gehören, mit wöchentlich 46 Stunden das umfangreichste studienbezogene Zeitbudget in einer typischen Semesterwoche [...] in Fächern der Studiengattung Sprach-/Kulturwissenschaften, in Pädagogik und in Sozialwissenschaften/Sozialwesen das

Studium mit einem unterdurchschnittlichen wöchentlichen Zeitaufwand absolviert wird (32, 31, bzw. 30 vs. 35 Stunden/Woche)."[1] Zu beachten sei auch die Tatsache, dass praktisch jeder Studiengang am Ende zeitintensiver ist als am Studienbeginn. Beide Faktoren, also studiengangspezifischer Kosten- und Zeitaufwand sind eng

verbunden mit den finanziellen Möglichkeiten des Studierenden. So bleibt bei einem zeitaufwendigeren Studium viel weniger Zeit für Erwerbstätigkeit. Kann der Studierende also nicht auf genügend Unterstützung seitens des Staats oder des Elternhauses zurückgreifen wird dadurch u.a. die Wahl des Studiengangs eingeschränkt, die Studienleistung geschwächt oder zumindest die Belastung der Studierenden wesentlich erhöht.

[1] http://www.sozialerhebung.de/download/20/soz20_hauptbericht_gesamt.pdf

7) Die Dauer der Studienunterstützung wird den Bedingungen der Studiengänge und der realen Studien- und Lebenssituation des Studierenden nicht gerecht.

Das "Modell Biltgen sah einen Unterstützungszeitraum für Bachelor-, Master- und Diplomstudien die Regelstudienzeit des Studiums zuzüglich eines Jahres vor. Der vorliegende Gesetzestext 6670 verkürzt den Unterstützungszeitraum für Masterstudien (nur noch Regelstudienzeit). Zu beachten ist, dass die "Regelstudienzeit" immer nur den kürzesten Zeitrahmen beschreibt, in dem ein Studium absolviert werden kann (auch "Mindeststudienzeit" genannt). Eine Studiendauer, die die Regelstudienzeit überschreitet kann auch aus qualitativer Hinsicht sinnvoll sein. Zudem gibt es viele Faktoren, die die Studiendauer beeinflussen.

- Für die reale Studiendauer derjenigen Studierenden einschätzen zu können, die zukünftig ein Recht auf die Studienbeihilfe des luxemburgischen Staats haben, fehlt wieder einmal die unbedingt notwendige Datenbasis.
- Die Bachelorstudiengänge, die quer durch Europa angeboten werden fassen ihre Programme in variierende Zeitrahmen. Die "Regelstudienzeit" existiert meist nur auf dem Papier, um die "Mindeststudienzeit" festzuhalten. So kann etwa ein Erasmusaustausch über ein Jahr von einer Uni als gleichwertig zu einem Semester anerkannt werden. Auch kann bei einigen Studiengängen das Überschreiten der Regelstudienzeit extrem sinnvoll sein, um sich für das Semesterprogramm, etwaige Praktika oder Austausche mehr Zeit zu geben. Voraussichtlich werden sich auch weit weniger Student*innen für einen Auslandsaufenthalt entscheiden, da dieser in fast allen Fällen die Studiendauer verlängert.[2]
- Minister Meisch argumentiert, ein Wechsel des Studiengangs sei ein sehr häufig auftretendes Phänomen. Grund ist auch der Mangel an Studienorientierungsangeboten. Dass Studierende sich während des Bachelorstudiums noch in der Wahl ihres Studienfachs unentschieden, innerhalb des Studienprogramms Fächer hinzu- bzw. abwählen oder ein angefangenes Studium als Basis zur Anmeldung für einen anderen Studienplatz mit höheren Zugangsvoraussetzungen nehmen, ist weit verbreitete Normalität. Im übrigen gilt dieses Phänomen, welches nichts über die Qualität der insgesamt absolvierten Studienleistung aussagt, auch für Studierende aus Masterstudiengängen. Das deutsche Studierendenwerk belegt sogar, dass Studienwechsel während des Masterstudiums häufiger vorkommen: "Master-Studierende haben anteilig genauso häufig wie andere Studierende den Studiengang gewechselt (jeweils 17 %). Allerdings gehören sie etwas häufiger zu jenen, die das Studium unterbrochen haben (11 % vs. 9 %). Deutlich häufiger hingegen kommen bei Master-

Studierenden Hochschulwechsel vor: Mit 34 % ist der Anteil der Hochschulwechsler(innen) unter ihnen fast dreimal so hoch wie unter den Studierenden der anderen Abschlussarten (12 %).“ [1]

- Überbrückungs- und Vorbereitungssemester sind Normalität. Ist etwa eine angemessene Vorbereitung auf eine PhD-Programm nicht parallel zum Masterstudium möglich, werden viele Student*innen auch seitens der Universitäten dazu angehalten die Studienzeit zu verlängern. Fangen Studierende im Sommersemester anstatt im Wintersemester mit dem Studium an, dauert das Studium spätestens beim Übergang zum weiterführenden Studium automatisch länger. Da oft nicht alle Kurse über das ganze Jahr angeboten werden sondern in eigenen Zyklen ablaufen, ist das Absolvieren des Studiums in der Regelstudienzeit auch von den Universitäten selbst nicht vorgesehen.
- Soziale Herkunft: Wieder fehlen die Studien. Vergleichsweise hält die Sozialerhebung des deutschen Studierendenwerks fest, dass "die Studenten mit niedriger sozialer Herkunft im Schnitt sehr viel länger als andere Studenten [brauchen]. Beträgt das Verhältnis der Studenten hoher sozialer Herkunft zu Studenten niedriger Herkunft 4:1 bis zum 13. Semester, so beträgt es ab dem 13. Semester nur noch 2:1. Hieraus folgt, dass Studenten niedriger sozialer Herkunft von den oftmals zu diesem Zeitpunkt fälligen Langzeitstudiengebühren überproportional betroffen sind".
- Natürlich ist die Studiendauer auch abhängig davon, ob die Studierenden zur Finanzierung ihrer Lebenshaltungskosten einen Job parallel zum Studium annehmen müssen. Durch die Kürzungen des vorliegenden Gesetzestextes werden voraussichtlich wesentlich mehr Studierende mehr Arbeitszeit zusätzlich zum Studium einplanen müssen und deshalb auch länger für das Studium brauchen.
- Für Studierende im Teilzeitstudium oder Dualstudium sowie für Studienunterbrecher*innen ist keine besondere Regelung vorgesehen. Ebenso gibt es keine Sonderregelung für Menschen mit einer gesundheitlichen Beeinträchtigung.

Im Allgemeinen ist das Aktionskomitee der Meinung, dass zeitlicher Druck niemals die Qualität des Studiums steigert. Das vorliegende Gesetzesprojekt wird voraussichtlich durch die allgemeine Kürzung der Beihilfen für viele Studierende auch eine längere Studiendauer mit sich ziehen. Gleichzeitig die Dauer der Unterstützung für Masterstudent*innen zu kürzen ist schlicht unverantwortlich.

[1] http://www.bmbf.de/pubRD/20_Sozialerhebung.pdf

[2] http://www.sozialerhebung.de/download/20/soz20_hauptbericht_gesamt.pdf

8) *Es ist keine Übergangsphase vom "System Biltgen" zum "System 6670" geplant.* Das Gesetz 6670 soll bereits zum kommenden Wintersemester vollständig in Kraft treten, ohne dass eine Übergangsphase vorgesehen ist. Das Aktionskomitee weist auf Probleme hin, die dadurch entstehen werden.

- Viele Studierende haben ihr Studium im Glauben geplant, über ihre gesamte Studiendauer auf den Betrag zählen zu können, den das "System Biltgen"

vorgesehen hatte. Für einige Studierende bedeutet die Reform den plötzlichen Verlust von 4500€/Jahr. Wegen hohen Einschreibegebühren, hohen Materialkosten, hohen Miet- und Lebenshaltungskosten, die nun nicht mehr gedeckt werden können, werden einige Studierende ihr Studium abbrechen müssen.

- Welches Gesetz gilt für diejenigen, die sich bereits mitten im Studium befinden? Beispiel: Da das geplante System eine andere Unterstützungsdauer für Masterstudent*innen vorsieht, ist unklar ob Studierende, die im kommenden Wintersemester ihr fünftes Masterstudiensemester beginnen ein Recht auf Unterstützung haben.

9) Beihilfedauer: Neustart nach Studienabbruch?

Das Gesetzesprojekt sieht keine spezifische Maßnahme für diejenigen vor, die nach einem (vielleicht bereits mehrere Jahre zurückliegenden) Studienabbruch erneut ein Studium anfangen möchten. Zumindest müsste deutlich werden, dass diesen Studienabbrecher*innen zu einem späteren Zeitpunkt wiederum die vollständige Beihilfedauer gewährt wird. Immerhin sind Studienabbrüche oft Härtefällen geschuldet, bzw. von Studierenden nicht zwangsläufig selbst verschuldet (Beispiel: Auflösung des Studiengangs).

10) Die Freibeträge für eigene Einkünfte müssen erhöht werden.

Studierende welche ein "zu hohes" Nebeneinkünfte, etwa durch Erwerbstätigkeit haben, darunter ev. auch Einkommen aus (Pflicht-)Praktika, verlieren das Anrecht auf einen Teil der Studienbeihilfen. Viele Fragen bleiben offen: Wird das Einkommen des Studierenden zum Gesamteinkommen des Haushalts gezählt? Hat das Einkommen eines Studierenden einen Impact auf die "Soziale Unterstützung" der Geschwister?

Das Aktionskomitee kritisiert den Fakt scharf, dass durch das vorliegende Gesetz einerseits vielen Studierenden weniger Mittel gestellt bekommen, andererseits der Freibetrag für eigene Einkünfte nicht erhöht wird. So ist es für Studierende nicht möglich, den Verlust, den diese Reform mit sich zieht, selbst auszugleichen. Auch für Teilzeitstudierende ist keine besondere Regelung vorgesehen. (Es sei noch einmal darauf hingewiesen, dass das Aktionskomitee die Notwendigkeit einer Erwerbstätigkeit, die parallel zum Studium erfolgt als extreme Belastung scharf kritisiert.)

*11) Das Gesetzesprojekt 6670 hat einen wesentlichen Impact auf die finanzielle Situation von Doktoranden, PhD-Studierende und Forscher*innen.*

Das Aktionskomitee weist darauf hin, dass die Reform der Studienbeihilfe auch einen wesentlichen Impact auf die finanzielle Situation von Doktoranden, PhD-Studenten und Forscher*innen hat, die zur Zeit auch ein Recht auf die Studienbeihilfe haben. Das Gesetzesprojekt muss entweder wesentlich detaillierter auf die Situation von diesen Fällen eingehen, oder eine komplett neue Form der Unterstützung müsste hier geschaffen werden, so dass Studienbeihilfe und Postgraduierten-Unterstützung getrennt voneinander funktionieren.

- Die Studienkosten und Lebenshaltungskosten erhöhen sich für Studierende in den PhD-Programmen, da u.a. oft Krankenkassenbeiträge und Versicherungen selbst

bezahlt und junge, hochqualifizierte Forscher*innen nach einer langen Studienzeit in einer Lebensphase angekommen sind, in der sie an die Gründung einer Familie denken.

- Die Verschuldung derjenigen, die etwa nach ihrem Masterstudium ein PhD-Programm starten, ist zu diesem Zeitpunkt bereits sehr hoch, eine noch höhere Verschuldung ist nicht mehr zumutbar.
- Quer durch Europa werden Postgraduiertenstudierende von Universitäten zu sehr unterschiedlichen Tarifen bezahlt, finanzieren sich über Stipendien oder schreiben ihre Doktorarbeit parallel zu einer Erwerbstätigkeit. Es gibt eine Vielzahl von spezifischen Fällen, für die das Gesetzesprojekt 6670 keine Sonderregelung vorsieht.
- Die Mobilitätsbeihilfe, die Studierende, mit Elternhaus in Luxemburg praktisch als "Daheim wohnende" klassiert, wird im Fall von Forscher*innen der Uni.lu besonders absurd.
- Das Gesetz sieht keine Beihilfedauer für ein Postgraduiertenstudium vor.
- Die Kürzung der Studienbeihilfe wird die Situation für Forscher*innen an der Uni.lu verschlechtern. Da parallel zum Gesetzestext 6670 Einsparungen in der Budgetplanung der Uni.lu vorgesehen sind, ist davon auszugehen, dass die Uni.lu diese Gehaltslücken nicht selbst ausgleichen wird. Verhandlungen zwischen Regierung und Forscher*innen der Uni.lu sind dringend notwendig.

Luxemburg zählt zu den Unterzeichnern eine EU-Charta [1] zur fairen Bezahlung von Forscher*innen. In diesem Zusammenhang muss auch die faire Unterstützung für PhD-Studierende, bestenfalls durch Sonderregelungen bei der Studienbeihilfe finanziert werden.

[1] <http://ec.europa.eu/euraxess/index.cfm/rights/index>

12) Die Umsetzung des Gesetzesprojekt zieht einen extremen Bürokratieaufwand mit sich.

Gegen einige Vorschläge zum Beispiel die sozialen Kriterien auszuweiten, wird oft das Argument des zu sehr wachsenden administrativen Bearbeitungsaufwandes gebracht. Doch schon mit dem vorliegenden Vorschlag von Minister Meisch wird der Aufwand zur Prüfung der Nachweise jedes Einzelnen sich vergrößern. Besonders die Bearbeitung der Formulare, die den "Anti-Cumul" sicherstellen sollen, sowie Prozeduren, die nötig sein werden um mit den vielen absehbaren Härtefällen umzugehen. Dem muss also eine personelle Aufstockung im Cedies entgegen gesetzt werden, deren Ausmaß noch nicht ersichtlich ist.

13) Eine erhebliche Aufklärungs- und Informationsarbeit ist von Seiten des Ministeriums nötig.

Zum Gesetzestext 6670, aber auch schon davor, werden Informationen zum System der Studienbeihilfen sehr knapp gehalten oder nicht gut verbreitet. Das Aktionskomitee wünscht sich, dass das Ministerium eine bessere Aufklärungs- und Informationsarbeit leisten würde.

Zum Beispiel sind in der Broschüre des CEDIES [1], welche (zukünftige) Studierende über

die Studienbeihilfen informieren soll, keinerlei Informationen zu der Härtefallregelung oder zu dem Fall wenn Studierende zusätzliche Kosten durch ihr Studienfach haben (z.B. Zahnmedizin) eine extra Beihilfe anfragen können [2] zu finden. Aus dem Gesetzestext 6670 geht jedenfalls nicht hervor welche die zu erfüllenden Kriterien zum Erhalt dieser zusätzlichen Beihilfen sind. Das Ministerium sieht in der Nichtinformation wahrscheinlich eine Einsparung, da Studierende keine Anfragen stellen wenn sie nicht wissen, dass dies ihnen zusteht. Das Aktionskomitee ist der Meinung, dass falls das Gesetzesprojekt 6670 mit den bisher geplanten Einsparungen durchgesetzt wird, das Ministerium den Studierenden genau diese Informationen schuldig ist.

[1] http://www.cedies.public.lu/fr/actualites/2013/08/cedies_aide-fin-web-de-reader.pdf

[2] Video ab 05:00 <http://radio.rtl.lu/emissionen/dir-hutt-d-wuert/207635.html>

14) Die Neuregelung für "anerkannte Studien" ist problematisch.

Das „System Biltgen“ sah eine Unterstützung für alle Studierenden vor, die an Universitäten oder Hochschulen studierten, welche von staatlicher Unterstützung profitieren. Weitere Details über die Kriterien, die eine Universität, bzw. eine Hochschule zu erfüllen hatten, wurden nicht genannt. Der Gesetzestext 6670 sieht hier nun erstmals eine feste Regelung vor: „Le programme d'enseignement supérieur et le cycle d'études doivent être reconnus par l'autorité compétente du pays où se déroulent les études comme relevant de son système d'enseignement supérieur.“

Dieser Aspekt des neuen Gesetzes wirft einige Fragen auf:

- Werden durch diese Spezifizierung Beihilfen für Studierende gestrichen, die bisher unterstützt wurden? Ist eine Übergangsregel vorgesehen?
- Einige Hochschulen werden zwar nicht vom eigenen Land als gleichwertig mit eigenen Universitäten anerkannt, gelten jedoch international als reguläres Studium. (Dies trifft für viele Kunsthochschulen aber zB. auch Pilotenschulen zu). Teilweise berechtigt so ein "nicht anerkanntes" Studium ein weiterführendes Studium.
- Auszubildende aus Luxemburg haben eventuell das Anrecht auf die Studienbeihilfen zur Absolvierung einer Ausbildung im Ausland. Hier ist allerdings nicht die Anerkennung durch die jeweilige nationale Behörde ausschlaggebend, sondern eine Liste, die der luxemburgische Staat zusammenstellt. Diese Prozedur steht nun im Widerspruch zur Regelung, die das Gesetzesprojekt 6670 vorsieht. Wer entscheidet denn nun: der luxemburgische Staat oder die nationale Behörde im Land des Studien/Ausbildungsplatzes?
- Die vorgesehene Regelung wird dazu führen, dass an Studienverlauf und Abschluss gleichwertige Studiengänge abhängig vom Studienland finanziert werden. Die luxemburgische Studienbeihilfe wird so nicht abhängig vom Studium an sich, sondern vom Land in dem das Studium stattfindet.

Das Aktionskomitee ist der Meinung, dass eine einfachere und transparentere Prozedur über eine öffentliche Liste mit von der luxemburgischen Regierung anerkannten Abschlüssen zu erreichen ist, anstatt jeweils nationale Regelungen in Betracht zu ziehen und dabei eventuell eine Diskriminierung der Wahl des Studienlandes in Kauf zu nehmen.

*15) Einschränkung für Grenzgänger*innen durch Arbeitsdauer von min. 5 Jahren.*

Für Kinder von Grenzgänger*innen gibt es eine weitere diskriminierende Klausel. Die Eltern dieser Studierenden müssten zum Zeitpunkt der Beihilfenanfrage während min. 5 der letzten 7 Jahre in Luxemburg gearbeitet haben.

Grenzgänger*innen sind aber nicht erst ab 5 Jahren Steuerzahler*innen und haben somit ein Recht auf soziale Leistungen von Anfang an. Dieser Umstand wurde auch schon vom LCGB kritisiert. [1]

[1] <http://lrgb.lu/de/2014/03/04/reforme-loi-les-aides-financieres-etudes-superieures-reforme-va-provoquer-deterioration-situation-etudiants-familles/>

3) ÖFFENTLICHE DEBATTE

Die folgenden Abschnitte wurden mit der Absicht verfasst ein Bild von der aktuellen öffentlichen Debatte aufzuzeichnen. Das Gesetz 6670 wird neben dem tatsächlichen auch einen großen symbolischen Impact haben. Spätestens seit dem Streik am 25ten April und der seither nicht mehr abreißen wollenden medialen Aufmerksamkeit ist klar, dass es hier um weitaus mehr geht als um eine technische Verhandlung über Paragraphen.

a) Kritik einzelner Organisationen

Der Widerstand gegen das vorliegende Gesetz ist groß und kommt aus vielen verschiedenen Richtungen. Neben Studierendenverbänden, Parteien und Jugendpartei-Organisationen, praktisch allen Gewerkschaften des Landes und Künstler*innenkollektiven sind auch Schüler*innenkomitees, Jugendverbände (u.a. der Dachverband der luxemburgischen Jugendvereine) und viele Einzelpersonen aktiv. Direkt Betroffene, d.h. Schüler*innen, Student*innen und Eltern sowie Absolvent*innen und Sympathisanten.

Beim Betrachten der einzelnen Statements der Organisationen wird deutlich, dass die Forderungen des Aktionskomitees im Kreise der Kritiker durchaus konsensfähig sein könnten.

- ACEL: <http://acel.lu/media/communique-02-04-14.pdf>
- CSL: <http://www.csl.lu/component/rubberdoc/doc/2215/raw>
- OGBL: <http://www.ogbl.lu/de/blog/bourses-detudes-logbl-est-solidaire-avec-les-eleves-et-etudiants/#sthash.R50DhtF7.dpuf>
- SEW: <http://www.sew.lu/cgi-bin/apps/base?com=0123410121&item=0-5041-3628-3&base=dossiers&page=1>
- LCGB: <http://lcgb.lu/de/2014/03/04/reforme-loi-les-aides-financieres-etudes-superieures-reforme-va-provoquer-deterioration-situation-etudiants-familles/>
- SNE CGFP: <http://www.sne.lu/documents/cgfpcometud.pdf>
- Déi Lénk: <http://www.dei-lenk.lu/de/studienbeihilfen-back-to-hotel-mama/>
- Piratepartei <http://piratepartei.lu/?p=3927>
- Déi jonk Gréng: <http://www.jonkgreng.org/generationsgerechte-studienbeihilfen-sozial-kriterien-fordern/>
- Chambre des Métiers: <http://www.cdm.lu/download/4038/aide-financiere-de-l-etat-pour-etudes-superieures.pdf>
- Chambre de Commerce: http://www.cc.lu/uploads/tx_userccavis/4233CCH_PL_Aides_financieres_etudes_30_04_2014.pdf

b) Rhetorik und öffentlicher Diskurs der Regierung

Die Regierung setzt bei Präsentation und Verteidigung des Gesetzestextes auf eine ganz bestimmte Rhetorik, die nicht nur zu kurz greift sondern auch Ressentiments schürt. Es wird versucht die Diskussion zu entschärfen und zu pauschalisieren. Das Aktionskomitee möchte betonen, dass die Art-und-Weise wie die öffentliche Diskussion stattfindet ein sehr wichtiger Teil der Auseinandersetzungen um das Studienbeihilfensystem ist und dass anhand einer Regierungsdiskursanalyse bereits deutlich wird, dass zumindest Minister Meisch darauf setzt, eine inhaltliche Diskussion zu vermeiden.

- Die Notwendigkeit zu sparen wird in den Vordergrund des Diskurses gestellt.[1] Dadurch wird aus der Diskussion um ein gerechtes Studienbeihilfensystem eine Diskussion um Sparmöglichkeiten der Regierung. Das Aktionskomitee versucht im Zuge dessen immer wieder, die Diskussion zum eigentlichen Thema zurückzuführen. Gelingt dies nicht, wird versucht zumindest darauf hinzuweisen, dass die Investition in Bildung sich auch für den Staat langfristig finanziell rechnet.
- Pauschale Vergleiche mit anderen Ländern werden von der Regierung herangezogen um Kritik an niedrigen Beihilfen als "Luxusproblem" abzustempeln. Diese Vergleiche sind oft nicht nur verkürzt oder falsch, sie setzen die Länder in Konkurrenz zueinander unter dem Motto: das schlechteste System gewinnt. Ziel dieser Vergleiche ist es auch, den Studierenden moralisch das Recht abzuspochen, für ein gutes Beihilfensystem zu kämpfen. Das Aktionskomitee macht klar, und der rege Austausch mit anderen europäischen Studierendenorganisationen verdeutlicht dies, dass der Protest in Luxemburg auch ein Zeichen für ganz Europa sein soll, dass in die Jugend investiert, anstatt bei der Jugend gespart werden soll.
- Das Bild der "verwöhnten Studierenden" wird bedient. Claude Meisch hält den Studierenden fälschlicherweise gerne die Selbstverständlichkeit vor, neben dem Studium einer Erwerbstätigkeit nachzukommen.[2] Diese Art des Diskurses projiziert nicht nur einen Generationenkonflikt herauf, er karikiert auch die realen Lebensbedingungen der Studierenden, denen ja immerhin für ihre Fulltime-Uniarbeit Geldmittel gewährt werden, mit denen sie in Luxemburg unter der Armutsgrenze liegen. Auch ignoriert Claude Meisch die prekären Arbeitsverhältnisse, in die sich Studierende vielerorts begeben um sich finanziell über Wasser zu halten. Eine komplette Realitätsferne tritt dann hervor, wenn Claude Meisch seinen eigenen Studienverlauf als Beispiel heranzieht.[3] Das Aktionskomitee versucht diese Neiddebatte zu entschärfen und weist immer wieder darauf hin, dass eine Erwerbstätigkeit 1) bereits von vielen Studierenden geleistet wird, 2) immer einen negativen Impact auf die Studienleistung hat und 3) eine psychische Belastung darstellt.
- Leider beinhaltet die öffentliche Diskussion auch fremdenfeindliche Momente, die zumindest indirekt von der Regierung genährt werden [4]. Ursprung für Ressentiments ist der immer wiederkehrende Hinweis auf das Gerichtsurteil des EuGH, welches die Diskriminierung von Grenzgänger*innen zu beenden suchte. Das Aktionskomitee stellt die paneuropäische Solidarität in den Vordergrund und

setzt sich bewusst auch stark für die Rechte der Grenzgänger*innen ein. Wünschenswert wäre das Signal der Politik, dass es kein Nachteil, sondern eine Selbstverständlichkeit ist ein System zu schaffen, das auch den Kindern von Grenzgänger*innen die nötigen Mittel zur Verfügung stellt.

[1] "Wir sind über Details diskussionsbereit - innerhalb des Koalitionsabkommens und der budgetären Zwänge." <http://www.gouvernement.lu/3680444/26-meisch-tageblatt>

[2] "Darüberhinaus sei es keine Unehre, wenn sich die Studierenden mit Nebenjobs ein kleines Zubrot hinzuverdienen" <http://www.wort.lu/de/view/studienbeihilfen-der-teufel-steckt-im-detail-5314918de4b0b50317ab0017>

[3] <http://www.gouvernement.lu/3572305/17-meisch-rtl?context=3422950>

[4] RTL: "Wat seet den Educationminister zur Kritik dat op Käschten vun de Studente gespuert gett?" - Claude Meisch: "D'Zuel vun den Notznéisser vun eise Boursen dermoossen an d'Luucht gaangen ass, well d'Kanner vun den Frontalieren lo drenner falen an de Budget vun 88 Mio op 178 Mio riskeiert huet heichzeklammen [...]" <http://replayaudio.newmedia.lu/2014/04/15/5f94bf66e5b0e03142749f7266fb9a68.mp3>

c) Rhetorik unter Studierenden und Schüler*innen

Neben der allgemeinen, öffentlichen Debatte ist die angekündigte Reform natürlich Gegenstand vieler Diskussionen in Studierendenkreisen.

- Schuld- und Schamgefühle dominieren des Öfteren den Umgang mit diesem Thema. Die Studierenden sind sich bewusst, dass sie gegenüber ihren europäischen Kolleg*innen (mit Ausnahme von Studierenden aus skandinavischen Ländern) oft weniger große finanzielle Sorgen haben. Diese Schuldgefühle sind jedoch eher emotional verankert, denn klar ist, dass die im Gesetzestext 6670 geplanten Kürzungen den Kommiliton*innen natürlich nicht helfen. Das Aktionskomitee ist deshalb bemüht darauf hinzuweisen, dass der Kampf um ein faires, bedarfsorientiertes Studienbeihilfensystem in Luxemburg gleichzeitig auch ein europaweites Signal ist.
- Die Beihilfe wird von einigen Studierenden generell nicht als "Recht", sondern als "Geschenk", bzw. als "Gabe" verstanden. Das Aktionskomitee setzt sich dafür ein, dass bei den Studierenden ein gesundes Verständnis von einem modernen Sozialstaat aufkommt und Studierende staatliche Beihilfen nicht als Almosen sondern als gezielte Investition verstehen.
- Immer weiter verbreitet sich die indirekte oder direkte Diskriminierung von Student*innen. Ein Herabschauen auf diejenigen, die "nur" in Luxemburg studieren macht sich breit. Dazu gehört die Vorstellung, dass die Student*innen der Uni.lu weitaus niedrigere Lebenshaltungskosten hätten. Das allgemeine Herabschauen wird durch das Gesetzesprojekt 6670 institutionalisiert, da hier "in Luxemburg studieren" mit "Zuhause wohnen" gleichgesetzt wird. Das Aktionskomitee versucht gegen diese Vorstellung vorzugehen, indem darauf hingewiesen wird, dass es keine Studie über die sozio-ökonomischen Hintergründe oder die Studiensituation der Uni.lu-Student*innen gibt.

Die aufgeführten Aspekte des Diskurses unter Student*innen weisen darauf hin, dass das Gesetzesprojekt 6670 einerseits, wie Austeritätspolitik im allgemeinen tut, ein Klima des

Neids heraufbeschwören kann. Das Aktionskomitee versucht diesem entgegenzuwirken, in dem es die Solidarität der jungen Generation untereinander durch den gemeinsamen Kampf gegen diese Sparpolitik vorantreibt.

d) Vorgehen des Aktionskomitees

In der Auseinandersetzung um den Gesetzestext 6670 kommen dem Aktionskomitee eine Vielzahl an Aufgaben zu. Ziel der Gründung war es, Kräfte zu bündeln (was auch angesichts der Belastung jedes der Mitglieder notwendig war) und den Protest zu institutionalisieren. Nur ein breites Bündnis konnte selbst die anfallende Öffentlichkeits- und Informationsarbeit leisten, die medialen Auftritte koordinieren auch bei Forderungen zur Verhandlungsform in die Offensive gehen. Das Aktionskomitee versucht zu vermeiden, dass der Protest bereits durch die Federführung der Regierung bei Verhandlungen wie auch bei der Außendarstellung des Verhandlungsprozesses marginalisiert zu werden.

- Das Aktionskomitee ist basisdemokratisch organisiert, alle Mitglieder engagieren sich unentgeltlich und in ihrer Freizeit. Das Aktionskomitee versucht, soweit es die eigenen Mittel und die Zeit erlaubt, gezielt Mitglieder aus verschiedenen Milieus und mit verschiedenen Hintergründen zu integrieren. Schüler*innen, Studierende, PhDler*innen sowie Auszubildende, arbeitslose Absolventen sowie angestellte Forscher*innen sind aktiv.
- Die Protestbewegung versucht einen positiven Diskurs um den Gesetzestext 6670 zu führen. Konstruktive Kritik wird mit symbolischen Elementen des Widerstands verbunden, die den "Kampf für eigene Rechte" anstatt dem "Kampf gegen den Minister/ die Regierung" transportieren sollen.
- Das Aktionskomitee setzt bewusst auf eine hohe Präsenz im Internet, u.a. um die Studierenden einzubinden, die sich ja bekanntlich quer durch Europa in unterschiedlichen Städten aufhalten.
- Die Organisation eines Schüler*innen- und Studierendenstreiks diente einerseits der Aufklärung und Mobilisierung derjenigen, die im Vorfeld noch nicht erreicht werden konnten. Zudem wurde hier ein Mittel geschaffen, dem Protest von den Betroffenen Ausdruck verleihen zu können und alle Protestierenden die Chance zu geben sich zu solidarisieren, selbst aktiv zu werden und ein Zeichen zu setzen. Durch die Kundgebung von 17.000 Studierenden rückte die Diskussion um die Studienbeihilfen auch in den Fokus der Medien und der Öffentlichkeit. Das Aktionskomitee stellte in mehreren Pressemitteilungen nach dem Streik klar, dass die Verhandlungen zwischen Protestierenden und Regierung nun wesentlich transparenter werden müssten um dem berechtigten Interesse von Betroffenen und der Öffentlichkeit gerecht zu werden.
- Ein weiteres Zeichen setzten die Protestierenden mit einer 5857 mal unterzeichneten Petition, die sich mit drei sachlichen Forderungen an die politischen Entscheidungsträger wandte. Die Petition wurde am 10. Mai eingereicht.

- Das Aktionskomitee ist der Überzeugung, dass ehrlicher, öffentlicher Dialog, Demokratie und Transparenz in der Politik nicht nur leere Floskeln aus Wahlkampfzeiten sein dürfen. Die Regierung steht also in der Verantwortung die Diskussionen und auch die eigenen Verhandlungsstandpunkte öffentlich zu machen.

e) Tatsächliche Vorgehensweise der Regierung

Jenseits des Diskurses der Regierung stehen die Schritte die auf dem institutionalisierten Weg bereits gegangen worden sind.

- Viele Organisationen, die dem Aktionskomitee angehören, blicken ernüchtert auf die Treffen im Bildungsministerium zurück, die vor der Einbringung des Gesetzestextes stattfanden (Beispiel LCGB: [1]). Es scheint, dass die so im Vorfeld gebrachten Einwände bei der Ausarbeitung des Gesetzestextes gänzlich ignoriert wurden. Einzige Konsequenz der bisherigen Treffen ist die Möglichkeit des Bildungsministers behaupten zu können, man habe bereits verhandelt. Dies suggeriert der Öffentlichkeit natürlich eine Verhandlungsbereitschaft, die nie existierte.
- Bereits mit der Zustimmung zum Haushaltsplan 2014 legitimierte die Regierung indirekt das Gesetzesprojekt 6670. Die Summe der Einsparungen wurde darin bereits beschlossen. Zwar könnten die Ausgaben schlussendlich natürlich doch noch steigen, ein Signal der Regierungsfractionen war die Abstimmung über den Haushalt dennoch.
- Die Reaktion seitens der Regierung auf den Streik ist sehr zurückhaltend. Minister Meisch spricht öffentlich nicht über Zugeständnisse und verschanzt sich hinter seinem Angebot, Vertreter des Aktionskomitees gerne hinter verschlossenen Türen empfangen zu wollen. Somit versucht die Regierung, einer zu breiten Debatte aus dem Weg zu gehen und wiederum suggerieren zu können, man hätte mit den Studierenden verhandelt ohne ein Verhandlungsergebnis vorweisen zu müssen.
- In mehreren Fällen konnte das Aktionskomitee dem Bildungsminister bereits Unehrlichkeit vorhalten, etwa bei der von Marc Hansen im Parlament voreilig bestätigten Bereitschaft des Aktionskomitee sich mit Minister Meisch hinter verschlossenen Türen treffen zu wollen oder auch über Aussagen des Bildungsministers gegenüber RTL, er wüsste Nichts über Forderungen des Aktionskomitees [2], wobei er ebendiese Forderungen am Tag des Streikes gegenüber dem Radiosender 100komma7 noch ausführlich kritisierte [3].

[1] <http://lcgb.lu/fr/2014/05/09/dossier-bourses-detudes-gouvernement-reste-intransigeant-compte-continuer-faire-economies-dos-etudiants/>

[2] <http://replayaudio.newmedia.lu/2014/05/07/9fc5075762313408c62b4599113f5936.mp3>

[3] <http://www.100komma7.lu/emissions/wp-content/uploads/2014-04-25-sk-PB07-Claude-MEISCH-Streik.mp3>

4) VERHANDLUNGSPPOSITIONEN UND KONSENSVORSCHLÄGE

a) Gemeinsame "Minimalforderungen"

Aus den vorliegenden Kritikpunkten ergeben sich einige Forderungen, deren Durchsetzung das Aktionskomitee einerseits als Kompromiss-Angebot an die Regierung sieht, andererseits als minimale Verbesserungsansätze, um denen vom Gesetz selbst definierten Zielen gerecht werden zu können. Hauptsächlich mit folgendem Forderungskatalog möchte sich das Aktionskomitee an die Gesetzgeber*innen wenden:

- Ausarbeitung einer **Studie** welche die realen Lebenshaltungskosten, die sozio-ökonomische Realität der Studierenden, die Studienbedingungen und den Impact der vorherigen Reform ermitteln sollte.
- Die **Basisunterstützung** deutlich erhöhen um somit die Autonomie der Studierenden zu garantieren und eine erhebliche Verschlechterung gegenüber 2010 zu verhindern. Die genaue Höhe der Basisunterstützung sollte sich an der Höhe des Kindergelds orientieren und hängt von der Umsetzung der anderen Forderungen ab.
- Die **Mobilitätszulage** nicht an das Verlassen des Heimatlandes koppeln. Um die Autonomie zu fördern und Diskriminierung zu verhindern, sollte dieser Teil der Beihilfe alleine an das Zahlen von Miete gebunden sein.
- Die **soziale Unterstützung** muss ein Zusatz sein, der nach anderen Kriterien vergeben werden muss, wie denen, die das Gesetz 6670 zur Zeit vorsieht. Zumindest müsste die Anzahl der Kinder einbezogen und das Einkommenskriterium auf Basis einer Impactstudie überarbeitet werden.
- Der **Kredit** sollte um den jeweils nicht erhaltenen Teil der sozialen Unterstützung, erhöht werden können. Die Höhe des Zinssatzes sollte unter dem z.Z. marktüblichen Zinssatz von 2 % liegen. Die Rückzahlungsmodalitäten des Kredites sollten nach sozialen Kriterien überarbeitet werden.
- **Dauer der Unterstützung** auch für Masterprogramme über Regelstudienzeit + ein Jahr
- Die **Härtefallzulage** ("situation grave et exceptionnelle") muss klar definiert werden. Hier wäre eine nicht ausschließliche Liste von Kriterien und Situationen denkbar.
- Alle Beträge der Studienbeihilfe **indexieren** und regelmäßig an die Inflation anpassen.
- Für die Behörde CEDIES muss eine geeignete **personelle Ausstattung** garantiert werden, damit die im Gesetz vorgesehenen Fristen auch eingehalten werden können.
- Bedarfsgerechte **Unterstützung von PhD-Studierenden** garantieren.

b) Notwendigkeit eines komplett anderen Systems?

In letzter Konsequenz stellen die Kritiken des Aktionskomitee (sowie übrigens auch die Analyse des CSL) die Notwendigkeit dar, noch einmal grundsätzliche Überlegungen über Ziel- und Umsetzung des Beihilfesystems zu diskutieren. Zentraler Mangel ist dabei nicht so sehr die Unterteilung in einzelne Beihilfe-Säulen oder die Zielsetzung des Gesetzestextes, sondern vielmehr die Umsetzung und das komplette Fehlen von unbedingt notwendigen Studien. Der Gesetzestext schafft also ein System, das eine Antwort auf einzelne Kostenaspekte des Studienlebens darstellen soll, ohne dass der "Bedarf" der Studierenden oder deren sozio-ökonomische Realität untersucht wurde.

Die Idee der Aufteilung in Basis-, Mobilitäts- und Sozialbeihilfe wurde von Anfang an von diversen Organisationen, etwa der UNEL, der ACEL oder auch des LCGB durchaus begrüßt. Die eklatanten Mängel in der Umsetzung dieser Idee müssen trotzdem nicht zwangsläufig zu ihrer Beerdigung führen.

Das Aktionskomitee fordert deshalb zwar eine komplette Überarbeitung des Gesetzestextes, nicht aber unbedingt ein völlig anderes System. Sollten sich allerdings die Verhandlungen verhaken, oder sich herausstellen, dass beispielsweise durch die Umsetzung einer Beihilfe, die wirklich die "sozialen Kriterien" miteinbezieht, ein Bürokratiemonster entstehen würde, muss die Option bestehen bleiben, weiter von der aktuellen Idee abzuweichen.

c) Konsensmöglichkeiten und Verhandlungspositionen der Regierung

"Ech hätt gären, dat jiddwereen deen well studéiere goen, dee kann studéieren goen, dat de kann studéiere goen, dat en déi Moyenen huet wann en doheem net gehollef kritt dat en dann vum Staat ënnert d'Äerm gegraff kritt iwwert d'Form vun enger Bourse, iwwert d'Form vun engem Prêt, dat muss och déi nei Regelung leeschten, an dorunner hätt ech och gären dat se gemooss gëtt." (Claude Meisch 24.04.14 - 100komma7) [1]

Die Abänderung des Gesetzestextes liegt hauptsächlich in der Hand des Ministers Claude Meisch und seines Ministeriums. Allerdings steht im Hintergrund dieser Debatte noch ein anderer Akteur und eine andere Thematik: der Finanzminister und das Staatsbudget. Kommende Abänderungen werden von der Regierung aus voraussichtlich immer nur aufgrund von Budgetfragen bewilligt oder abgelehnt werden: eine fatale Ausgangsposition für die Reform des Studienbeihilfesystems (siehe Kapitel 1d).

Der Konsensvorschlag der UNEL [2], einer der Organisationen des Aktionskomitees, kam praktisch zeitgleich mit dem Gesetzestext 6670 auf den Tisch. Es war von Anfang an klar, dass die zahlreichen Einwände sich nicht hauptsächlich gegen die Zielsetzung des Gesetzestextes richten würden, sondern die Reform als Kürzung kritisieren. Anstatt einer Richtungsdiskussion wird demnach eher eine Finanzierungsdiskussion stattfinden.

Zwei Argumente wird die Seite der Regierung schlussendlich ins Feld führen können.

1) Dass es einen budgetären Rahmen gibt, der einer substantiellen Veränderung des Gesetzestextes im Weg stehen wird. Dabei wird man zukünftig versuchen, die genaue Dimension dieses Rahmens nicht zu benennen, da man in der Öffentlichkeit den Eindruck einer Bedarfsorientierung wahren möchte.

"Mit der aktuellen Reform wollen wir die Ausgaben auf 109 Millionen zurückführen [...] Wir müssen uns den neuen finanziellen und budgetären Gegebenheiten stellen und das machen wir besser jetzt, als dass wir noch sechs Monate oder ein Jahr warten." (Claude Meisch - 29.04.14 Land) [3]

2) Dass das Berücksichtigen mehrerer Faktoren einen wesentlich höheren bürokratischen Aufwand für die Behörde CEDIES mit sich bringen würde. Indirekt ist dies natürlich wiederum eine Kostenfrage.

"Scheinheutsfehler kann een gesinn doranner dat mer keng spezifesch Leisungen hunn fir Familljen déi méi Kanner hunn, woubäi ech nach emmer warnen op de Wee ze goen, well ech hätt gären ee System, deen iwwerschaubar ass, deen einfach ass, deen och fir d'Administratioun einfach ze handhaben ass." (Claude Meisch - 24.04.14 100komma7) [1]

Die Frage ob das vorgestellte Gesetz den eigenen Ansprüchen (Unabhängigkeit, Bedarfsorientiertheit, soziale Gerechtigkeit) gerecht werden kann wird schnell beantwortet sein. Das Aktionskomitee und seine Partnerorganisationen werden in Verhandlungen in jedem Fall aufzeigen können, dass das System 6670 den Bedürfnissen von Studierenden nicht gerecht werden kann. Neben diesem vorliegenden Bericht bedeuten sowohl die Schlussfolgerungen der CSL wie auch die Schlussfolgerungen der CdM dass der Staat, sollte er den eigenen Ansprüchen gerecht werden wollen, mehr Geld in die Hand nehmen muss.

Die Evaluation dessen, was Claude Meisch seit dem Vorstellen seines Projekts als Verhandlungsspielraum definiert hat, lässt jedoch vermuten, dass kein Interesse daran besteht den "Bedarf" festzustellen.

- Meisch 24.04.14 100,7 (ab 0:32) *"Et sinn Proposen do am Raum oder Fuerderungen am Raum, notament vum Streikkomitee, d'Bourse de Base soll quasi verduebelt ginn, vun 2000€ op 4000€ dat hätt ee Käschtepunkt vun d'office 50 Mio. méi, dann gett et eng Rei vun anere Proposen, och vum Streikkomitee dei an ähnlecher Heicht herno baal nach eng Keier géingen nidderschloen. Do well ech ganz kloer soen, do brauche mer net ze rechnen, dat ass net meiglech, dat ass net denkbar."* [1]
- Tageblatt 25.04.14: Die Lage sei kompliziert, sagte Meisch nach der Ministerratsitzung. Man bleibe aber bei der Linie, wie im Regierungsprogramm festgelegt. Es seien aber gute Vorschläge gemacht worden. Der Text sei noch nicht definitiv, räumte Meisch ein. Einige Details und Härtefälle könnten noch diskutiert werden. [4]
- L'essentiel 25.04.14: Hochschulminister Claude Meisch sagte nach der Sitzung des Ministerrats am Freitag, er verstehe die Demo als «klares Signal». «Die Demonstration fand breiten Zuspruch. Ich bin zufrieden, dass sich junge Leute engagieren und zeigen, dass die Veränderungen ihnen nicht gleichgültig sind»,

sagte der Minister auf Anfrage von «L'essentiel». Er bleibe offen für Gespräche und sei bereit, die Reform «qualitativ» zu verbessern - an welchen Stellen, blieb offen. [5]

- *"Ech huelen dat Signal dat vun deene Jonke Leit ausgaangen ass [Meisch spricht über den Streik] ganz eescht [...] Mir müssen et weiderhin hei zu Letzebuerg jidderengem ermeiglechen deen Studium maachen ze kënnen, deen hien gären hätt fir säin Liewensprojet kënnen ze verwierklechen an wann deen Text, deen mer virgeluecht hunn, wou ech dovunner ausgaangen sinn dat deen dem Zil do awer schon ganz no kennt, wa mer deen nach kënnen punktuell verbessern [...] da wäerte mer dat och maachen."* Claude Meisch 28.04.14 ChamberTV [6]
- Wort 28.04.14: Bildungsminister Claude Meisch ist bereit, notwendige Korrekturen am Gesetzprojekt 6670 zu den Studienbeihilfen vorzunehmen. Dazu Stellung beziehen will er aber erst, nachdem das Gutachten des Staatsrates vorliegt. [7]
- Tageblatt 08.05.14 "Die Regierung hält aber weiter an ihren ursprünglichen Plänen fest, was die Studienbeihilfen betrifft. Sie will nichts Substanzielles am Gesetzentwurf ändern. Lediglich Details und Härtefälle könnten noch diskutiert werden." [8]
- Claude Meisch 08.05.14 RTL (ab 0:36) *"Ech hunn och festgestallt dat ech nach neierens heieren hunn wat dann lo déi Konkret Fuerderungen vun dem Streikkomitee sinn an vun all den Manifestanten an Associatiounen dei um Streik bedeelegt woren."* [9]

Über diese vagen Andeutungen, die das Thema Studienbeihilfen immer wieder an den finanziellen Rahmen koppeln, schafft der Minister ein Klima, in dem die Verhandlungen nicht auf einer inhaltlichen Ebene geführt werden können. Dass der Minister sich weigert einen komplett offenen Ausgang von Verhandlungen in Aussicht zu stellen, verkompliziert die Lage.

[1] <http://www.100komma7.lu/emissions/wp-content/uploads/2014-04-25-sk-PB07-Claude-MEISCH-Streik.mp3> (25.04.2014)

[2] <http://aidefin.lu/?p=26>

[3] <http://www.gouvernement.lu/3680051/25-meisch-land?context=3422896>

[4] <http://www.tageblatt.lu/nachrichten/luxemburg/story/15036736>

[5] <http://www.lessentiel.lu/de/news/luxemburg/story/28915586>

[6] <http://visilux.chd.lu/ArchivePage/video/1272.html>

[7] <http://www.wort.lu/de/view/studienbeihilfen-meisch-will-schoenheitsfehler-beheben-535e800ce4b01cc492c69a5f>

[8] <http://www.tageblatt.lu/nachrichten/luxemburg/story/26949704>

[9] <http://replayaudio.newmedia.lu/2014/05/07/9fc5075762313408c62b4599113f5936.mp3>

d) Weitere Ideen für eine bedarfsorientierte Gestaltung der Beihilfen

Sollte es doch wirklich das Ziel der Regierung sein, mit der Reform der Studienbeihilfen deren Orientierung nach Bedarf herzustellen, gäbe es Pisten, denen sich Minister Meisch aber bisher verschlossen hat. Diese Maßnahmen allerdings gänzlich ohne Kenntnis über den Impakt durchzuführen wäre unverantwortlich. Einige Pisten möchte das

Aktionskomitee aufzeichnen, über die durch eine bedarfsorientierte Studienbeihilfe eine gerechte Umverteilung stattfinden könnte.

- Studierende, die es tatsächlich vorziehen, während des Studiums im Haushalt der Eltern zu leben haben selbstverständlich niedrigere Kosten. Über eine Umgestaltung der Mobilitätsbeihilfe (wie das Aktionskomitee sie vorschlägt) kann hier eine bedarfsgerechte Verteilung punktuell zweckfreie Ausgaben vermeiden. Da die Mobilitätsbeihilfe so die Funktion bekommt, die realen Lebenshaltungskosten zu decken, könnte dieser Teil der Beihilfe das Hauptinstrument zur Herstellung einer Bedarfsorientierung werden.
- Über einen Länder-, bzw. Städteindex der tabellarisch als Basis zur Auszahlung der Mobilitätszulage zur Verfügung steht, könnte diese Beihilfe recht einfach an die realen Lebenshaltungskosten angepasst werden.
- Auch die Gestaltung des Kredits lässt noch Möglichkeiten offen, die Reform der Studienbeihilfen bedarfsgerecht zu gestalten. So könnte etwa, wie es beispielsweise das englische System vorsieht, ein Teilerlass des Kredites unter bestimmten Konditionen gewährt werden, etwa für den Fall, dass der*die Studierende trotz erfolgreich abgeschlossenem Studium keine Arbeit findet.
- Die Dauer der Studienbeihilfe könnte ebenfalls flexibel gestaltet werden. Nicht nur um bessere Rahmenbedingungen für diejenigen zu schaffen, die wegen physischen, psychischen oder sozio-ökonomischen Faktoren einen höheren Zeitbedarf haben, sondern auch, um das zivilgesellschaftliche Engagement der Studierenden zu stärken. (In Österreich wurden so beispielsweise "Toleranzsemester" geschaffen. Abhängig von der Funktion welcher Studierende über einen gewissen Zeitraum in der Österreichischen Hochschüler*innenschaft (ÖH) nachgehen, ist es ihnen möglich sich bis zu 4 Toleranzsemester anrechnen zu lassen. Unter dieses Engagement fallen nicht nur die Wahrnehmung von Ämtern innerhalb der ÖH, sondern auch z.B. die Organisation von Erstsemestrigentutorien. [1])

[1] http://www.oeh.ac.at/fileadmin/user_upload/pdf/sozref/SB9_OEH-Semester.pdf

5) FAZIT

Mit dem Gesetzesprojekt 6670 legt Minister Claude Meisch keine bedarfsorientierte Reform, sondern ein reines Kürzungsprogramm vor. Für die Regierung gilt dem Anschein nach das Motto "Studierendenverschuldung anstatt Staatsverschuldung".

Das Aktionskomitee konnte belegen, dass dieses Gesetz den eigenen Zielen nicht gerecht werden kann. Das geplante Studienbeihilfensystem kann weder die Unabhängigkeit der Studierenden garantieren, noch werden die realen Lebenshaltungskosten berücksichtigt. Auch sozial gerecht ist das neue System bei weitem nicht. Um eine Bedarfsorientierung angehen zu können, fehlen die notwendigen Studien. Bisher basiert der Gesetzestext auf pauschalen Vermutungen zu der realen Studiensituation und dem sozio-ökonomischen Hintergrund der Studierenden. Nur eine vollständige Überarbeitung des Gesetzestextes könnte die vielen Widersprüche, Ungereimtheiten und Fehler beheben. Die Analysen und konkreten Verbesserungsvorschläge des Aktionskomitees bieten eine gute Grundlage für eine solche Überarbeitung.

Zusätzlich ist eine Kursänderung der Regierung im Umgang mit dem Protest am Gesetzestext und dem öffentlichen Interesse an der Thematik dringend geboten. Anstatt das Thema unter den Teppich kehren zu wollen und inhaltliche Argumente mit Ablenkungsmanövern zu kontern, sollte die Regierung damit anfangen, den versprochenen Weg der partizipativen, transparenten Politik anzutreten. Es bleibt nur wenig Zeit für die Regierung, um sich gegenüber der protestierenden Jugend nicht völlig ins Abseits zu manövrieren.

Der Regierungswechsel im Oktober 2013 könnte tatsächlich eine neue politische Ära eingeläutet haben. Die Ära einer politisierten Jugend, deren Glauben an einen politischen Wandel durch Wahlen nun endgültig gebrochen ist, die im Umkehrschluss aber bereit ist, zur Verteidigung ihrer Rechte und für ihre Zukunft auf die Straße zu gehen.

Das Aktionskomitee 6670

mit Unterstützung von: OGBL Jeunes, LCGB & Landesverband

Soziale Kürzungspolitik?

Bemerkungen des Aktionskomitees 6670 zu den Änderungsvorschlägen der Regierung und Versuchen, das Gesetz 6670 als "sozial gerecht" zu präsentieren.

1) Die rezenten Veränderungen sind ein Ablenkungsmanöver

Die rezent bekannt gewordenen Veränderungen des Gesetzestextes stellen nur eine minimale Verbesserung dar und sind als Versuch von Claude Meisch zu sehen den Protest mundtot zu machen. Claude Meisch reagiert mit diesen Änderungen nur auf Bedenken, die bereits aus dem Staatsrat geäußert wurden um einer „opposition formelle“ zuvorzukommen: d.h. um das Gesetz um so schneller durchs Parlament jagen zu können.

1) Neue Geldmittel werden nicht aufgebracht: Die „Mehrausgaben“ von denen Claude Meisch spricht, entsprechen dem Betrag, der wegen falscher Einschätzungen bei der „Anti-Cumul-Regelung“ und fehlerhafter Statistik bei der „sozialen Beihilfe“ sowieso noch zur Verfügung stand. Somit bleibt es insgesamt bei einer Kürzung von im Schnitt 2100€/Jahr pro Student*in. Die durch die aktuelle Stafflung (6670-03) entstehenden Kosten der „bourse sociale“ basieren auf falschen Statistiken, wie die CSL bereits vor Monaten zu bedenken gab. So wird der Staat nicht die angegebenen 40Mio€ ausgeben, sondern lediglich knapp 20Mio€.

2) Die neue „bourse de famille“ ist sozial ungerecht. Nicht die Gesamtzahl der Kinder, sondern nur die Anzahl der Kinder, die gleichzeitig studieren werden berücksichtigt. Familien in denen nur ein Kind studiert und weitere Kinder etwa eine Ausbildung machen oder zwar studieren jedoch kein Anrecht auf die Aide financière haben gehen leer aus. Sollte ein Studierender über einen längeren Zeitraum studieren, als vorgesehen, wird auch den Geschwistern während des überzogenen Zeitraums die bourse de famille gestrichen. Unklar ist noch immer wie diese neue Leistung bei Halbgeschwistern durchgesetzt werden soll. Auch wenn es auf Grund von fehlenden Studien kein Zahlenmaterial gibt, kann doch davon ausgegangen werden, dass ähnlich wie in unseren Nachbarländern, gerade Kinder aus bildungsferneren Schichten nur seltener studieren. Die bourse de famille ist demnach sozial ungerecht, sie benachteiligt Familien mit mehreren Kinder, von denen nur eines studiert.

3) Die neue Stafflung „bourse sociale“ stellt zwar eine Verbesserung dar, bedeutet aber immer noch dass ein Großteil der Studierenden hier Geld verlieren wird, das verdeutlicht noch einmal den Charakter dieses Gesetzes: Anstatt mehr Mittel für Problemfälle zur Verfügung zu stellen wird wesentlich weniger Geld insgesamt zur Verfügung gestellt, dieses aber öffentlichkeitswirksam sozial abgedeckt. Schlussendlich ist keinem geholfen. 93,6% der Studierenden werden sich nicht in den ersten beiden Stufen wiederfinden und es ist davon auszugehen, dass die übrigen 6,4% bereits bei der Berechnung der Mobilitätsbeihilfe über 2000€ verlieren werden. 57,3% werden mit 500€/Jahr oder gar keinem Geld aus der „bourse sociale“ klar kommen müssen. Noch liegt die Obergrenze bei 4,5 mal sozialer Mindestlohn, mittlere Einkommen werden mit hohen Einkommen gleichgesetzt.

4) Für weitere minimale Änderungen steht Studierenden nicht mehr Geld, sondern nur mehr Kredit zur Verfügung. Die Verschuldung der Studierenden steigt, der Staat jedoch hat keine wesentlichen Mehrausgaben.

2) Das Gesetz 6670 und die rezenten Änderungen sind nicht sozial

Grundsätzlich ist es abenteuerlich eine radikale Kürzung der Studienbeihilfe, einer Sozialausgabe, überhaupt als "sozial gerecht" darstellen zu wollen. Vor allem wenn klar wird, dass die Reform für die meisten Studierende mit sozio-ökonomisch schwächeren Hintergründen keine Verbesserung,

sondern für jeden eine Verschlechterung darstellt (diejenigen, die nicht bei der „bourse sociale“ verlieren, verlieren bei der „bourse de mobilité“).

Zur Finanzierung der Ausgaben für Bildung werden über den Steuerweg die nötigen Gelder generiert um die Studienbeihilfen auszahlen zu können. Gute Bildung und Ausbildung zu garantieren ist Aufgabe des Staates und erfolgreiche Absolvent*innen sind eine Bereicherung für die gesamte Gesellschaft. Das Gesetzesprojekt 6670 zielt nun darauf ab, die Verantwortung des Staates auf Eltern zu verschieben. Anstatt also über **Steuergerechtigkeit** diese gesellschaftliche Aufgabe zu bewältigen, werden Eltern, aber auch Studierende über eigene Verschuldung, mehr belastet. Wieso aber sollten Besserverdienende ohne Kinder (bzw. ohne Kinder die studieren) nicht ebenso für die Bildung der nächsten Generation zahlen wie Besserverdienende mit Kindern? Es ist zutiefst unsozial die Verantwortung für die Finanzierung der Bildung von der gesamten Gesellschaft auf Familien abzuwälzen, zudem wird dadurch ein Familienbild gestärkt, das im 21ten Jahrhundert nichts mehr zu suchen hat.

Zu diesen allgemeinen Phänomenen, die bereits deutlich aufzeigen, inwiefern das Kürzen der Beihilfen insgesamt als unsoziale Maßnahme bezeichnet werden muss, kommen eine Vielzahl an "unsozialen Details", auf die Protestbewegung, Gewerkschaften und CSL hinweisen. Hier einige Beispiele, eine vollständige Liste ist dem Avis des Aktionskomitees zu entnehmen.

- **Mobilitätsbeihilfe:** Durch die Koppelung der Mobilitätsbeihilfe an das Verlassen des eigenen Landes werden hauptsächlich sozio-ökonomische schwächere Haushalte getroffen da sich Studierende mit diesen Hintergründen wesentlich seltener für ein "Studium im Ausland" entscheiden.

- **Soziale Beihilfe:** Allein das "Gehalt" des Haushaltes wird als Kriterium zur Berechnung der sozialen Beihilfe herangezogen. Gehälter die nicht über Luxemburg versteuert werden, Kapital, Immobilien oder Besitz wird nicht angerechnet, außerdem könnten Schulden auch nicht geltend gemacht werden. Die Stafflung setzt mittlere Einkommen mit hohen Einkommen gleich.

- **Weitere Maßnahmen,** wie etwa die Verkürzung der Beihilfedauer (Regelstudienzeit +1), unzureichende Rückerstattung der Studiengebühren, das Nicht-Anpassen der Freibeträge für eigene Erwerbstätigkeit, das Fehlen einer Übergangsphase vom "System Biltgen" zum 6670, die steigende Notwendigkeit der Verschuldung u.v.a. treffen vor allem Studierende mit sozio-ökonomisch schwachem Hintergrund.

Das Aktionskomitee wies bereits mehrfach darauf hin, dass insgesamt die nötigen **Impakt-Studien** fehlen um überhaupt richtige Lösungen für soziale Benachteiligungen entwickeln zu können. Anstatt Studieninteressierte mit sozio-ökonomische schwächeren Hintergründen zu stärken und dafür zu sorgen, dass bekannte Phänomene sozialer Benachteiligung gezielt bekämpft werden (dazu gehören z.B. auch Auswirkungen auf die Wahl des Studienfachs und -ortes durch Geschlecht, Herkunft und Alter) begnügt sich Minister Meisch damit seine Kürzungsreform anhand eines einzigen Kriteriums gestaffelt abzufedern.

Studierende sind nicht reich, sie haben im Regelfall kein Einkommen und besitzen kein Kapital. Auch sind nicht alle Vermögenden dieser Gesellschaft Eltern von Studierenden. Anstatt also jeden Studierenden nun anhand des Einkommens des Elternhauses zu kategorisieren, könnte die Regierung für Steuergerechtigkeit sorgen und so die nötigen Mittel erlangen um der Aufgabe jedem jungen Menschen ein Studium zu ermöglichen gerecht zu werden.



P 367 - ID 245

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Mme Anne Tescher
Service des Commissions
Tél: +352 466 966 264
Courriel: atescher@chd.lu

Madame Simone Beissel
Président de la Commission de
l'Enseignement supérieur, de la
Recherche, des Médias, des
Communications et de l'Espace

Luxembourg, le 27 mai 2014

Objet: Pétition n° 367 - Et spuert een net un der Bildung! Petitioun géint de Projet de loi
6670

Madame le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que la Commission des Pétitions, réunie en date du 22 mai
2014, a décidé de renvoyer devant votre commission la pétition citée en référence.

Je vous prie de me tenir au courant des suites que votre commission y aura réservées afin
que je puisse en informer le pétitionnaire

Veillez agréer, Madame le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.


Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Transmis en copie pour information
- aux Membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des
Communications et de l'Espace
- aux membres de la Commission des Pétitions
- aux Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 27 mai 2014


Anne Tescher
Secrétaire-administrateur de la Commission des Pétitions

Pol Reuter
Au nom des organisations pétitionnaires UNEL, LUS et Richtung 22
UNEL
B.P. 324
L-2013 Luxembourg

Petition 367
09.05.2014

P 367 - 10200

Et spuert een net un der Bildung!

Petitioun betreffend den Projet de Loi 6670

Petitiounstext:

De Minister de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Claude Meisch huet den 20. März e Projet de Loi 6670 zur Aide financière d'études supérieures deposiert. Doran si massiv Aspuerung bei de Studenteboursen virgesinn. Duerch dës Reform gëtt d'Onofhängegkeet vun de Student*innen ageschränkt, d'Famille belaascht, an nei Barrière fir Jonker opgebaut.

Dofir fuerdere mir:

- 1) Eng Basisbourse déi de **Liewenskäschten** vun de Student*innen méi gerecht gëtt.
- 2) Eng Bourse de Mobilité déi just un d'Bezuelen vun engem **Loyer gebonnen** ass an NET un d'Verloossen vum Pays de Résidence.
- 3) Eng sozial gestaffelt Bähëllef, déi och d'**Unzuel vun de Kanner** am Haushalt berücksichtegt.

Mir appelléieren un déi verantwortlech politesch Akteuren, den proposierte Modell ze iwwerdenken. Dës Petitioun riicht sech souwuel un d'Regierung, un d'Chamberskommissioun de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche, wéi och un déi eenzel Chambersdeputéiert, déi iwwert dës Projet de Loi, an iwwert d'Kierzunge beim Budgetsvote oofstëmme wäerten.

Ganz besonnesch fuerdere mir de Minister Claude Meisch dozou op, seng Reform ze modifizéieren an d'Bildung net als Mëttel fir d'Sanéierung vun den Staatsfinanzen unzegesinn. D'Investitioun an d'Bildung ass eng Investitioun an d'Zukunft.

*Wann's de och domat averstan bass, dann ënnerstëtz dës Petitioun mat denger
Ënnerschrëft!*

Kritik un der Reform kënnt vu ville Säiten an d'äerf net ignoréiert ginn. Geschwënn gëtt de Budget gestëmmt an domat steet dann och fest wéivill dass agespuert gëtt. Dofir musse mir dofir suergen, dass d'Problemer an der virgeschloener Reform lo schonn beschwat a behuewe ginn.

Déi geplangte Bourse gesäit eng Basis vun 2.000€ vir, déi u keng Bedéngunge gebonnen ass, also jidderee kritt. Den LCGB an den OGBL kritiséieren dës Montant, well et wäit manner ass wéi ee virun 2010 durch d'Kannergeld kritt huet. Verschidde Student*innen wäerten wuel gezwongen sinn hier Studienplaatzen matzen am Studium ze wiesselen, well se mat manner net méi iwwert d'Ronnen kommen, sou den Mil Lorang. Mir fuerderen eng Basisbourse déi méi no drun erukënnt d'Liewenskäschten ze decken.

Donieft ass eng Mobilitéitsbourse geplangt, déi de Student*innen, déi am Ausland studéieren a Loyer bezuelen 2.000€/Joer zur Verfügung steet. Déi jonk Gréng ginn ze bedenken, dass a Lëtzebuerg liewend Student*innen déi net méi bei hieren Eltere wunnen d'Recht op eng Mobilitéitsbourse verléieren. Donieft sinn haaptsächlech d'Student*innen aus Frontaliers-Menagen betraff. D'Student*innenorganisatiounen UNEL a d'LUS weisen op dese Problem hinn a preziséieren mat engem Beispill: Student*innen, mat Hauptwunnsätz zu Tréier, hu kee Recht op d'Mobilitéitsbourse, wa si zu Berlin studéieren. D'JSL weist drop hin, dass haaptsächlech Leit aus de sozial schwächste Famille net méi d'Mobilitéitsbourse kréien, well dës sech iwwerduerchschnëttlech heefeg fir e Studium no un hirem éischte Wunnsätz entscheiden. Eng gerecht Mobilitéitsbourse dierf net un d'Verloosse vum Pays de Résidence gebonne sinn. Jiddereen, deen e Loyer bezilt muss dovu profitéieren kennen.

Den drëtten Deel vum geplangte Modell besteet aus enger sozial gestaffelter Bähëllef, d.h. Student*innen aus Famillen déi manner verdéngen, kréie méi Suen. Allerdéngs ginn dobäi Famille mat méi Kanner benodelegt, well d'Unzuel vun de Kanner guer net a Betruecht gezu soll ginn. Dësen Ëmstand gëtt notamment vun der UNEL scharf kritiséiert, well en Haushalt mat méi Kanner manner Sue pro Kand kann an d'Studien investéieren. Dofir muss d'Kannerunzuel an der Famill mat an d'sozial Bähëllef erafléissen.

D'Kierzen vun der Bourse féiert dozou, dass d'Onofhängegkeet vun de Student*innen a Fro gestallt gëtt. Och d'JSL ass schockéiert iwwert dese Paradigmewiessel. Duerch d'Ofhängegkeet vun den Eltere kann de Choix vun der Studieplaz an dem Studiefach staark beaflosst ginn. Dat wäert besonnesch de Studium vu Kreativberuffer treffen, warnt d'Kënschtler*innennetzwerk Richtung22.

Duerch d'Kierzen vun de Boursen gewënnt de Prêt u Wichtigkeet an der Studiebahëllef. D'JSL weist drop hin, dass de virleiende Projet de Loi déi meeschte Student*innen dozou zwéngt Scholden ze maachen an domat de Start an d'Beruffsliewen nom Studium belaascht. De Prêt ass virun allem e Geschenk un d'Banken, hält d'UNEL fest, a kritiséiert, dass vun elo un nach méi Student*innen de Prêt mussen ophuelen. Finanziell Iwwerleunge schränken an Zukunft de Choix vu Studiefach a Studieplaz ëmmer méi an.

Déi Lénk kommen zum Schluss, dass duerch dës Reform d'Recht op e Studium net méi assuréiert ka ginn. Dobäi wieren Ausgaben an d'Bildung keng Onkäschten oder en Defizit, mee eng wichteg Zukunftsinvestitioun. An deem Zesummenhang freet den OGBL, ob Lëtzebuerg eng aner, méi ënnerstëtzenswäert Ressource hätt, wéi d'Jugend. Dës Reform schéngt just eng Sanéierung vum Staatsbudget ze sinn, an huet net d'Encadrement an d'Réussite vun de Student*innen als Ziel, schléisst d'JSL.

All dës verschidden Organisatiounen, an eng grouss Unzuel vu Betraffenen, déi sech gréisstendeels iwwert déi sozial Netzwerker zu Wuert mellen (<http://www.facebook.com/cediesamplaztaeshegeld>) fuerderen, dass dës Reform iwwerschafft gëtt.

Pol Reuter, président de l'UNEL



Presse Kommuniké zum Thema Aide Financière Reaktioun op d'Amendementervum 14. Mee

Den 20. Juni 2013 gouf dat aalt Gesetz vun der Aide Financière duerch den Europäesche Gerichtshaff gekippt. Doduerch huet missen en neieGesetzprojet ausgeschafft ginn. Nodeems d'ACEL sech mat der deemoleger Ministesch Martine Hansen a mam momentaneMinister Claude Meisch getraff huet, ass deseGesetzprojet vun der neier Regierung virgestallt ginn.

Dorops hin huet d'ACEL sech mat Vertrieder vun hire Membercerclenzesumme gesat an éischt Kritikpunkten fest gehalen. Am Kader vun enger Entrevue hu mir dës Fuerderungen am direkten Dialog mam Minister Meisch geäussert a säitdem op eng konkret Léisung gewaart. Mir sifrou, dass den Här Meisch eis haut Äntwerten op en Deel vun eise Froe geliwwert huet.

Hei ënnendrënnerwäerte mir op déi eenzel Punkten vum Minister agoen:

1. Bourse de Base bleift bei 2000€ a gött net erhéicht.

Mir bedauern, dass den Här Meisch ons Kritiken an dësem Punkt net mat a seng Amendementer afléisse gelooss huet. De Montant vum reforméierte Kannergeld wier an eisen Aen eng sënnvoll Léisung gewiescht. Eis ass awer bewusst dass de Montant nach net fixéiert ass, dofir schloe mir eng Bourse de Base vun 2500€ fir.

2. Déi Studenten déi kee Recht op de volle Montant vun der sozialer an der Mobilitéetsbourse hunn, kréien d'Méiglechkeet dësen Deel als Prêt ze huelen.

Dës Iddi ass an Zesummenaarbecht mat de Studentecerclen op dem "ACEL meetsPrési" den 29. Mäerz opkomm an opeiser Entrevue mam Minister Meisch virgeschloe ginn. Mir si frou, dass dës Virschlag zréckbehaleginn ass. Engersäits ass et extrem wichteg dass déi Studenten déi amgaang si mat studéieren och an Zukunft kënnen vum nämmechte Montant profitéieren, fir Situatiounen ze vermeide wou e säi Studium misst ofbriechen oder d'Wunnengmisst gewieselt ginn op Grond vun der Reform. Anerersäits erméiglecht den Amendement jidderengem den nämmechte Gesamtmontant, wat mir op jiddefalls Begréissen.

Mir wëllen awer och drop opmierksam maachen, dass domat de gréissten Deel vun den Hëllef an Form vu Prêt ausbezuelt ginn, wat de Student am Ufank vu senger professioneller Carrière zousätzlech belaascht.

3. Unzuel vun de Kanner am Stot

Eng vun eise Fuerderunge war déi Sozial Critère méi genau ze kucken an sech net just op de Revenu ze beschränken. Dass elo d'Unzuel vun de Kanner déi Studéieren gekuckt gött ass eiser Meenung no e Schrëtt an déi richteg Richtung. Ab 2 Kanner déi Studéiere kann een eng zousätzlech Bourse vu 500€ kréien.



Association des Cercles d'Etudiants Luxembourgeois

BP 63 | L-7201 Bereldange
1, rue de la Loge | L-1945 Luxembourg

contact@acel.lu | www.acel.lu
+352 691 420 538 / 539 / 540

BCEE LU56 0019 2100 0834 4000
CCPL LU94 1111 0915 5887 0000

RCS Luxembourg F969



SPUERKEESS

4. Dat Joer wat een am Bachelor méi zegutt huet gëtt engem am Master gutt geschriwwen, wann een de Bachelor an der Regelstudienzäit gepackt huet.

Ursprénglech war vum Minister Meisch virgesinn, dass een am Master Studium net méi d'Méiglechkeet huet, d'Bourse een zousätzlecht Joer ufroen ze kennen. Ons ass et wichtig, dass dëst zousätzlecht Joer engem Student, den et am Bachelor net gebraucht huet, am Master zur Verfügung steet. Dëst zousätzlecht Joer gëtt oft genotzt fir e Projet op der Uni ze maachen oder fir en Auslandssemester, wat oft mat enger verlängerter Studiendauer zesummen hänkt. Aus dem Grond hu mir dës Ännerung virgeschloen an dofir begrësse mir och d'Ëmsetzung dervun.

5. Verännerung vun der Staffelung vun der sozialer Bourse

Mir begrëssen et, dass d'Staffelung vun der sozialer Bourse iwwerschafft ginn ass. De Schrëtt vun 2000€ op 1000€ beim Iwwergang vun manner op méi wéi 1,5x de Mindestloun war en ze grouse Schrëtt. An ausserdeem war de maximal Montant vun 2500€ just fir déi di manner wéi de Mindestloun verdéngt hunn. Dat war an eisen Aen net sozial gerecht a mam Maximalmontant vun 3000€ gi mer hei an déi richteg Richtung.

6. Projekte fir Studentewunnengen sinn um Lafen

D'ACEL freet sech ze héieren, dass konkret Projekte fir de Bau vun neie Studentewunnengen lafen. Dëst Uleies hate mir am Kader vun der Mobilitéitsbourse an der Entrevue mam Här Meisch ugeschwat. Domat soll engem lëtzebuerger Student, deen net all Dag vun doheem op d'Uni pendele kann, an elo keng Mobilitéitsbourse méi kritt, zousätzlech ënnert d'Äerm gegraff ginn. Et ass wichtig, dass dës Wunnengen och fir Studenten ouni Mobilitéitsbourse bezuelbar bleiwen.

Well dës Punkt net am Gesetz vun der Aide Financière wäert stoen, bleiwe mir och an Zukunft hannert dësem Dossier.

E weidere Punktde mir kritiséieren bezitt sech op d'Anti-Cumul Regelung. Den Här Meisch huet confirméiert dass d'Aspuerungen duerch dës Reeglung bei der Opstellung vum Budget fir dëst Gesetz net berücksichtegt gi sinn. Mir bedauern, dass als Reaktioun hei robberdës Aspuerungen net an d'Basisbourse oder d'Mobilitéitsbourse investéiert ginn.

D'ACEL ass gréisstendeels zefridden mat dësen Ännerungen an freet sech, dass eng ganz Rei vun eise Proposenugeholl gi sinn. Mir sinn iwwerzeegt, dass dëst d'Friichten vun konstruktiven Entrevue sinn. Dëst huet eis op en neits verséichert, dass de Wee dee mir decidéiert hunn anzeschloen de richtige war. Mir wäerten och an Zukunft op den Dialog mam Minister an den zoustännegen Deputéierte setzen, a konstruktiv Propose maachen.

Eis Fuerderunge sinn an eisem Kommunikéierung vum 02. Abrëll ze fannen. Detailléiert Informatiounen zu den Entrevuen mat den zoustännegen Deputéierten stinn op der nächster Säit.

Contact

Tom Hermes
President
+352 691 420 538
contact@acel.lu



Rapporte vu verschiddenen Entrevuen am Kader vun der Aide Financière

Mir waren an der läscht relativ aktiv am Dossier Aide-Financière, mir hunn eis mat deenen zoustännegen Deputéierten aus deene verschiddene Parteeie getraff fir hinnen eis Fuerderungen ze erklären, mam Ziel dass si dono eis Meenung an der Chamber vertrieeden, an eis esou hëllefen eis Fuerderungen duerch ze bréngen. Mir hunn och eng Demande bei "Déi Lénk" geschéckt, hei krute mer leider nach keng Äntwert. Ausserdem hate mer en Treffe mam Aktiounscomité.

Entrevue mat Déi Gréng

Mir hunn eis mam Claude Adam a mam Dan Michels getraff déi eis Fuerderungen duerchaus fir duerchsetzbar halen. Als Partei déi an der Regierungskoalitioun ass sinn si an hirem Handeln awer ageschränkt. De Claude Adam huet eis trotzdem gesot dass hien eis Fuerderungen fir ganz raisonnabel hält an dofir och esou kéint ënnerschreiwten.

Entrevue mat der CSV

Eis Entrevue bei der CSV war ganz informativ, mat der Mme Hansen hu mir d'läscht Joer schonn un deem heiten Dossier geschafft. Si konnt eis op eng Rei Problemer opmierksam maachen déi si an dem Projet fonnt huet. D'Diskussiounen hunn sech virun allem ëm d'Richtigkeet vun der fichefinancière an den Anti-cumulgedréit, op deen si jo och am face à face mam Här Meisch agaangen ass.

Entrevue mam ADR

Beim ADR huet sech d'Entrevue virun allem ëm d'Konditiounen fir d'Mobilitéitsboursegedréit. Eis Fuerderungen sinn awer och op oppen Ouere getraff an den Här Gibéryen huet eis seng Ënnerstëtzung fir eis Proposen ausgeschwat.

Entrevue mat der DP

D'DP Fraktioun war gläich zu 6 Leit präsent, dorënner de Fraktiounspresident Eugène Berger, d'Kommissiounspresidentin Simone Beissel an d'Deputéierten André Bauler, Lex Delles a Max Hahn. Dës Entrevue war vun der Zort hier éischer mat engem Treffe mam Här Meisch ze vergläichen well op eis Proposen hin direkt d'Ëmsetzbarkeet diskutéiert ginn ass. Eist Virgoen ass awer vum Här Bauler als ganz konstruktiv gelueft ginn a mir krute verséichert dass eis Proposen wäerte mat an d'Gesprécher an der Kommissioun afléissen.

Entrevue mat der LSAP

Bei eisem Treffe mat der LSAP Fraktioun waren de Partaipresident Claude Hagen, sou wéi d'Deputéierten Taina Bofferding, Tess Burton a Franz Fayot derbäi. Si hunn eis Virschléi interesséiert no gelauschert, dono ass driwwer diskutéiert ginn a mir hunn Onkloerheete beschwat. Mir kruten och verséichert dass eis Virschléi souwuel an déi hausintern Discussiounen wéi och an d'Discussiounen an der Chamber wäerten afléissen.

Treffe mam Aktiounscomité

Och wa mir ënnerschiddlech Opfaassungen hunn si mir awer am Kontakt mam Streikcomité, den sech elo Aktiounscomité nennt. An dem Kader hate mer och en Treffe mat hinnen. Hei ass et virun allem em dat weidert Virgoe gaang an dorëms op a wéi mer kënnen e gemeinsame Wee aschloen. D'Versammlung huet ongeféier 2h30 gedauert well mer eng Rei Ideologesch Differenzen hunn an de Problem op komplett aner Methode wëllen ugoen. Dat ganzt ass an der Haaptsaach drop zréck ze féieren dass mir un eiser politescher Neutralitéit fest halen. Et war awer wichteg eis mat hinnen aus ze tauschen a mir hunn eis drop gëeenegt dass mer weider am Kontakt bleiwen.

Aus dem Communiqué vum Streikcomité vum 5. Mee kéint ee fälschlecherweis eraus liesen dass mir d'Gesprécher mam Här Meisch als "Finte" emfannen. Dat hu mir net behaupt a mir sinn och net där Meenung.



Communiqué de presse: Positioun vun der CSJ "Schüler a Studenten" zu de Studiebüro

18. Abrëll 2014



De Gesetzprojet 6670 gesäit Modifikatiounen zu de Studiebüro vir an ass schonn déi zweet Reform an dësem Beräich innerhalb vun nëmme véier Joer. D'Reform vum François Biltgen am Joer 2010 hat d'Onofhängegkeet vum Student par Rapport zu den Elteren an de Mëttelpunkt gestallt. Ziel war et all Student d'Méiglechkeet ze ginn säi Studium am Ausland ze maachen ouni dass d'Käschte sollen e Grond dogéint sinn. D'Reform vun 2010 ass deemools mat Hinsicht op der konstanter Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff zesumme gestallt ginn. Duerch e Revirement vun hirer Jurisprudenz, deen net der Propose vum Avocat Général entsprach huet, ass de Budget fir d'staatlech Studiebüro dunn explodéiert. Wat vill Leit ignoréiere sinn d'Modalitéiten vun dëser Decisioun. D'Riichter vum Europäesche Geriichtshaff hunn deemools festgehal, dat de Critère de Residence ze „exklusiv“ wier an dat een e Critère festleeë muss deen der „Proximitéit“ vun de Frontalieren, déi zu Lëtzebuerg schaffen, Rechnung dréit.

No de rezenten Aussoen vum zoustännege Minister Claude Meisch (DP), hunn d'CSJ Schüler a Studenten (SaS) sech zesumme gesat, fir sech iwwee déi nei Propose vun der aktueller Regierung hier eege Meenung ze bilden. **Et war der CSJ SaS wichteg dobäi eng konstruktiv Propose virzestrecken an net blann d'Regierungsproposen ze ënnergriewen. Trotzdem musse mir feststellen, dat et der geplangter Reform a ville Punkten u Kohärenz feelt!**

1) **De proposéierten Montant de Base vun 2000 €** (deen all eenzelne Student soll ausbezuelte kréien, ob en am Ausland oder a sengem Heemechtsland studéiert) **ass an dëser Form net akzeptabel. D'CSJ Schüler a Studenten fuerderen dat den Montant de Base bei 3000 € ugesidelt gëtt, woubäi 2000 € pauschal ausbezuelte ginn an weider 1000 € ausbezuelte gi wann de Student 80 % vun den ECTS Punkten am Studie-Joer packt. Domat wëlle mir nach eng Kéier dem Student seng Autonomie ënnersträichen, genau sou wéi seng individuell Verantwortung a Leeschtung.** De Student hätt den Choix deen Deel vun 1000 € nodréiglech vum Staat ausbezuelte ze kréien oder den Prêt an der Bank an eng Bourse ëmwandelen ze loossen. Mir sinn eis bewosst, dat dësen Taux nach ëmmer ënnert dem fréiere Kannergeld läit, mee d'CSJ SaS fënn dat dësen Taux sech an eng anere System an eng aner Logik aschreift. Doduerch soll en net onbedéngt un den ale Kannergeld-Taux ugepasst, mee a sengem Ensemble betruecht ginn;

2) **De Critère de mobilité vun 2000 €** (wou et dorëms geet, jonk Léit ze motivéieren an engem anere Land wéi hirem Heemechtsland ze studéieren) **soll och an der proposéierter Form bäibehale ginn.** Et ass richtig d'Mobilitéit weiderhin ze encouragéieren. Gläichzäiteg fënn d'CSJ SaS dat de Critère net un ee Radius gebonne sollt ginn an – virun allem aus administrative Grënn – net vun der Studiestad ofhängeg gemaach gi soll;

3) **De proposéierte Critère Social, wou een aktuell bis zu 2500 € kréie kënn soll, ass eisen Haaptkritikpunkt. Éischtens sinn CSJ SaS der Meenung, dass dëse Montant ze héich ass an sech éischter bei 2000 € situéiere sollt.** Zweetens huet dëse "soziale" Critère, dee sengem Numm no zur sozialer Gerechtegkeet bäidroen soll, säin Ziel wäit verfeelt. Et ass an der Realitéit näischt aneres wei ee Critère de Revenu. Dat heescht bis elo soll nëmme de Revenuë

vun den eenzelne Menagé consideréiert ginn, awer net zum Beispill wéi vill Kanner an dësem Menage liewen. **Et schéngt der CSJ SaS ganz kloer, dat dëse Critère ënnert dëser Form op kee Fall bäibehale gi kann.** E Student, deen net méi am Haushalt vun den Elteren ugemellt ass, sollt och u sengem perséinleche Revenu gemooss muss ginn an net un deem vu sengen Elteren. **De wichtigste Punkt ass awer deen, dat een d'Unzuel vun de Geschwëster déi gläichzäiteg studéieren an dëse Calcul abezéie muss.** Sinn d'Geschwëster nach am Lycée, esou hunn déi d'Recht op Kannergeld. Am Fall wou se awer och scho studéieren, huet de Menage eng vill méi grouss Charge ze droen. D'Famill dës Charge droen ze loosse widdersprécht dem Geescht vun engem soziale Critère. **Gläichzäiteg gesäit d'CSJ SaS näischt soziales dorun, enger Famill keng Méiglechkeet ze ginn extraordinär Chargé vun der Assiette ofzezéien.** Dat dëst alles administrativen Opwand mat sech bréngt ass sécher. Par contre, kann et net sinn dat een ee soziale Critère festleet, deen der Realitéit keng Rechnung dréit an dee riskéiert grad enger finanziell staark belaaschter Famill (mat z.B. ville Kanner oder handicapéierte Kanner) zum Verhängnis ze ginn. Da muss d'Regierung och transparent sinn an dëse Critère „Critère de Revenu“ nennen an net „Critère Social“! **Weiderhin ënnerstëtze mir d'Fuerderung vun der ACEL, dat déi Studenten déi kee Recht op de volle Montant vun der sozialer Bourse hunn, sollen d'Méiglechkeet kréien dësen Deel als Prêt ze huelen.**

4) D'Regelen zum Anti-Cumul sollte bäigehale ginn an och op hir Effikassitéit hin iwwerpréift ginn.

5) Ausserdem fuerderen d'CSJ Schüler a Studenten, dass am administrative Beräich gewëssen Ännerungen duerchgefouert ginn, fir eng sécher Planung op der Säit vun de Studenten ze erméiglechen. De Cedies soll den Traitement vum Dossier innerhalb vun 10 jours ouvrables an d'Ausbezuele vun der Bourse an 20 jours ouvrables garantéieren.

6) Mir begrëssen, dass all Student weiderhin ee Prêt ënner gënschtege Modalitéiten zur Verfügung steet an dass de Remboursement vu 50 % vun den Aschreiwungsfräise soll bäibehale ginn, an dat dëst bis zu engem Montant vun 3700 € méiglech ass. Par contre, fanne mir dat dëse Plafong net onbedéngt fix si sollt. **Et sollte Méiglechkeete bestoe fir, an exzeptionelle Fäll, d'Aschreiwungsfräisen ze iwwerhuelen, obwuel de maximale Montant iwwerschratt ginn ass.** Virun allem inkohärent fanne mir dat eise Schoulsystem säit kuerzem "classes préparatoires" fir franséisch Grandes Écoles ubitt, obwuel dës Schoulen net mat 3700 € ze finanzéiere sinn. Vun enger Säit encouragéiert een d'Schüler dëse Wee ze goen, op der anerer Säit mussen d'Studente selwer eng Solutioun fanne fir dës Studien ze bezuelen.

Déi Aart a Weis wei déi nei Regierung mat der Situatioun ëmgeet mécht der CSJ SaS ze schafen. Déi rezent Erspuermisser vum Universitätsbudget spillen dobäi och eng Roll. Wann ee sech ëm d'Zukunft vum dësem Land a senge jonke Léit suert, eng wirtschaftlech Diversifikatioun erreeche wëll an dobäi d'sozial Gerechtegkeet an de Virdergrond stellt, da kann an därer dës Regierung net nom Rasenmäherprinzip an der Bildungspolitik spueren. **Dowéinst fuerdere mir d'Regierung op hiren aktuelle Kurs an der Bildungspolitik ze iwwerdenken an op déi räichlech Kritik anzegoen déi net nëmme vun eiser Säit, mee och vu villen anere Studentenorganisatiounen, sou wéi der Universitéit Lëtzebuerg, opbruecht goufen.**

Schlussendlech schwätzt sech CSJ als Organisatioun géint dee geplangte Streik de 25. Abrëll aus, well mir engersäits net mat de Fuerderunge vun der UNEL averstane sinn (déi eis absolut net finanzéierbar schéngen) an anersäits den Dialog am Moment déi méi ugepassten a konstruktiv Form vu Kritik ass.

Haaptfuerderungen/Kritiken vun der CSJ Schüler a Studenten

1. De proposéierte Montant de Base vun 2000 € ass an dëser Form net akzeptabel. CSJ Schüler a Studente fuerderen, dat de Montant de Base bei 3000 € ugesidelt gëtt, woubäi 2000 € pauschal ausbezuel ginn a weider 1000 € ausbezuel gi wann de Student 80 % vun den ECTS Punkte am Studie-Joer packt. Domat wëllen mir nach eng Kéier dem Student seng Autonomie ënnersträichen genau sou wéi seng individuell Verantwortung a Leeschtung.

2. Et schéngt der CSJ SaS ganz kloer dat den Critère Social ënnert dëser Form op kee Fall bäibehale gi kann. Mir proposéieren dass :

- De Montant vum Critère Social op 2000 € rof gesat gëtt
- D'Unzuel vun de Geschwëster déi gläichzäiteg studéieren an dëse Calcul anzebezéien
- De Menagen d'Méiglechkeet ze ginn extraordinär Chargé vun der Assiette ofzezéien
- Déi Studenten, déi kee Recht op de volle Montant vun der sozialer Bourse hunn, sollen d'Méiglechkeet kréien dësen Deel als Prêt ze huelen (Hei ënnerstëtze mir d'Propositioun vun der ACEL)

- E Student, deen net méi am Haushalt vun den Elteren ugemellt ass a keng pension alimentaire kritt soll u sengem perséinleche Revenu gemooss ginn

3. CSJ als Organisatioun schwätzt sech géint dee geplangte Streik vum 25. Abrëll aus, well mir engersäits net mat de Fuerderunge vun der UNEL averstane sinn an anerersäits den Dialog am Moment déi méi ugepassten a konstruktiv Form vu Kritik ass.

Posted in: [Divers](#)

[Leave a Comment \(0\)](#) ↓

Agenda

Et si momentan keng Evenementer agedroen.

Rezent Bäitrag

- [Regierung ohne Handlungsspielraum?](#)
- [Maître Xavier BETTEL, Avocat à la Cour, Premier Ministre](#)
- [Public viewing Juncker vs. Schulz](#)
- [Start vun der CSJ-Europacampagne](#)
- [Lohn für geleistete Dienste ?](#)

D'CSJ op Facebook

CSJ

"Die Frage nach der politischen Legitimität der Regierung muss aufgrund dieses schwindenden Wählerzuspruchs eindeutig gestellt werden. Handlungsspielraum für große Reformen ist angesichts dieser Wahlen auf jeden Fall nicht mehr gegeben."

Regierung ohne Handlungsspielraum? « CSJ.lu

csj.lu

Regierung ohne Handlungsspielraum? 25. Mee 2014 Europawahlen sind keine Nationalwahlen. Dennoch lassen sie innenpolitische Schlüsse zu. Die CSJ stellt fest, dass die Regierungsparteien DP, LSAP und déi gréng historisch negative Resultate bei der Europawahl eingefahren haben. Dies dürfte wohl als deut...



21 days ago

CSJ



« Reform vun de Studiebäihëlefen » **Pour une allocation d'autonomie!** (Résolution adoptée lors du congrès des JSL le 22 mars 2014)

Les « Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises » sont sceptiques quant à la proposition du gouvernement concernant la réforme de loi relative aux aides financières pour les études supérieures.

Selon les informations provenant du Ministère en charge, le gouvernement envisagera d'allouer aux étudiants une aide financière qui se compose d'une bourse et d'un prêt. Le montant de la bourse pour une année académique sera divisé en trois parties : un montant de base de 2000 € accordé à tous les étudiants effectuant des études supérieures, une deuxième partie de 2000€ liée à la mobilité et dernièrement une partie fixée entre 0 € et 2500 € dont le montant sera calculé en fonction des revenus des parents. Pour les plus précaires, une aide supplémentaire de 1 000 euros pourra être ajoutée. Finalement, les étudiants ont le droit de contracter un prêt de 6500 €/an.

Les « Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises » sont particulièrement choquées du changement de paradigme qu'envisage le gouvernement avec l'introduction d'une dépendance directe du montant de la bourse au revenu des parents. D'autant plus, cette réforme semble viser uniquement la réduction des dépenses de l'État d'un montant d'environ 70 millions d'euros et n'a pas l'ambition de mettre au centre l'étudiant et son parcours de formation.

Dû à la réforme proposée les jeunes seront obligés de trouver un emploi pour financer leurs études indépendamment de leurs parents. Concilier études et emploi peut se révéler difficile pour les étudiants et constitue un risque d'échec. Les jeunes auront encore la possibilité de contracter un prêt étudiant. Or, celui-ci doit être remboursé. Il n'est qu'une hypothèque au détriment d'un bon départ dans la vie active. En outre, la dépendance financière des jeunes face à leurs parents peut impliquer un droit d'intervention des parents à l'égard du choix des études.

La réforme proposée touche d'autant plus les ménages les plus modestes de notre société. Les étudiants provenant de familles avec des revenus modérés et qui pour des raisons de frais optent pour l'Université du Luxembourg sont punis. Ils perdent le droit à la tranche allouée à la mobilité qui correspond à un tiers de la totalité de la bourse. La réforme proposée oblige les étudiants à s'endetter, crée des distorsions sociales et nuit à l'attractivité et à l'image de l'Université du Luxembourg.

Tenant compte que le nouveau projet de loi relatif aux aides financières pour études supérieures s'éloigne de l'idée d'autodétermination, les « Jeunesses Socialistes » plaident pour un système d'aides basé sur une allocation d'autonomie.

Selon les « Jeunesses Socialistes » l'Etat est dans l'obligation de garantir un soutien à tous les jeunes. La création d'une allocation d'autonomie, aide unique versée à chaque étudiant en fonction de sa situation propre, devrait lui permettre de mener à bien son projet de formation et d'insertion indépendamment de sa situation sociale et familiale.

Finalement, l'objectif principal de la politique d'enseignement supérieur doit être un encadrement tel que l'étudiant puisse se concentrer à la réussite de ses études. Les étudiants ne doivent pas se retrouver dans une situation dans laquelle ils seront contraints de trouver un emploi, mais cela devra rester un choix facultatif. Par conséquent, l'allocation d'autonomie est un moyen efficace pour lutter contre les déterminismes, la précarité et la reproduction sociale.